

alternatives



non violentes

B D 1 C

NOUVEAUX VISAGES des IMPÉRIALISMES

- *Course aux armements*
- *Pactes militaires*
- *Trilateral*
- *Encore le "Tiers-Monde"*

Entretien avec Pierre NAVILLE

*IRLANDE - ITALIE
une nouvelle culture politique*

SOP 6112

6 f. revue bimestrielle

éditorial

Faut-il s'intéresser aux relations internationales ? N'est-ce pas une manière de fuir les réalités immédiates du quotidien ? La violence des cadences de travail, des exclusions sociales, des entassements urbains, ne pèse-t-elle pas chaque jour sur les hommes et les femmes autour de nous d'une manière autrement plus sensible que celle de la course aux armements, des impérialismes mondiaux, des Goulags et des famines ? Nous luttons contre la force de frappe ou l'Apartheid en Afrique du Sud, mais nous sommes incapables d'empêcher l'expulsion d'un voisin immigré ou la dernière « bavure » policière qui sera demain dans les faits divers...

Tous, nous avons entendu (ou nous nous sommes faits à nous-mêmes) ce genre de remarques. Question d'autant plus vive que nous prétendons chercher des voies « non-violentes », car l'action non-violente, plus que l'action revendicative ou politique classique, a besoin d'une prise directe sur l'objet de la lutte. Au niveau des « grands problèmes » mondiaux, cette prise directe manque terriblement ou devient purement symbolique (se priver d'un repas pour nourrir ceux qui ont faim !...). Il n'y a pas, aujourd'hui, d'action non-violente qui soit à la dimension des vio-

lences mondiales ; et c'est pourquoi ce numéro, pour une fois, ne raconte rien : il n'y a pas, à ce niveau, des actions qu'il faudrait connaître, analyser.

Pourquoi donc affirmer l'utilité, la nécessité même d'un intérêt pour les questions internationales ? Pour deux raisons :

— D'abord, il n'est pas vrai que seules les violences et injustices concrètes, immédiatement perceptibles doivent être combattues. La gravité d'une maladie n'est pas proportionnelle à la douleur éprouvée : certaines blessures mortelles (du cerveau par exemple) sont totalement indolores. De même, la gravité d'une injustice n'est pas proportionnelle à son retentissement dans le vécu. La course aux armements, apparemment, ne pèse en rien sur mon quotidien, elle ne m'enlève ni le pain, ni le sommeil, ni la liberté d'aller et venir... Et pourtant, si indolore soit-elle, elle représente un des dangers majeurs pour la survie de l'homme sur cette terre. Il est vrai que la grande majorité des gens ne se mobilisent que contre les injustices dont ils souffrent personnellement. Raison de plus pour que ceux qui ont pris conscience d'autres injustices ou dangers « indolores » n'abandonnent pas ces combats-là, même s'ils restent longtemps

minoritaires et se sentent loin des préoccupations de l'homme de la rue.

— Surtout qu'on pourrait très bien montrer à « l'homme de la rue » que les violences et oppressions concrètes qu'il subit ne sont pas sans lien avec quelques grands problèmes internationaux ! Mettre ce lien en évidence suppose, il est vrai, un certain discours abstrait : manier des statistiques, faire de la « prospective », éplucher les balances commerciales, etc. Mais au bout du compte c'est bien l'impôt du contribuable qui paie les missiles nucléaires, et c'est bien la « division internationale du travail » qui influe sur les salaires des travailleurs, le chômage, les rythmes de travail. Et parfois c'est une stratégie élaborée à Moscou ou à la « Trilateral » qui pèse sur le résultat des élections...

Augmenté de deux articles sur l'Irlande et l'Italie et de la présentation d'un livre très important pour notre réflexion politique, ce dossier « international » pèse lourd ; mais il aurait dû être plus épais encore pour montrer précisément ce lien entre les violences globales analysées et les violences quotidiennes « vécues ». Ce sera pour une autre fois...

Christian MELLON.

de Yalta à Salt 2

les mutations des impérialismes

Le système international est dominé depuis la seconde guerre mondiale par le jeu très imbriqué des Etats-Unis et de l'Union soviétique. De la guerre froide à la collusion, en passant par la coexistence pacifique et la détente, que de contradictions en apparence ! Seule une vue d'ensemble permettra de mettre en évidence la logique parfaite qui constitue la trame de l'échiquier mondial dominé par les deux grands.

Derrière les apparences contradictoires, les retournements inattendus, nous verrons que se retrouve toujours l'objectif implacable de tout impérialisme en position dominante : la conserver et l'étendre.

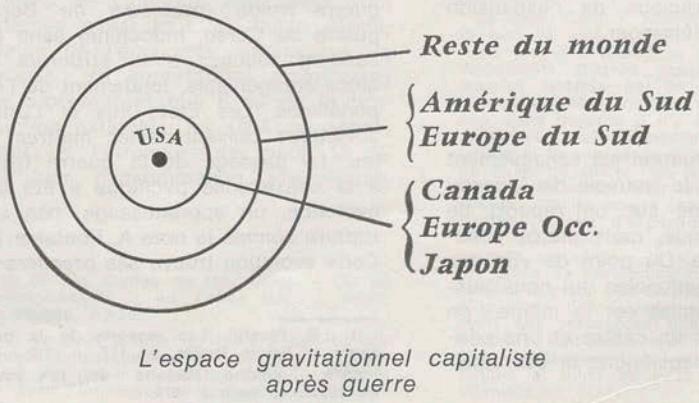
I. DE LA GUERRE FROIDE A LA COEXISTENCE PACIFIQUE

L'hégémonie américaine

Quelle est la structure du monde capitaliste au sortir de la guerre de 39-45 ? Les Etats-Unis sont au centre, ils possèdent plus de la moitié de l'or mondial, la guerre a modernisé l'économie, elle a détruit l'Europe et le

Japon. Les flux d'hommes, de matières premières et de profits sont stablement orientés vers les Etats-Unis, les flux de capitaux à long terme, de biens manufacturés les quittent pour la périphérie et il n'y a pas de changement dans l'orientation de ces flux. Ainsi on peut considérer l'espace mondial comme gravitant autour du centre industriel que forment les Etats-Unis. Le Canada, l'Europe occidentale, le Japon forment le premier cercle, l'Amérique du Sud, l'Europe du Sud le second, le reste du monde le troisième cercle.

Les Etats-Unis réalisent ainsi d'abord une razzia des cerveaux qui, du fait entre autres des bas salaires européens, quittent l'Europe pour les Etats-Unis. Il y a exploitation dans la mesure où la Nation-Foyer ne paie pas à sa valeur cette force de travail adulte qui lui parvient toute faite. Les Etats-Unis réalisent ensuite un échange inégal qui consiste en l'importation de matières premières ou de biens simples incorporant essentiellement du travail simple contre l'exportation de biens sophistiqués incorporant du travail complexe. L'échange est inégal



dans la mesure où les Etats-Unis paient une heure de travail simple avec quelques minutes de travail sophistiqué. Enfin ils réalisent un pillage du tiers monde en important massivement des matières premières, ce qui diminue d'autant le patrimoine de ces pays. On peut risquer une analogie simplificatrice : la structure du monde capitaliste au sortir de la guerre est au niveau international ce que sont les relations ville-campagne au niveau national :

- fuite des cerveaux / exode rural
- échange inégal / importation de produits agricoles par la ville et importation de biens manufacturés par la campagne.

La politique américaine de l'époque consista à traduire cette position centrale de fait dans les institutions, les accords et traités : le droit suivit les faits. L'exemple le plus probant est l'accord de Bretton Woods de juillet 44 qui consacre d'un point de vue monétaire la position hégémonique américaine. Ce système assymétrique, en faveur des Etats-Unis, transcription des rapports de force de l'époque, fut l'instrument précieux de l'expansion américaine à l'étranger.

A l'Est

A l'Est, la situation est sensiblement différente, car le pouvoir de Moscou n'est pas fondé sur un rapport de force économique, mais plutôt politique et militaire. Du point de vue des relations internationales qui nous intéressent, le résultat est le même : on a un bloc avec un centre et une périphérie, l'Union soviétique et ses satellites.

La guerre froide

Le monde est donc coupé en deux blocs. La guerre froide, état de tension caractérisé par le non affrontement direct entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, régule les relations entre ces deux blocs. Elle n'est que le premier moyen mis en place par les deux puissances impérialistes pour maintenir et même renforcer leur domination. Le climat d'insécurité qu'elle fait naître oblige les différents pays du pourtour à resserrer les rangs autour du chef de file du centre. Staline se servait de la violence des relations internationales pour justifier l'emprise qu'il avait sur son peuple. Mais à trop jouer avec le feu, on risque de se brûler les doigts et comme le note J.B. Pinatel « l'antagonisme russe-américain est aussi indispensable à leur double hégémonie que la nécessité vitale qu'il soit canalisé suivant des règles du jeu excluant pour eux tout risque mortel et tout effort insupportable pour leur économie » (1). Cette évolution subtile est fondée sur le raffermissement des blocs et l'acceptation du statu quo. Il s'agit de limiter les risques exagérés des tensions de la guerre froide (problème de Berlin, guerre de Corée, Indochine) sans cependant toucher à la structure de blocs antagonistes, fondement de l'impérialisme. Les Etats-Unis et l'Union soviétique doivent rester maîtres du jeu. Le passage de la guerre froide à la coexistence pacifique a été une évolution, un apprentissage, non une rupture comme le note A. Fontaine (2). Cette évolution trouve ses premiers si-

(1) J.B. Pinatel, *Les ressorts de la puissance*. - Revue *Projet*, n° 117, p. 812.

(2) A. Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, t. 2, Fayard 1971.

gnes avec la mort de Staline en 1953, suivie de peu des différents armistices sur les principaux fronts de la guerre froide (3). L'apprentissage continue jusqu'en 1963 avec le traité de Moscou sur l'interdiction partielle des essais nucléaires.

II. DETENTE, ENTENTE, COLLUSION

La dynamique de l'impérialisme va pousser plus loin sa logique. Les impérialismes du centre USA/URSS, sous le poids de forces centrifuges que nous analyserons, seront remis en cause ouvertement dans les années 60. Afin de lutter contre le risque d'effritement des blocs, base de leur puissance, les USA et l'URSS vont se tendre la main ; la détente succède alors à la coexistence pacifique. La détente entre les deux grands « adversaires potentiels » est à la mesure des contradictions à l'intérieur des blocs, entre les « partenaires virtuels » (4). Il est essentiel à la compréhension de l'évolution des relations internationales de bien noter ce lien dialectique entre la situation à l'intérieur de chaque bloc et la situation entre les deux blocs.

(3) Armistice de Corée, le 27 juillet 1953 ; acceptation d'une conférence à quatre à Berlin sur le problème allemand (proposition de Churchill). On peut noter aussi que l'année 1955 est très riche en événements qui expliquent le passage de la guerre froide à la coexistence pacifique. Elle marque un rapprochement des blocs et une acceptation du statu quo : d'abord avec l'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN, ce qui ferme définitivement la porte de la réunification, ensuite avec le pacte de Varsovie, réplique à l'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN, enfin avec le traité d'Etat austrichien le 15 mai 1955 et la conférence est-ouest à Genève le 18 juillet 1955.

(4) Venezia, *relations internationales*, coll. U.

A) L'hégémonie américaine en péril ?

A l'Ouest, les contradictions de l'espace « gravitationnel » capitaliste apparaissent dans le début des années 60, deviennent aigües à la fin. Ces contradictions sont de deux types : entre pays impérialistes d'une part, entre ceux-ci et les pays du tiers monde d'autre part. De l'exacerbation de ces deux types de contradictions résulte la crise du système capitaliste dans son aspect international. Cette crise des rapports intercapitalistes se conjugue avec des crises nationales pré-existantes dans les grands pays occidentaux : France, Italie, Grande-Bretagne, USA surtout. L'ordre capitaliste stable d'après guerre soutenu par le pilier américain va être progressivement ébranlé dans les années 60. Dans un même mouvement, par interaction, on enregistre alors le déclin américain et la montée des puissances d'Europe et du Japon.

Déclin américain

L'illustration la plus évidente du déclin américain est la crise intérieure qui sévit aux Etats-Unis (5). Les résultats de la croissance n'ont pas été brillants ces derniers temps : 5,9 % en 1973, — 2,1 % en 1974, — 3 % en 1975 ; la balance commerciale et la balance des paiements ne sont pas non plus très brillantes. Mais surtout, si l'on étudie l'évolution des profits

des entreprises américaines (6), on peut faire plusieurs remarques : d'abord elles les réalisent de plus en plus à l'étranger. En 1950, 5,3 % des profits étaient réalisés à l'étranger, en 1970 25 %, en 1974 50 %. C'est la vieille loi (endémique en pays capitaliste) de la baisse tendancielle des taux de profit qui manifeste ici ses effets. Ensuite les profits américains sont de plus en plus le fait d'entreprises financières : la part des entreprises non financières diminue de plus en plus. Autrement dit, c'est le secteur tertiaire et non plus les entreprises industrielles qui réalise les profits. Ceci traduit l'effondrement de la productivité et l'hypertrophie du secteur tertiaire (7). C'est là la racine du déclin américain, déclin souvent masqué par la distribution de revenus fictifs, ou le gonflement artificiel des profits par la réévaluation des stocks. Le résultat de cette surchauffe artificielle est, bien sûr, une inflation sans précédent qui se rapproche de plus en plus des taux à deux chiffres de l'Europe et du Japon : 5,3 % en 1973, 11,4 % en 1974, 9 % en 1975.

Il est important de noter que les causes de l'inflation américaine sont internes avant tout. La faible dépendance de l'économie américaine le prouve : les importations américaines ne représentent que 6 % de la production nationale, les USA ne dépendant de l'étranger que pour 12 % de leur consommation énergétique.

Pour poursuivre son expansion, très relative, l'économie américaine recourt à des mécanismes inflationnistes : utilisation massive de fausses valeurs, croissance sans précédent de l'endettement de tous les agents économiques (8). L'inflation américaine s'est donc bien développée sur des bases strictement nationales, elle est endémique au système américain, et démontre sa faiblesse. Alors que dans les pays d'Europe occidentale et au Japon l'inflation élevée est accompagnée d'une croissance moyenne de la productivité industrielle, ce n'est pas le cas aux Etats-Unis où l'effondrement de la productivité a été sensible à partir du milieu des années 60.

Vassaux puis concurrents

Les protégés et vassaux d'hier, l'Europe et le Japon, ont rapidement acquis l'autonomie et la force. Le tableau suivant en est l'illustration :

(5) De nombreux ouvrages ont paru sur le déclin américain. Nous signalons un ouvrage récent dont nous avons extrait les chiffres illustrant ce déclin : J.P. Sébord, *D'un deuxième monde à l'autre*, édition Anthropos, 1977.

(6) Cf. les études de Ch. Goux, « Où en sommes-nous ? », éd. Lattes 1975. J. Attali, *Le Monde*, 4-2-75.

(7) On peut ajouter qu'il n'y a pas actuellement de perspective de hausse de productivité, comme il en existait dans les années 50, avec l'informatique et l'aéronautique.

(8) John Carson Parker, *Business week*, 12 oct. 74, cité in J.P. Sébord (op. cité) : « La première promesse que tous les gouvernements d'après guerre ont faite aux peuples éprouvés par la guerre et par la dépression était qu'une ère nouvelle était née, dans laquelle il n'y aurait plus ni l'une ni l'autre, mais seulement une croissance infinie et la prospérité pour tous. Et pendant un quart de siècle, les gouvernements semblaient réellement tenir leur promesse. Entre 1945 et 1970, le monde s'est réjoui de la plus longue période d'expansion jamais enregistrée, alimentée en grande partie par de l'argent emprunté... la soif du monde pour les biens de consommation — pour les voitures à la place des bicyclettes, pour le bœuf à la place des poulets — dépassait simplement ses ressources financières. Cela engendrait l'inflation, qui engendrait encore plus d'endettement, qui engendrait plus d'inflation, et ainsi de suite dans une spirale infernale ».

QUELQUES PERFORMANCES ECONOMIQUES DES PAYS CAPITALISTES
DANS LA PERIODE DE L'APRES GUERRE

	PNB (en Mds \$)			ACIER BRUT (en M.T.)			AUTOMOBILES (M. d'unités)		
	1950	1960	1973	1950	1960	1973	1950	1960	1973
	ETATS UNIS	288	511	1 289	88	90	136,4	8	7,9
JAPON	12	43	418	5	22	119,3	—	0,5	4,5
EUROPE OCCIDENTALE	152	330	1150	50	106	150,1	1,5	5,5	10,4

Source : *Annuaire statistique de l'ONU*.

On y voit que, dans la plupart des secteurs d'activité économique, l'Europe et le Japon sont en mesure de faire aussi bien que les Etats-Unis. Les flux d'hommes, de capitaux, de produits entre le centre américain et la première périphérie (Japon, Europe, Canada) commencent à s'alterner. L'espace gravitationnel d'après guerre est remis en cause. Techniquement et économiquement, la suprématie américaine des années 50 s'est transformée en une courte avance ou a tout simplement disparu. A la lumière de cette évolution, les contradictions et crises capitalistes depuis le milieu des années 60 s'expliquent très bien : les Etats-Unis font tout ce qui est en leur pouvoir pour préserver ou même consolider les avantages qu'ils avaient acquis après la guerre grâce à leur position de pôle central du monde capitaliste ; l'Europe et le Japon, en revanche, veulent mettre en place de nouvelles institutions qui tiennent compte de l'évolution des rapports de force. Les principaux affrontements entre ces deux tendances contradic-

toires ont lieu au niveau monétaire et commercial comme au niveau politique avec la construction européenne. Ils sont l'expression de la crise intercapitaliste qui règne depuis le début des années 60. D'un point de vue monétaire, les dispositions du système de Bretton Woods consacrèrent en droit en 1944 le règne du roi dollar. Elles permirent aux Etats-Unis de faire financer par leurs partenaires vassaux, et notamment par l'Europe, leur propre expansion économique à l'étranger. Lorsque les vassaux devinrent concurrents, le système, ne correspondant plus aux nouveaux rapports de force, se mit à grincer et, dès 1960, la crise s'instaura. Avec la construction européenne il en va de même. Les Etats-Unis sont favorables depuis la fin de la guerre à l'unification de l'Europe : elle sera un bastion avancé du « monde libre », intégré à lui politiquement et économiquement, rempart contre l'« expansion soviétique » en Europe. Mais à mesure qu'augmente sa puissance technique et économique, l'Europe s'affirme toujours plus autonome.

Et la contradiction s'instaure entre l'Europe qui se veut toujours plus européenne et les USA qui désirent la maintenir dans leur giron.

la montée du tiers monde

Outre les contradictions intercapitalistes, le système américain a eu, depuis la dernière guerre, à subir les revendications des peuples du tiers monde. Ces revendications sont d'ailleurs relatives. Les bourgeoisies du tiers monde veulent en effet une meilleure répartition des richesses, non une remise en cause de l'ordre capitaliste fondé sur la division internationale du travail et son corollaire : l'échange inégal. Leurs revendications ne franchissent donc jamais un certain seuil, celui qui destabiliserait les bourgeoisies du « centre » auxquelles elles sont liées. Au moment de la décolonisation, les bourgeoisies périphériques du tiers monde étaient les alliées de leur masse populaire ; maintenant, leur objectif est de se maintenir au pouvoir avec l'aide des bourgeoisies du « centre » dont elles sont les « chiens de garde » à la périphérie (9).

B) Forces centrifuges à l'Est

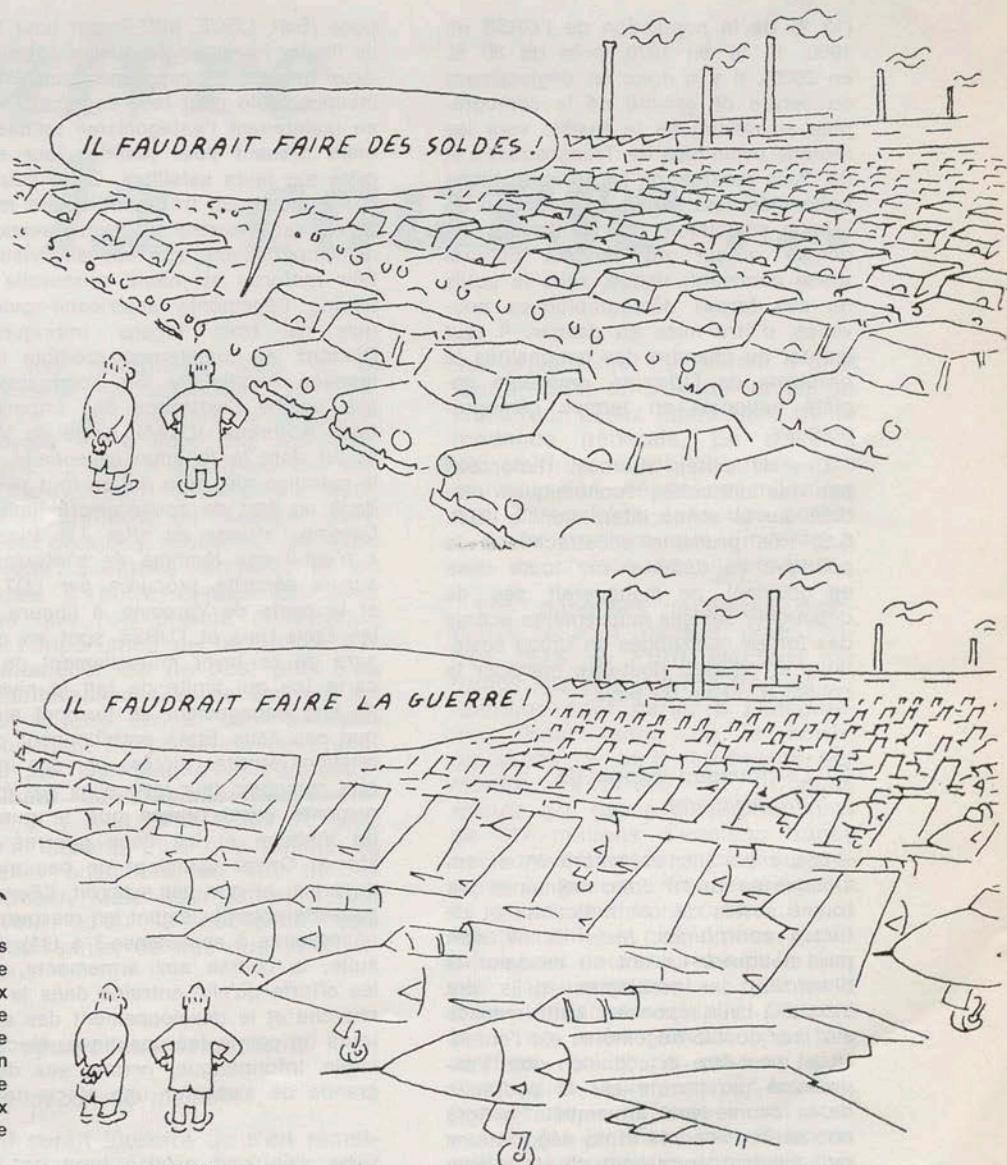
A l'Est, l'internationalisme prolétarien fut rapidement relégué à l'arrière-plan au profit de la défense de l'intérêt national ou de la lutte pour le pouvoir. Les antagonismes entre le centre soviétique et ses satellites surgissent dès 1948, mettant aussi en échec l'imperialisme soviétique sur plusieurs fronts : Yougoslavie, plus tard Chine...

(9) Cf. P. Jalée, *Le pillage du tiers monde*, édition 73.

Mais la vulnérabilité de l'Union soviétique prend actuellement une forme nouvelle : la cohésion interne de l'URSS, base de sa puissance, est depuis quelques années mise en question par des dissensions nationales qui montrent la fragilité de plus en plus grande du consensus national. Composé de nombreuses ethnies, l'Etat soviétique a toujours mis en place des instruments institutionnels ou idéologiques dont le but était de concilier les particularismes nationaux et la nécessaire cohésion de l'Etat soviétique. Hélène Carrère d'Encausse (10) montre que depuis 1970 le renversement des tendances démographiques en Union soviétique met le pouvoir soviétique face à un grave problème national qui, s'il n'est pas neuf, se pose en termes beaucoup plus aigus. Le recensement de 1970 montre que la population européenne de l'Union soviétique stagne, tandis que la population asiatique (Asie centrale, Transcaucasie) manifeste son dynamisme

(10) Hélène Carrère d'Encausse, Projet, n° 117, Forces et vulnérabilité de l'URSS.

Nous remercions vivement Konk et les Editions Ouvrières de nous avoir autorisé à reproduire quatre dessins. Vous les retrouverez dans les deux recueils de dessins publiés, l'un en 1972, l'autre en 1976, par les Editions Ouvrières, 12, avenue Sœur-Rosalie, 75621 Paris cedex 13. Konk : un humour direct, efficace, qui va droit à l'absurde de certaines situations, qui dénonce l'injustice mieux que bien des discours. Une arme en forme de rire.



Dessin de KONK

(13 % de la population de l'URSS en 1950, 19 % en 1970, près de 30 % en 2000). Il y a donc un déplacement du centre de gravité de la démographie soviétique de la Russie vers les régions asiatiques de Transcaucasie et de l'Asie centrale où les revendications nationales sont fortes. La cohésion de l'Union soviétique, Etat centralisé, organisé autour du modèle culturel russe dominant, risque, sous le poids de ces forces démographiques nouvelles, d'être mise en danger. Il faut ajouter au chapitre des nationalités le problème de l'Ukraine, deuxième société nationale en termes démographiques.

Ces difficultés internes, renforcées par des difficultés économiques rendent sur la scène internationale l'U.R.S.S. très prudente et attachée à la politique de détente, car toute crise en Occident ne manquerait pas de déboucher sur des mouvements accrus des forces centrifuges en Union soviétique et pourrait peut-être menacer la cohésion même du pays.

C) Le nouveau visage de l'impérialisme

Les impérialismes américain et soviétique se voient donc malmenés par toutes sortes de contradictions et de forces centrifuges. Mais ils ne sont pas statiques, ils ont su assumer la dimension des problèmes qu'ils ont suscités. Leur réponse à cette menace sur leur double hégémonie est l'entente, et peut-être la collusion dont l'expression paradoxale est la poursuite de la course aux armements malgré une série d'accords et de négociations qui tiennent le devant de la scène depuis 1970. Les accords et négocia-

tions (Salt, CSCE, MBFR) ont pour but de limiter le risque de guerre entre les deux grands, de supprimer tout effort insupportable pour leur économie **tout en maintenant l'antagonisme suffisamment présent pour justifier leur entreprise sur leurs satellites**. Cette course aux armements, très subtilement maîtrisée, est l'expression la plus avancée de l'impérialisme, son nouveau visage. Elle renforce et même renouvelle la double hégémonie américano-soviétique de trois façons imbriquées. D'abord, en maintenant crédible une menace (capitaliste ou communiste) elle justifie l'existence des organisations militaires, (OTAN, pacte de Varsovie) dont la fonction essentielle est le maintien des pays qui en font partie dans un état de souveraineté limitée. Comme l'affirme en effet J.B. Pinatel « n'est-il pas légitime de s'interroger sur la sécurité procurée par l'OTAN et le pacte de Varsovie, à l'heure où les Etats-Unis et l'URSS sont en mesure de se rayer mutuellement de la carte (ce qui limite de fait le niveau de leur engagement en Europe) alors que ces deux Etats entretiennent des relations étroites dictées par des intérêts communs (sur lesquelles des événements aussi graves que la guerre du Vietnam et les deux guerres du Moyen Orient semblent ne pas avoir de prise) et que par surcroît, l'Europe possède potentiellement les ressources nécessaires à sa défense ? » (11). Ensuite, la course aux armements, par les efforts qu'elle entraîne dans la recherche et le développement des secteurs de pointe (aéronautique, électronique, informatique) permet aux deux grands de s'assurer une place domi-

nante dans le monopole de l'innovation technologique. Or, comme le montre J.B. Pinatel, il existe un lien étroit entre l'innovation technologique, l'organisation sociale et la culture; presqu'automatiquement la suprématie dans l'innovation technologique se double d'un impérialisme culturel : « *l'Americain way of life* franchit l'Atlantique dans le sillage des innovations technologiques » (12). En dernier lieu, la course aux armements n'est pas sans contre-parties économiques : les USA et l'URSS ne sont pas les derniers à profiter du trafic d'armes qu'elle sous-tend. Rappelons qu'ils monopolisent 80 % du commerce mondial des armes.

Parcourir ainsi en quelques pages plus de 30 ans d'Histoire des impérialismes, c'est s'exposer à bien des oubliés et des simplifications. Mais il était nécessaire de saisir l'unité du mouvement qui, de YALTA aux accords Salt permet aux deux grands impérialismes mondiaux de conserver leurs hégémonies tout en changeant de formes. Si vraiment la course aux armements représente aujourd'hui « le nouveau visage de l'impérialisme », les luttes qui se développent contre la militarisation, contre les blocs, pour d'autres formes de défense non militaires, ne peuvent plus passer pour des luttes « marginales » par rapport aux luttes « directes » contre les impérialismes. Elles en font partie au même titre que les autres

Dominique THEVENON

(11) J.B. Pinatel, op.cité.

(12) J.B. Pinatel, op. cité.

Pour suivre la course ...

Peu avant la mort d'Einstein, quelqu'un lui demanda quelles seraient, selon lui, les armes de la troisième guerre mondiale. Il répondit qu'il n'en savait rien mais que de toutes façons, s'il y avait une troisième guerre mondiale, la quatrième se disputerait certainement avec des haches en silex ! A cette époque, la situation internationale de « guerre froide » et la relative nouveauté des armes de destruction massive rendaient très présent à l'opinion publique le danger de la guerre atomique. Le temps a passé, les hommes se sont habitués, la situation internationale a évolué ; du coup, l'évocation des dangers de la course aux armements a perdu un peu de sa puissance de mobilisation. Comme le fait remarquer Edgar Morin (1), c'est précisément au moment où le danger grandit statistiquement que la peur diminue, « plus il devient concret, plus il semble abstrait ». On s'habitue à tout, même à vivre sur un volcan...

Si l'opinion publique générale (divers sondages l'ont montré) n'est plus vraiment préoccupée par les dangers de la course aux armements, il en va parfois de même chez nombre de militants :

là aussi, l'habitude joue et se convertit en lassitude ! Et puis, dit-on, les discours « catastrophistes » ne sont pas mobilisateurs, ils sont « politiquement ambigu », etc... Moyennant quoi, on se contente de rappeler quelques données globales, de faire sonner quelques slogans, et on passe à autre chose. Or, pour peu que l'on prenne conscience de l'importance de la course aux armements, on ne peut plus s'en désintéresser. Car ce qui est en jeu à long terme, ce n'est pas seulement l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est l'anéantissement de l'homme par l'homme. Il y a là deux types de lutte qu'il importe plus que jamais de mener ensemble, au lieu de les opposer. Mais pour lutter, il faut savoir : d'où la nécessité, peu réjouissante, de ces quelques pages...

La course aux armements

Les dépenses militaires.

Il serait illusoire de s'en remettre au seul critère financier pour « évaluer » et analyser la course

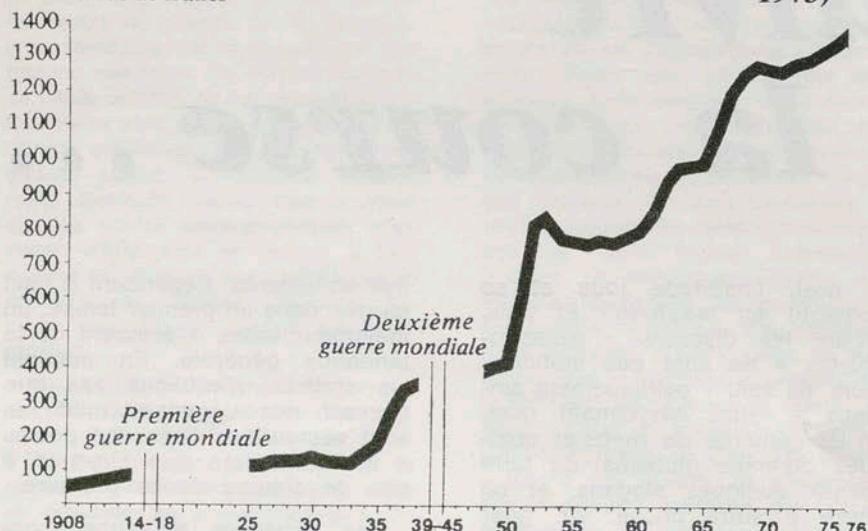
aux armements. Cependant il peut fournir, dans un premier temps, un indicateur assez intéressant de la tendance générale. En maniant les chiffres, n'oublions pas que souvent des dépenses militaires sont camouflées dans des postes « civils », alors que l'inverse a peu de chance de se produire...

Les dépenses militaires mondiales se sont élevées, pour l'année 1976, à 1 670 milliards de francs français. Chiffre trop astronomique pour parler à l'imagination. Pour tenter de le saisir, calculons ce qu'il représente par minute : 3 177 000 NF. Chaque minute qui passe c'est donc plus de 317 millions d'anciens francs qui sont dépensés à faire ou préparer la guerre... Contrairement à ce qu'on veut faire croire, il y a là vraiment un phénomène qualitativement nouveau, et non le simple prolongement quantitatif d'une tendance séculaire. On sent bien en effet devant de tels chiffres, qu'ils ne peuvent pas s'expliquer seulement par les exigences de « défense » qui sont censés les justifier : ces dépenses militaires mondiales sont trois fois supérieures (en francs constants,

(1) Dans l'interview publiée par ANV 24-25, p. 35.

Dépenses militaires mondiales, 1908 - 1976 (prix constants 1973)

Milliards de francs



bien entendu) à ce qu'elles étaient en 1949, en plein début de la « guerre froide » ! De 1945 à 1970, en 25 ans sans guerre mondiale, l'humanité a dépensé en armements davantage que de 1900 à 1945, 45 ans avec les deux guerres mondiales que l'on sait... Ces chiffres montrent que la course aux armements ne correspond plus à une exigence objective de « sécurité » : elle s'est emballée dans un processus qui devient « fou », c'est-à-dire qu'on ne voit plus qui pourrait le maîtriser...

La « ventilation » de ces dépenses est à peu près la suivante :

- 30 % pour payer les personnels militaires,

- 30 % pour les achats d'armes et d'équipements,
- 30 % pour construire, rendre opérationnels et maintenir en état ces armes et équipements,
- 10 % pour la recherche et le développement.

Ce dernier chiffre est à lui seul inquiétant, dans la mesure où c'est lui qui détermine l'avenir : investir 10 % dans la recherche et le développement, c'est fixer, pour des décennies, un rythme élevé à la croissance militaire. Rappelons, pour comparaison, qu'avant la guerre de 39-45, ce chiffre n'était que de 1 % (2).

(2) Le courrier de l'UNESCO, Nov. 75.

Ces dépenses se répartissent ainsi :

- OTAN + Pacte de Varsovie : 70 %,
- Tiers monde : 17 %,
- Chine : 10 % environ.

Ce qui est notable dans cette répartition, c'est la croissance des dépenses du Tiers-Monde en 20 ans : de 1954 à 1974, elles passent de 6 à 17 %. C'est que le Tiers-Monde offre des marchés juteux pour les grands exportateurs (3) surtout depuis que les « pétro-dollars » cherchent des débouchés faciles. En gros, les achats d'armes augmentent deux fois plus vite que le produit national brut du Tiers-Monde.

De tels chiffres sont rarement connus des diverses opinions publiques. Lorsqu'ils le sont, les responsables politiques et militaires du monde entier tentent de justifier ces dépenses au nom des exigences de sécurité : elles seraient comparables aux dépenses d'un ménage pour ses assurances ; tout le monde accepte de « perdre » un peu d'argent dans un budget « assurances », en échange d'une certaine sécurité pour l'avenir ; pourquoi pas les Etats ? La comparaison, assez habile, est trompeuse. Relevons en effet deux caractéristiques de ces dépenses militaires :

- elles atteignent des sommes totalement disproportionnées par

(3) Nous ne reprenons pas ici tout ce qu'il faudrait dire sur le commerce des armes et la place qu'y tient la France. Renvoyons, une fois de plus, à l'excellent livre du CLICAN, *Les trafics d'armes de la France*, Maspéro 1977, 20 F.

rapport à d'autres postes budgétaires tout aussi importants : ainsi, par exemple, les dépenses militaires mondiales sont de 40 % supérieures aux dépenses pour l'Education et trois fois supérieures aux dépenses pour la Santé.

— un budget « assurances » devrait normalement avoir pour effet de diminuer l'insécurité. Ici, c'est exactement le contraire qui se produit : l'insécurité ne cesse de croître. Chaque nation, en investissant dans ce poste « défense », peut avoir l'impression d'augmenter sa sécurité propre, mais le résultat global de cette somme de décisions (apparemment rationnelles lorsqu'on les considère une par une) est un monde surarmé où le risque de conflit grave, voire d'anéantissement ne fait que croître : la « sécurité » de chacun fait l'insécurité de l'ensemble.

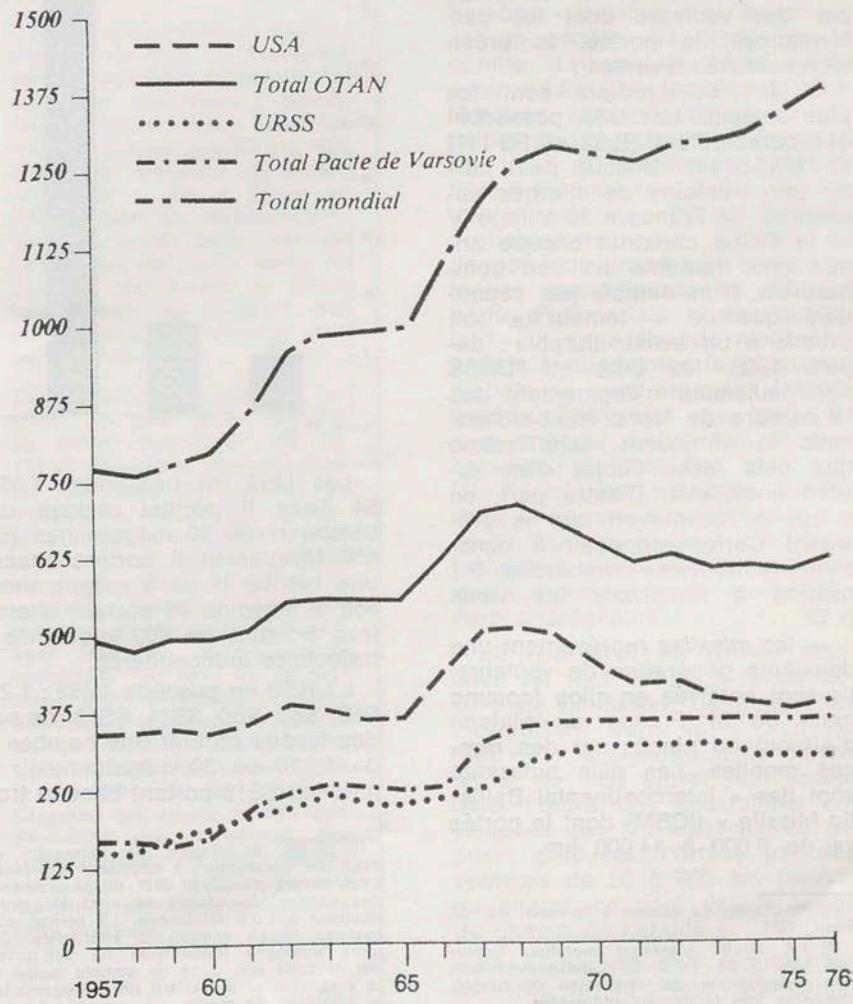
Etat des stocks

Il faut en effet dépasser l'approche purement financière pour donner maintenant une idée du résultat de cet investissement financier.

« Le poids nucléaire des USA et de l'URSS avoisine 100 000 mégatonnes (soit environ cent milliards de tonnes de TNT pour quatre milliards d'hommes, autrement dit l'équivalent de 25 tonnes de TNT classique par être humain vivant à la surface de la terre, soit un potentiel surabondant et déjà à même de détruire complètement plusieurs fois la planète ! Si l'on en croit Robin

dépenses militaires mondiales, 1957 - 1976

Milliards de francs (prix constants 1973)



Source: SIPRI

Clarke (4)... une livre de TNT suffisant amplement à tuer une personne, le « mégatonnage » nucléaire actuel développe une puissance capable d'éliminer 50 000 fois la race humaine. » (5)

Cette puissance est véhiculée par des vecteurs dont les performances, la portée, la précision sont très diverses :

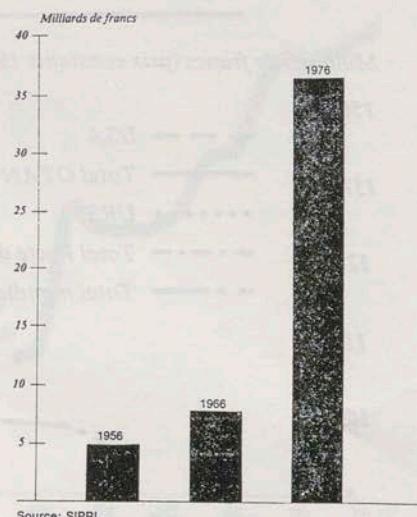
— les bombardiers sont les plus anciens. Les USA possèdent 414 bombardiers (B 52 et FB 111) et l'URSS 140. Chacun peut porter une trentaine de charges nucléaires. La France a 36 Mirage IV et la Chine construit chaque année une trentaine de ces bombardiers. Il ne semble pas cependant que ce « vecteur » soit promis à un avenir durable : depuis 1968, les USA et l'URSS non seulement n'augmentent pas le nombre de leurs bombardiers, mais le diminuent, sans même que cela fasse l'objet d'un accord entre eux. D'autre part, on a appris récemment que le président Carter renonçait à construire le nouveau bombardier B 1 destiné à remplacer les vieux B 52.

— les missiles représentent une deuxième génération de vecteurs. Ils sont enterrés en silos (comme ceux de la France au plateau d'Albion) ou placés sur des rampes mobiles. Les plus puissants sont des « Intercontinental Ballistic Missile » (ICBM) dont la portée va de 6 000 à 14 000 km.

(4) R. Clarke, *La course à la mort*, éd. du Seuil, 1971.

(5) J.P. Brûlé, *L'arsenal mondial*, Centurion 1975, p. 24. Ce livre, d'une présentation très pédagogique, est une mine de renseignements très facilement utilisables.

Montant des principales armes livrées au Tiers-Monde (prix constants 1975)



Les USA en possèdent 1 054 : 54 Titan II portant chacun une bombe H de 10 mégatonnes (6) ; 450 Minuteman II portant chacun une bombe H de 2 mégatonnes ; 550 Minuteman III portant chacun trois bombes de 200 kilotonnes à trajectoire indépendante.

L'URSS en possède 1 452 : 1 212 SS7, SS8, SS9, SS11, SS13 (ce sont des fusées portant des bombes H de 1, 10 ou 20 mégatonnes) ; 60 missiles SS18 portant chacun trois

(6) Unités de mesure de puissance des explosifs nucléaires : 1 kilotonne équivaut à 1 000 tonnes d'explosif TNT, le plus puissant des explosifs « classiques ». 1 mégatonne équivaut à 1 000 kilotonnes. La bombe d'Hiroshima faisait environ 15 kilotonnes. Certains stratèges (humoristes ou cyniques ?) ont proposé une unité de compte basée sur le « résultat », et parlent de « Mégamorts » = 1 million de morts.

charges de 200 kilotonnes ; 140 missiles SS19 portant chacun six charges de une mégatonne à trajectoires indépendantes ; 40 missiles SS17 portant chacun quatre charges de une mégatonne à trajectoires indépendantes.

L'URSS possède en outre deux types de missiles à moindre portée. Ce sont des missiles qui ne pourraient franchir l'Atlantique et que l'URSS pointe donc pour un tiers sur la Chine et pour deux tiers sur l'Europe : 100 IRBM (Intermediate Range Ballistic Missile, portée entre 3 000 et 6 000 km) et 500 MRBM (Medium Range Ballistic Missile, portée entre 800 et 3 000 km).

Les dix-huit missiles qui constituent à ce jour la force aérienne française stratégique sont de type MRBM (portée 2 800 km).

— les sous-marins stratégiques,

Les USA en possèdent 41 et l'URSS 60. Ces sous-marins portent des missiles mer-sol appelés SLBM (Submarine Launched Ballistic Missile) qui se répartissent ainsi :

— USA, 176 Polaris 3 (portée 4 500 km) portant chacun trois têtes de 200 kilotonnes ; 480 Poséidon C3 (portée 4 500 km) portant chacun dix têtes de 40 kilotonnes à trajectoires indépendantes.

— URSS : 24 SSN5 (portée de 1 300 km) portant une bombe de une mégatonne ; 544 SSN6 (portée 2 500 km) portant des charges de 600 kilotonnes à une mégatonne ; 244 SSN8 (portée 7 500 km) portant une bombe de une mégatonne.

Progrès technologiques.

Une rapide addition montre que l'URSS possède un plus grand nombre de vecteurs que les USA. Et pourtant la supériorité des USA reste énorme en ce qui concerne le nombre de têtes nucléaires : 8 500 contre 4 000. Ce déséquilibre s'explique par le fait que les USA ont maîtrisé et développé beaucoup plus tôt que l'URSS la technique des « MIRV » (Multiple Independently - targetable Reentry Vehicle) véhicules à rentrées multiples visant des objectifs indépendants. Ce sont des fusées à têtes multiples dont chaque ogive est guidée séparément vers un objectif différent. Plus récemment, la technique des « MARV » est venue améliorer les performances des MIRV, puisqu'elle permet de manœuvrer les ogives en cours de trajectoire afin d'éviter les systèmes adverses de défense.

Les systèmes de défense.

Il n'y a, à ce jour, aucun système de défense efficace contre une attaque nucléaire. Les ABM (anti-Ballistic Missile), missiles chargés de détruire dans leur course les fusées adverses, sont des engins d'un coût disproportionné avec l'efficacité qu'on peut en attendre : ils ne peuvent protéger qu'une faible portion de territoire (par exemple en URSS la ville de Moscou uniquement) et ils sont à la merci de la première innovation technique de l'adversaire... Les deux Grands se sont donc assez facilement mis d'accord pour en limiter le nombre à deux cents chacun.

Le SIPRI

L'Institut International de Recherche pour la Paix de Stockholm est un organisme totalement indépendant qui travaille depuis 1956. Il publie chaque année un annuaire qui fait autorité sur «les armements mondiaux et le désarmement». On y trouve un bilan complet des dépenses militaires du monde entier, des accumulations de toutes sortes de matériels de guerre et même (quand cela se produit !) des progrès accomplis dans le sens de la limitation...

Cet annuaire est édité en anglais ; on peut se le procurer au SIPRI, Sveavägen 166, S-113 46 Stockholm (Suède). Mais on peut aussi se procurer, en français, le résumé de l'annuaire 77, édité et diffusé depuis quelques mois, par un collectif de mouvements non-violents et pacifistes français : c'est une brochure de 66 pages qui contient tous les renseignements essentiels. On peut se la procurer pour 5 francs au siège des divers mouvements connus de nos lecteurs : MAN, MDPL, UPF, CLICAN, Pax Christi. C'est la GO-CNV (BP 26, 71800 La Clayette) qui assure la diffusion. Signalons que la plupart des renseignements et des chiffres cités dans cet article viennent du SIPRI par l'intermédiaire de cette brochure.

La prolifération.

Un tableau complet des armements nucléaires et de leurs vecteurs exige que l'on parle aussi des armes nucléaires tactiques. Ce ne sont pas des « mini-bombes » puisque leur puissance est en général de l'ordre de la bombe d'Hiroshima, mais après avoir additionné les armes stratégiques par mégatonnes et dizaines de mégatonnes, ces engins de 10 à 20 kilotonnes apparaîtraient presque rassurants ! En fait il n'en est rien : ils représentent probablement pour l'avenir un danger plus grand que les mégatonnes stratégiques. En effet, à partir d'un certain niveau quantitatif, les deux Grands n'ont plus intérêt à augmenter la puissance globale de leurs arsenaux (rappelons le chiffre cité plus haut : de quoi anéantir 50 000 fois la race humaine ! A quoi bon aller plus loin ?) et c'est pourquoi comme nous le verrons à propos des accords Salt, ils se sont mis assez facilement d'accord pour une limitation quantitative de leurs arsenaux stratégiques.

En revanche, les armes tactiques ne font l'objet d'aucun accord de limitation. De plus, elles introduisent dans le « tout ou rien » de la dissuasion un moyen terme qui fait entrer leur usage dans l'ordre des possibilités envisagées par les états-majors (réponse graduée). Portées par des vecteurs de 20 à 600 km (avions ou chars), ce sont des « armes du champ de bataille ».

Le risque de leur prolifération est très grand ; leur fabrication est maintenant à la portée de tous

d'un point de vue technique. Reste le problème de la « matière première » (uranium ou plutonium), mais il est en train d'être résolu grâce au développement de l'énergie nucléaire « pacifique » : si les plans actuels sont respectés, le SIPRI estime qu'en 1984 les pays qui aujourd'hui ne détiennent pas d'armes nucléaires produiront néanmoins pour leur nucléaire « pacifique » 30 000 kg de plutonium par an : ils auraient ainsi un stock permettant de fabriquer, dès qu'ils en auront la volonté 10 bombes de 20 kilotonnes par jour. En 1974, l'Inde s'est dotée de l'arme nucléaire (sous couvert d'expérience « pacifique ») grâce à une centrale nucléaire fournie par le Canada dans un but exclusif de production d'énergie...

A court terme, cinq puissances pourraient se doter de l'arme atomique si elles le voulaient : l'Allemagne fédérale, le Canada, Israël

L'OTAN

Depuis 1949, les pays occidentaux se sont groupés dans l'« Alliance Atlantique », laquelle s'est donnée une organisation militaire : l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Aux douze pays fondateurs (Belgique, Canada, Danemark, USA, France, Grande-Bretagne, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal) se sont ajoutés en 1952 la Grèce et la Turquie, et en 1955 la République Fédérale d'Allemagne. La France a quitté l'OTAN en 1966 sans quitter l'alliance atlantique ; la Grèce a fait de même en août 1974.

(sans doute déjà fait...), le Japon et la Suède. D'ici dix ans : l'Afrique du Sud (grâce aux centrales que va lui fournir la France), l'Allemagne de l'Est, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Egypte, l'Indonésie, le Pakistan, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie. D'ici 20 ans, pratiquement toutes les nations du monde.

La comédie du désarmement

Inutile de noircir le tableau : il n'y a pas besoin d'être particulièrement anti-militariste ou non-violent pour s'apercevoir que cette course ne peut continuer indéfiniment sans aboutir tôt ou tard à une catastrophe : même les gouvernements, les états-majors et autres spécialistes de « prospective » sont bien obligés d'en convenir. D'où leurs déclarations périodiques pour la Paix et le désarmement (7). D'où également un certain nombre de négociations qui, faute de pouvoir arrêter la course, tentent de la « contrôler ». Il n'est pas nécessaire, en effet, de supposer des intentions machiavéliques et hypocrites chez ceux qui portent la responsabilité de la course aux armements. Ils connaissent mieux que les opinions publiques les chiffres et les tendances cités plus haut et il se peut que leur désir de cesser ce mouvement fou soit réel. Mais le problème n'est pas là : quelle

(7) Récemment Giscard a entonné le même refrain, variante française, en annonçant le 25 janvier 78, que le désarmement serait un axe important de sa politique. *Le Monde* du 27 janvier note que « le plan français ne suscite aucun enthousiasme »...

que soit la sincérité de leur désir de désarmement, force est bien de constater qu'aucun pas sérieux ne peut être fait dans ce sens aussi longtemps qu'ils font passer ce qu'ils croient être les « intérêts » et les « nécessités de défense nationale » de leur propre nation avant l'exigence vitale de désarmement mondial. Et c'est bien ce que vérifie l'histoire de toutes ces négociations qui se sont succédées depuis 1945. Ces négociations, qui d'ailleurs n'ont jamais vraiment visé le désarmement mais plutôt le « contrôle des armements » (arms control) ont obtenu quelques maigres résultats qu'il faut connaître : mais quand on les analyse on s'aperçoit que *jamais* les négociateurs n'ont renoncé à quelque chose d'important pour eux. Toutes les « limites » acceptées ont concerné des systèmes d'armes peu adaptés ou des régions stratégiquement sans intérêt, afin de mieux relancer la course sur des techniques « d'avenir ». C'est ainsi que Pierre Naville peut déclarer : « Les négociations relatives au désarmement apparaissent comme une forme de la course aux armements imposée par la complexité et le coût énorme des moyens militaires modernes (8).

Pour s'en convaincre, reprenons l'histoire de ces négociations résumée récemment en appendice à la brochure du SIPRI (voir encadré) (9).

(8) *La guerre de tous contre tous*, p. 38.

(9) On peut aussi se reporter à un article très intéressant : *Trente années sans désarmement*, par Milton Leitenberg, revue *Projet*, no 115, mai 77, pp. 586-594.

propositions ou traités

Après la deuxième guerre mondiale, les U.S.A. proposent le « Plan Baruch » visant à mettre toute activité nucléaire future, partout et de quelque nature que ce soit, sous contrôle international.

Contre-plan russe : abolir la bombe A puis éliminer progressivement tous les armements pour aboutir finalement à un désarmement général et complet sous contrôle international.

En 1950, 1953 et 1956, l'URSS propose de réduire de un million d'hommes les forces armées de l'URSS et des USA.

Le 21 septembre 1953, l'URSS propose d'interdire les bases militaires en pays étrangers.

Le 2 octobre 1957, l'URSS propose une zone dénucléarisée en Europe.

1959. Traité de démilitarisation de l'Antarctique. Signé par dix-neuf pays, entre en vigueur le 23 juin 1961.

Traité d'arrêt (partiel) des essais nucléaires du 10 octobre 1963. Les signataires s'interdisent les essais nucléaires dans l'atmosphère, l'espace et sous l'eau. Signé par cent huit pays.

Le 20 janvier 1964, les USA proposent de détruire tous les bombardiers à moyenne distance.

remarques

Cet accord aurait permis aux USA de surveiller les activités nucléaires des autres pays et de maintenir leur avance dans ce domaine.
Refus de l'URSS.

En résumé : désarmer d'abord, contrôler ensuite.
Refus des USA.

A une époque où l'URSS avait une grande supériorité dans le nombre d'hommes en armes, ceci aurait encore accentué la disproportion. En fait, il s'agissait d'un fardeau économique et l'URSS réduisit unilatéralement son armée.

Les bases du Strategic Air Command (SAC) américain couvraient le monde entier et l'URSS n'avait pas de tels avantages.
Refus des USA.

Les USA entretenaient une force nucléaire dans les pays de l'OTAN, alors que l'URSS n'avait pas encore de tels accords avec les pays du pacte de Varsovie.
Refus des USA.

L'Antarctique n'est pas l'endroit rêvé pour les bases militaires, même la mécanique y gèle! Néanmoins, les stations radio et météo installées là travaillent presque exclusivement pour le compte des militaires.

Les pays intéressés par la fabrication des armes nucléaires (dont la France) n'ont évidemment pas signé.
Les USA et l'URSS, promoteurs de ce traité, avaient leur bombe H bien au point et cependant les négociations ont duré cinq années. L'accord fut obtenu en trois semaines dans l'effroi général qui suivit l'affaire des missiles russes à Cuba. Chaque signataire se charge de surveiller les autres par séismographes ou satellites mais ne pénètre pas sur leur territoire (exigence russe).

Les USA remplaçaient leur flotte de B-47 par des B-52 à longue distance et auraient obtenu en échange l'abandon par l'URSS de 80 % de ses moyens de transport de l'armement nucléaire.
Refus de l'URSS.

Le même jour, l'URSS propose d'interdire l'armement nucléaire des navires, sous-marins et porte-avions.

Le 21 janvier 1964, les USA proposent d'arrêter la fabrication des matériaux fissiles.

Le 17 février 1966, l'URSS propose d'interdire l'armement nucléaire des bombardiers.

Le 14 février 1967, vingt pays d'Amérique du Sud signent le traité de Tlatelolco s'interdisant de fabriquer, de déployer ou d'utiliser des armes nucléaires dans les territoires sous leur juridiction.

Le 10 octobre 1967, les USA et l'URSS signent le traité de l'Espace interdisant aux signataires de mettre en orbite des engins porteurs d'armes nucléaires ou toute autre arme de destruction massive. Signé par soixante-quatorze pays.

En 1968, l'URSS et les USA signent le traité de non-prolifération des armes nucléaires qui entre en vigueur le 5 mars 1970 (il est aujourd'hui signé par cent trois pays). Les pays signataires s'engagent soit à ne pas fournir d'armes nucléaires ou les moyens de les obtenir aux pays qui n'en possèdent pas, soit à ne pas chercher à s'en procurer, pour ceux qui n'en possèdent pas. N'ont pas signé : France, Chine, Inde, Argentine, Brésil, Israël, Pakistan et Afrique du Sud, entre autres.

Le 11 février 1971, les USA et l'URSS signent le traité sur la démilitarisation des fonds marins, les signataires s'interdisent de placer des armes de destruction massive sur les fonds des mers. Ce traité, signé par soixante-deux Etats, est entré en vigueur le 18 mai 1972.

Toute cette histoire illustre à merveille le mot attribué à Paul Valéry : « Je ne croirai qu'aux traités qui seraient conclus entre les arrière-pensées... » !

Ceci visait les flottes d'intervention des USA.
Refus des USA.

Ceci parce que le stock américain était bien plus important que le stock russe.
Refus de l'URSS.

Ceci visait le Strategic Air Command américain, l'URSS n'avait aucun programme équivalent.
Refus des USA.

Inspiré par les USA qui voulaient le calme dans leur zone d'influence, ce traité fait pendant à l'absence d'armement nucléaire des pays de l'Est sous influence soviétique. Deux francs-tireurs n'ont pas signé : Brésil et Argentine.

Ce traité ne fait qu'interdire un domaine devenu intérissant pour les militaires depuis la mise au point jusqu'à là secrète des missiles intercontinentaux moins coûteux et plus précis.

Il s'agissait évidemment pour les USA et l'URSS de se garder le monopole atomique bien à eux. Pour calmer les craintes des autres pays, les deux grands s'imposaient de « prendre des mesures pour l'arrêt dans un bref délai de la course aux armements nucléaires et de désarmement nucléaire ». Les deux promoteurs de ce traité n'ayant toujours pas honoré leur signature, les scrupules des autres pays s'estompent avec le temps.

En réalité, les bases sous-marines fixes sont trop vulnérables et n'intéressent pas les militaires qui préfèrent les sous-marins mobiles.

Salt 1 et 2, MBFR, Genève...

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Plusieurs négociations sont en cours, dont les interlocuteurs et les enjeux sont divers

Mentionnons seulement pour mémoire la « Conférence de Genève ». C'est en fait une initiative de l'ONU, ce qui signifie qu'elle peut faire des propositions et des études, mais n'a aucun moyen

d'imposer quoi que ce soit. Cette « Conférence du Comité du Dé-sarmement » comprend 31 membres et travaille à Genève depuis 1962. La France, membre de droit, y pratique depuis 1962 la politique de la « chaise vide ».

Les négociations connues sous le sigle MBFR (Mutual and Balanced Forces Reduction) se sont ouvertes à Vienne en 1973. Leur but est « d'aboutir à un équilibre des forces militaires plus stables dans l'Europe Centrale ». La zone concernée englobe la Belgique, la Tchécoslovaquie, la RFA, la RDA, les Pays-Bas et la Pologne. Interviennent dans ces négociations tous les Etats qui ont des forces dans les pays concernés, les USA et l'URSS notamment. La France a refusé d'y participer. Les forces du Pacte de Varsovie essaient d'obtenir le départ des troupes US stationnées en Europe. Les pays de l'OTAN veulent obtenir l'égalité entre les forces conventionnelles des deux Pactes. Car il est vrai que les Etats du Pacte de Varsovie ont, en Europe centrale, plus d'hommes, de chars et d'avions que ceux de l'OTAN ; mais il faut préciser qu'en matière d'armes nucléaires tactique la supériorité de l'OTAN est très grande : 7 000 têtes nucléaires contre 3 500. La négociation est dans l'impasse...

Les seules négociations qui semblent avancer et dont on parle régulièrement (10) sont les SALT (Strategic Arms Limitation Talks), discussions entre USA et URSS

(10) Récemment encore dans *Le Monde*, une série de 3 articles à ce sujet (27-28-29 janvier 1978).

exclusivement. La première phase (SALT 1) s'est achevée par les « accords de Moscou » signés par Brejnev et Nixon le 26 mai 1972. Ces accords comportaient deux éléments :

— un traité permanent qui limite à deux cents pour chacun le nombre des missiles anti-missiles (ABM) et à deux le nombre de leurs bases ;

— une convention provisoire d'une durée de 5 ans qui « gèle » le nombre des ICBM et des SLBM (voir plus haut). En fait, en gelant le niveau quantitatif, les deux Grands se sont donnés les moyens d'intensifier la course à la « qualité ». Par exemple, les vecteurs qui portaient une seule charge en portent cinq ou dix, et naturellement elles sont « Mirvées ». D'autre part, la précision du tir devient un enjeu primordial : un missile Minuteman qui avait une précision de deux kilomètres sur un tir de 10 000 km a maintenant une précision de moins de cent mètres ! De même, la puissance de pénétration augmente : les SS18 soviétiques pourraient maintenant détruire des installations enterrées à 900 m de profondeur. Quand on pense à « l'invulnérabilité » de notre Taverny ou de notre Mont-Verdun....

La deuxième phase des négociations SALT n'est toujours pas terminée. Pourtant les « accords de Vladivostock » (nov. 74) entre Ford et Brejnev avaient semblé débloquer les négociations : il s'agissait surtout de prolonger jusqu'en 1985 la Convention provisoire qui expirait en 1977. Un accord semblait se dessiner pour

limiter aussi l'aspect qualitatif des armements : le nombre des engins à ogives multiples guidées séparément serait limité à 1 320. Même si l'accord se réalisait finalement, ces « plafonds » seraient de toutes manières supérieurs à ce que détiennent actuellement les deux Grands ! Et ils correspondent à une « limitation » qui donnerait néanmoins à chacun la possibilité d'expédier avec la plus grande précision plus de dix mille charges nucléaires...

Les choses en sont là. De toutes manières, lorsque SALT 2 sera signé, il n'y aura pas de quoi pavoiser : le but de ces négociations n'est pas de stopper la course aux armements mais de garantir que les deux Grands la poursuivent à peu près au même rythme, afin de sauvegarder l'équilibre de la dissuasion ! A cet égard, elles relèvent de ce que le général Gallois lui-même appelle la « grande berne » des opinions publiques.

Que faire ?

Ces quelques pages auront pu donner une idée de l'ampleur et

LE PACTE DE VARSOVIE

C'est une alliance militaire qui regroupe, depuis 1955, neuf pays de l'Est : Albanie (qui s'en retire en 1968), Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS. Ce pacte expire théoriquement en 1985.

de la complexité du problème : il pourrait y avoir là quelque chose de décourageant pour ceux qui ont à cœur de lutter pour la paix. Les centres de décisions apparaissent tellement lointains, tellement hors de portée de nos interventions... Pourtant le rôle joué par la France n'est pas négligeable :

— dans le domaine des ventes d'armes, notamment au Tiers-Monde, elle contribue largement à l'augmentation des dépenses militaires et à l'alimentation de divers foyers de guerre ;

— par sa politique nucléaire « civile » et ses exportations de centrales, elle contribue à la dissémination de l'arme nucléaire, dont on a vu qu'elle constitue un danger majeur pour l'avenir ;

— par sa politique nucléaire militaire, elle « donne l'exemple » à des pays non alignés qui veulent, à juste titre, rester indépendants des deux blocs : l'exemple français peut faire croire que la volonté d'indépendance suppose la maîtrise de l'arme nucléaire, alors même qu'il est vital de prouver le contraire.

Ventes d'armes, nucléaire civil, force de frappe : voici trois points où une modification de la politique française aurait une influence certaine sur la poursuite de la course aux armements. Bien sûr, cela ne réglerait pas le problème global, mais à moins de raisonner en « tout ou rien », lutter dans ce sens constitue la seule possibilité de s'opposer concrètement à l'inacceptable.

Christian Mellon

entretien avec

Pierre NAVILLE

Pierre NAVILLE a consacré plusieurs ouvrages aux situations de guerre et aux problèmes militaires. Il vient de publier un ouvrage de synthèse sur ces questions, « La guerre de tous contre tous » (éd. Galilée, 1977, 220 pages). Nous sommes allés discuter avec lui de quelques questions posées par son livre.

A.N.V. - Dans votre livre *La guerre de tous contre tous*, vous proposez une analyse très complète des « structures guerrières » d'aujourd'hui. Un point nous semble d'emblée mériter une discussion : selon vous, l'apparition et le développement des armes de destruction massive constituent-ils un changement radical dans la nature des conflits ou un simple changement d'échelle ?

Pierre NAVILLE. - Je crois qu'il s'agit d'un changement d'échelle : les armes nucléaires comportent des dangers beaucoup plus grands que les armes classiques ; mais cela est dû aussi au fait que la population mondiale est beaucoup plus nombreuse. Nous avons aujourd'hui des villes de 10, 15 millions d'habitants : une bombe nucléaire dans une telle agglomération a des effets fantastiques. Mais quand les villes avaient 5 ou 10 000 habitants et qu'on les détruisait à coups de canons, les résultats étaient proportionnellement à peu près semblables ! Vous savez bien qu'à la fin de la dernière guerre, les bombardements par explosifs classiques sur Dresde et Hambourg par les Américains et les

Anglais ont donné à peu près les mêmes résultats que la première bombe A. L'ampleur nouvelle des destructions est donc, me semble-t-il, un phénomène d'échelle. Il est vrai que les changements d'échelle ont aussi des effets spécifiques.

A.N.V. - Mais la dissémination des armes nucléaires n'augmente-t-elle pas la probabilité de conflits ?

Pierre NAVILLE. - Dans les conditions actuelles, non. Mais elle augmente le *pouvoir* de ceux qui en disposent. Or c'est précisément ce type de relations de pouvoir qui est une des causes de conflits. Il y a des peuples qui veulent se libérer, être maîtres de leur propre destin. Ils se disent alors : nous n'avons qu'un moyen, c'est d'acquérir nous aussi ces instruments par lesquels les autres nous dominent.

Lutter contre la dissémination suppose donc que l'on cherche un désarmement nucléaire général : les Etats qui, à l'heure actuelle, disposent de stocks considérables de ces armes doivent arrêter d'en produire, puis les détruire : alors seulement ceux qui n'en disposent pas pourraient adhérer à ce genre d'objectif...

A.N.V. - Ce que vous dites là n'est-il pas un peu en contradiction avec ce que vous écrivez dans votre livre au sujet des différentes négociations sur le « désarmement » qui ont eu lieu depuis 1945 : elles sont « une forme de la course aux armements imposée par la complexité et le coût énorme des moyens militaires modernes. » (p. 38).

Pierre NAVILLE. - Il faut s'entendre sur le sens des mots. Personne ne parle vraiment de « désarmement », car cela consisterait à détruire des armes existantes. Aucun des projets actuels dits de « désarmement » n'a un tel objectif. Il s'agit simplement de limiter les productions nouvelles d'armements en essayant d'établir certaines parités. Ce que je dis donc, c'est que dans le contexte actuel des concurrences internationales, cette « limitation » équivaut à entrer dans le jeu nécessaire au développement à plus long terme de ces armes !

En URSS, les industries de guerre (et en particulier nucléaires) sont un des principaux pôles d'entraînement de toute l'économie soviétique : c'est le seul secteur où les Russes atteignent des niveaux de rendement, de mobilisation de ressources, d'efficacité, à peu près équivalents à ce qui se fait en Occident.

Il n'est pas sûr que ce soit l'aspect *politique* qui détermine leurs ventes d'armes : n'oublions pas qu'ils se font payer *en dollars* le matériel militaire qu'ils vendent, et ils en vendent presque autant que les USA ! Toutes les transactions mondiales se font en dollars. Vous pensez bien que les Russes n'ont pas envie d'être payés en monnaie de singe éthiopienne quand ils envoient du gros matériel en Ethiopie.

En France, c'est la même chose : la dernière crise en matière de commerce extérieur a été plus ou moins surmontée grâce aux exportations d'armements. Même chose aux USA.

Dans de telles conditions les plans de « limitation » des armements, les fameuses négociations SALT par exemple, ne servent pratiquement à rien d'autre qu'à se tâter mutuellement le pouls : savoir où l'autre en est précisément. Prenons un exemple : la bombe à neutrons. Il y a un an les USA ont annoncé publiquement qu'ils allaient mettre en fabrication la bombe à neutrons puisqu'ils maîtrisaient les principes scientifiques et techniques de sa fabrication. Les Russes ont trouvé la plaisanterie pas drôle du tout : ce n'est pas prévu, disent-ils. Les Américains répondent : en effet, on n'en a pas discuté jusqu'à présent. Qu'est-ce que cela signifie ? Simplement ceci : abattez vos cartes. Etes-vous capables d'en produire vous aussi ? A quel niveau de production êtes-vous ? La réponse des Russes à cette question est le refus de négocier sur la bombe à neutrons, exploitant à fond les arguments « moraux » pour la condamner. Cela signifie concrètement qu'ils ont dans l'immédiat des problèmes techniques pour fabriquer la bombe à neutrons...

Quand on travaille à créer une opinion contre l'usage de ce genre d'armes (ce qui est tout à fait nécessaire), il faut ne pas se cacher tous ces sous-entendus. J'ai déjà connu ce genre de problèmes

lors des années 1930, au moment de la crise : le budget des Etats avait été très entamé puisque les impôts ne rentraient plus (diminution des salaires et des prix) et les questions de limitation des armements étaient à l'ordre du jour ! Certes, à l'époque, il ne s'agissait pas des Russes ; mais il y avait des négociations entre Américains et Anglais ; par exemple, en 1932, sur la parité de développement des flottes. A la Société des Nations il y a eu des conférences sur le désarmement en nombre incroyable ! Et déjà le problème était double :

- les dangers liés au développement des armes modernes (à l'époque, c'était l'aviation) ;
- les conséquences économiques d'un désarmement éventuel.

A.N.V. - Vous décrivez une logique économique qui sous-tend la course aux armements. Mais cette logique peut-elle être cassée par une volonté politique ? Depuis des siècles on parle de désarmement, et c'est toujours l'inverse qui se produit...

Pierre NAVILLE. - Ce qui s'est passé depuis deux siècles n'est pas très encourageant, c'est vrai. Mais il y a des causes qu'il faudra être capable de soutenir probablement pendant des siècles ! Je ne crois pas au paradis pour demain. Mais il est manifeste que c'est sur le plan économico-politique qu'on pourra un jour changer les choses, et pas exclusivement sur le plan purement technique ou purement moral.

Le jour où les rapports économiques et politiques seront vraiment changés, alors on commencera à envisager un traitement non militaire des conflits qui surgissent naturellement entre les hommes ; car il y aura toujours des conflits... Mais en fin de compte, les problèmes d'affrontement militaire se ramènent aujourd'hui à des problèmes politico-économiques.

A.N.V. - En ce cas, ne trouvez-vous pas que les forces politiques qui proposent dans notre pays des changements politico-économiques allant dans

le sens du socialisme devraient avoir des propositions en matière de défense qui aillent dans le même sens ? On ne peut pas dire d'une part : « en ce qui concerne l'organisation de la production, des rapports sociaux, on va changer profondément », et d'autre part : « en ce qui concerne les relations internationales et la politique de défense, on va continuer ce qui se fait parce qu'on n'a pas la maîtrise des décisions, etc... ».

Pierre NAVILLE. - Le tout, c'est de savoir par quoi commencer. Il est clair que si un gouvernement « de gauche » ne veut pas poser dès le départ le problème de la liaison entre ses projets économiques et l'état international des choses, il est voué à tomber rapidement dans l'ornière classique de tous les gouvernements : « il faut quand même se défendre, il n'y a pas trente six moyens, etc... ». Je dis qu'il faut commencer par là, mais on ne pourra pas répondre à ces questions tout de suite et tout seuls.

Il faudra envisager en priorité la reconversion des productions d'armements. En matière de forces armées, on peut modifier beaucoup de choses dans le sens de la démocratisation, dans la mise en question des objectifs stratégiques. Mais le principal serait d'annoncer clairement : nous voulons cesser de produire des bombes atomiques, des vecteurs, des armes, parce que c'est la clé d'un authentique désarmement auquel nous voulons arriver. Voilà ce que nous sommes prêts à faire ; êtes-vous prêts à le faire aussi ?

En 1917, les Bolchéviks, dès qu'ils ont pris le pouvoir, ont immédiatement offert la paix à tout le monde. Cela a eu une répercussion concrète. Il ne s'agit pas pour nous d'arrêter une guerre, mais la préparation de la guerre : les propositions que nous pourrions faire ont donc plus de chance d'être comprises. Mais je le répète, il ne suffirait pas à un gouvernement « de gauche » de faire des déclarations diplomatiques d'ordre général sur le désarmement (au sens de « limitation ») ; il ne suffirait pas non plus de dire « puisque personne n'en veut, continuons ! », et il ne suffirait pas non plus de changer d'adversaire possible...

A.N.V. - Est-ce qu'une nouvelle politique de défense, ne devrait pas d'abord définir politiquement les objectifs de défense : contre qui se défendre ? Qui aura intérêt à agresser une expérience socialiste en France ?

Pierre NAVILLE. - J'entends pas mal de gens de gauche qui déclarent aujourd'hui : « notre armement défensif tourné vers l'Est est inutile : les puissances de l'Est sont pacifiques, etc... Il faut reconquérir notre indépendance en rejetant hors d'Europe les troupes américaines et nous prémunir plutôt contre l'ennemi américain »... Il y a là un débat politique de fond.

La détermination des adversaires potentiels suppose qu'on reste dans un système où il y a un ou des adversaires. Bien sûr, on peut se situer en dehors d'une telle perspective et déclarer : « nous sommes prêts à des agressions tous azimuts ». Je considère cette position comme un peu hypocrite : défense « tous azimuts », cela ne veut rien dire, car cela signifierait qu'on n'a aucune idée sur le lieu et la stratégie de notre défense. Dans ce cas, ce n'est pas la peine de préparer une défense : car cela ne s'improvise pas à notre époque... Très concrètement, il faut déterminer de quel côté seront orientés les radars, par exemple !

Si on se place dans le cas d'un conflit possible, il faut savoir lequel est le plus vraisemblable. Il ne s'agit pas de certitudes mais d'un ordre de probabilité. Etant donné la position géographique de la France, le danger réel le plus probable viendrait de l'Est. Ce pourrait être une poussée de l'Est dont les objectifs d'ailleurs se présenteraient comme purement « défensifs » : le Pacte de Varsovie pourrait chercher à supprimer ce qu'il sent menaçant pour lui, une tête de pont américaine en Europe, car c'est en ces termes-là que les Soviétiques raisonnent par rapport à la France. Et pourquoi raisonnent-ils de cette façon ? Parce qu'ils ont aussi une menace sur leur autre flanc, la Chine. L'idée de « neutraliser » la France est donc certainement une idée qui entre dans une des variantes des plans stratégiques élaborés à l'Est.

Et le fait que la France soit socialiste ne changerait rien à l'affaire ; je dirais même : au contraire ! Si un gouvernement français de gauche, même avec des ministres communistes, met en avant des idées socialistes, par exemple vers le désarmement, cela peut gêner beaucoup les Russes ! Plus en tout cas que quand c'est la bourgeoisie traditionnelle qui domine, car alors ils disent simplement « on fait un compromis ». Quand les gens se disent socialistes, comme les Chinois, il n'y a plus de compromis possible : ou bien on est d'accord, et il faut l'être en tout, ou on ne l'est pas et alors l'autre est un ennemi direct. Ainsi les Russes et les Chinois se traitent mutuellement de fascistes, racistes, etc...

Du côté américain, c'est un autre problème : ils ont bien, eux, une politique « tous azimuts », mais pas de défense : d'attaque, d'intervention ! Leur politique militaire s'appuie sur le raisonnement suivant : « jusqu'à présent notre territoire a été inviolé ; il n'a jamais été envahi, ni même attaqué. Aujourd'hui les développements technologiques militaires font qu'il peut être atteint, mais non envahi. Mais cela suppose que nous disposons de moyens de prévention sur n'importe quel point du globe ». Ils ont donc une politique d'intervention tous azimuts : Corée, Vietnam, Saint-Domingue, Chili, etc... En effet le concept « tous azimuts » n'a de sens que par rapport à l'offensive, il ne signifie *rien* pour une défense. Bien sûr, l'attaque est toujours présentée comme justifiée par une nécessité de défense, mais militairement il ne s'agit pas de la même chose. Ce qu'on nous présente en France comme une « défense tous azimuts », c'est tout à fait autre chose, car on nous la présente vraiment comme une stratégie uniquement défensive. On nous dit : on ne sait pas du tout qui pourrait un jour nous vouloir du mal, alors soyons prêts de tous les côtés à nous défendre sur *notre* sol. C'était un peu, d'un point de vue militaire, la position des Allemands quand ils occupaient la France : il savait qu'il y avait une menace qui pouvait venir de l'Ouest, du Sud ou du Nord, et cela ne les a pas empêchés d'être surpris. Justement par ce qu'ils étaient dans cette situation très difficile où on ne sait pas d'où va venir le coup.

A.N.V. - Vous dites que les USA ont une politique d'agression « tous azimuts », mais vous dites aussi qu'elle ne menace pas la France, puisque la menace la plus vraisemblable, selon vous, viendrait de l'Est. Comment concilier ces deux affirmations ?

Pierre NAVILLE. - J'admetts tout à fait qu'un jour les USA pourraient considérer la France comme lieu où installer une « tête de pont » en Europe, au même titre que l'Allemagne où ils l'ont déjà. Mais ils ne pourraient le faire que dans la mesure où se développerait un conflit nécessitant leur intervention. Leurs intérêts économiques ne sont pas menacés de telle manière qu'ils aient besoin de prendre position chez nous. Même si la France devient socialiste, ce ne sera pas un socialisme capable de rivaliser sur le plan économique avec les USA, ni d'entrer dans une coalition avec les pays de l'Est.

Une France socialiste sous gouvernement du PS actuel ne ferait pas plus peur aux USA que Castro dans ses débuts : n'oublions pas que le mouvement de Castro a été appuyé par les Américains au départ ! Castro était un jeune avocat bourgeois libéral qui en avait assez d'un vieux régime de corruption militaire hérité des Espagnols. Il voulait rénover son pays. Dans son groupe militaire de la Sierra Maestra, tous les journaux américains avaient des envoyés spéciaux ! Et le ton de leurs articles c'était : on comprend ces jeunes gens pleins d'idéal, etc... Quand Castro a ébranlé Batista, et que les Américains ont laissé tomber Batista, il y a eu une période d'attente. Simplement, il se trouve que Castro et ses amis, notamment Guevara, ont commencé à mettre en place une politique socialiste. Alors seulement les rapports se sont envenimés avec les USA. On connaît la suite. Mais si Mitterrand était un Castro, ça se saurait ! Et je ne pense pas que Marchais prenne un poids important dans ce processus. Je pense donc que les Américains laisseront venir...

Je crois aussi que les choses peuvent changer en URSS : je ne crois pas à la stabilité éternelle des structures actuelles du pouvoir là-bas. Quand on voit ce qui se passe périodiquement dans les pays du Pacte de Varsovie et les difficultés que

cela crée au pouvoir soviétique, on peut bien supposer que personne ne doit être très chaud pour une intervention en Occident ! Je crois donc qu'il est important d'encourager beaucoup plus qu'on ne le fait toutes les catégories de « dissidents ». Peu importe que les uns soient religieux comme Soljenitsyne, que d'autres soient des marxistes-léninistes purs... L'important c'est que des gens commencent à avoir l'audace d'ébranler un peu les structures du pouvoir actuel qui sont monopolisées par les dirigeants du Parti. Cela a un sens dans une véritable politique de recherche de désarmement : ce n'est pas en maintenant l'équilibre qu'on y arrivera ; il faut au contraire « déséquilibrer » tout le monde !

A.N.V. - Vous dites qu'un gouvernement de gauche devrait tout de suite faire ces propositions de désarmement. Mais à supposer qu'elles ne rencontrent aucun écho favorable dans un premier temps, devrait-il y renoncer ? N'y a-t-il pas des mesures qu'il pourrait et devrait prendre malgré tout, unilatéralement, notamment en matière de ventes d'armes et sur la force de frappe ?

Pierre NAVILLE - Absolument ; il faudrait prendre des mesures concrètes dans ce sens-là même en cas de refus des « autres » ; d'ailleurs un tel refus ne pourrait être tenu pour définitif... Bien sûr, cela ne résoudrait pas le problème, mais on pourrait prendre des mesures unilatérales à titre « démonstratif ». Quand les Russes ont fait la paix de Brest-Litovsk, ce ne fut pas sans discussions âpres chez eux : accepter les conditions des Allemands ! Faire une paix séparée ! Ils l'ont fait, et finalement cela les a servis. Il faut être capable de faire des choses de ce style.

Mais il faut que ce soit une politique d'ensemble. Prenons un exemple très concret : comment se fait-il que les mouvements de démocratisation dans l'armée ne soient pas appuyés par les syndicats des industries d'armement ? J'ai posé la question une fois dans une réunion publique où il y avait des représentants de la CFDT : « Pourquoi les travailleurs qui fabriquent toutes ces armes (et ils sont 300 000) sont-ils maintenus dans des revendications identiques à celles des autres industries

(salaires, conditions de travail...) ? Pourquoi ne les mobilise-t-on pas, non pas pour perdre leur emploi, bien sûr, mais pour demander une transformation de leurs emplois ? Je vous garantis que le jour où les syndicats des industries d'armement poseraient ces problèmes-là, la répercussion en serait bien plus grande que les agitations idéologiques ! On ne m'a rien répondu...

A.N.V. - Il faudrait peut-être revenir sur l'analogie de tout à l'heure avec le traité de Brest-Litovsk. Car il y a tout de même une différence entre être en guerre et signer une paix et commencer à désarmer en temps de paix...

Pierre NAVILLE. - Bien sûr, ce n'est pas la même chose ; mais il y a quand même un point commun : accepter momentanément une situation de faiblesse. Et je pense que c'est un geste qui aurait une grande répercussion dans les autres pays, à condition d'avoir une position internationale et de ne pas se réfugier exclusivement dans l'indépendance !

Mais il ne suffit pas d'accepter volontairement une situation de faiblesse : il faut le *dire*. Il ne s'agit pas de désarmer tout en voulant faire croire qu'on ne désarme pas vraiment et en disant : en fait, on ne sera pas plus faibles, etc... Il s'agit au contraire de convertir un affaiblissement militaire en avantage politique.

A.N.V. - Faire un peu ce qu'à fait Sadate ?

Pierre NAVILLE. — D'une certaine manière, oui ; le rapprochement n'est pas sans intérêt. Sadate s'est acquis un capital de sympathie énorme, une sorte de crédit politique. Bien sûr, ce n'est pas le succès assuré : il se peut que dans deux ans, Sadate doive revenir à une politique militariste. Mais son geste a débloqué une situation, pris de court les Américains... Dans le domaine du désarmement, il faut avoir l'audace politique de gestes de ce genre.

A.N.V. - Pour un gouvernement de gauche en France, un geste de ce genre serait la renonciation

à la force de frappe ; or, ce geste prévu par le Programme Commun de 1972, il n'en est maintenant plus question, au contraire. Avez-vous une explication sur ce revirement ?

Pierre NAVILLE. - Je crois qu'il s'agit simplement de gagner des voix « nationalistes »... Mais il peut y avoir aussi d'autres préoccupations. Le PC, par exemple, se tient ce raisonnement : si jamais un jour on arrive à détacher la France entièrement de l'Alliance Atlantique, elle pourra dire aux Américains : nos fusées peuvent franchir l'Atlantique ! Idée qui me paraît saugrenue, mais le PC a parfois un goût de la surenchère assez curieux...

Il y a une chose que le PC a très bien comprise, c'est la nécessité de canaliser les « mouvements d'opinion » pour leur faire prendre la direction qu'on veut. N'oublions jamais que les deux Présidents américains qui ont fait entrer les USA dans les deux guerres mondiales étaient tous deux de grands « pacifistes » élus sur le slogan : « Jamais les USA n'entreront dans la guerre ! » : Wilson en 1917 et Roosevelt en 1942. Ils avaient su capitaliser le courant d'opinion contre la guerre ; et quand ils ont changé leur position, les gens se sont dits : « S'ils changent, après ce qu'ils avaient dit, c'est que vraiment la situation est sérieuse ! » De même le PC a « capitalisé » un courant anti-force de frappe, et quand il change, les gens ne se disent pas « ils tournent leur veste » ; ils disent : « alors, si même le PC dit ça, c'est que vraiment la force de frappe est nécessaire ! » C'est de la psychologie plus que de la politique, mais c'est comme ça... C'est Pétain, l'homme de Verdun, qui a fait l'accord de Montoire, et lui seul pouvait le faire !

Les communistes savent très bien cela : ils savent qu'il faut un « capital » d'opinion représentant quelque chose de profond dans le pays. Et après, si on arrive à le tenir, on en fait ce qu'on veut.

Propos recueillis à PARIS (février 78)
par Jacques SEMELIN et Christian MELLON.

Défense Populaire et Luttes Écologiques

DEFENSE populaire... et pourquoi pas assaut populaire ? c'est sans doute le fond du problème. Il ne faut pas identifier trop hâtivement défense et guerre populaire, ou mobilisation nationale et défense des populations...

Qu'est-ce que la défense populaire ? De quoi et contre qui avons-nous à nous défendre ? Dans quels lieux et dans quelles perspectives ?

I. LE DROIT DE SE DEFENDRE SUR PLACE

A l'origine, le droit à la défense armée est le complément obligé du droit à la défense judiciaire (1) et se distingue donc par sa permanence ; les populations « civiles » doivent pouvoir se défendre elles-mêmes, en temps de « paix » comme en temps de « guerre déclarée ». Il n'est pas inutile de se souvenir ici de ces capitulaires carolingiens où le pouvoir central recommandait aux feudataires (2) de se ménager l'alliance des petits et moyens propriétaires autochtones, en leur concédant sur place le droit de défense militaire, ce droit à la résistance dont on trouve trace sous toutes les latitudes, depuis l'Antiquité. Economie de la violence qui fonde la diversité des rapports que l'on découvre entre groupes ethniques, entre cités et Etats, entre maîtres et

(1) Le « duel judiciaire » combinait absolument ce passage essentiel du droit à la parole au droit à l'acte.

(2) Dans le système féodal, les feudataires étaient les possesseurs de fiefs (NDLR).

esclaves, colonisateurs et colonisés, et jusque dans des démocraties militaires comme Sparte, avec le régime des *hilotes* : assimilés aux esclaves, par le colonisateur lacédémien, ils ne sont cependant pas *transférables comme marchandise* et conservant de facto leur famille, leurs possessions héréditaires et surtout un droit à la défense armée... l'une des conséquences étant que les *hilotes* se révoltaient contre l'Etat lacédémien, à la différence des *esclaves véritables* (3). C'est encore le cas des paysans de l'ancienne Chine ou des guildes européennes qui réussirent longtemps à limiter le pillage, à maintenir un bon nombre de leurs priviléges grâce à la reconnaissance de ce droit légal à la défense armée par un envahisseur militaire souvent venu de fort loin et désireux d'aménager sa conquête. Mystère et formulaires antiques des fêtes hivernales qui, dans les campagnes françaises, vont pérenniser jusqu'au XIX^e siècle le scénario de la défense de la maison, de la parcelle, contre tout assiégeant, soldat, brigand ou faux pèlerin. « Moquerie des théoriciens en général, note George Sand, rites entretenus par les *fonctionnaires rustiques*, haine non pas tant des propriétaires que des arpenteurs qui règlent le cadastre et répartissent l'impôt, des employés des Ponts et Chaussées, qui convertissent les communaux en routes... » Rites encore inconsciemment accomplis aujourd'hui par les autonomistes, détruisant les émetteurs de la télévision d'Etat, barrant routes et voies ferrées, faisant sauter perceptions et aéroports, en Corse, en Bretagne...

(3) Moses FINLEY, « L'économie antique », ch. 3.

II. LE RACKET MILITAIRE

En fait, dans tous ces cas et depuis l'Antiquité, la tension s'organise autour du mode d'occupation des sols, entre deux types de peuplement. L'ensemble des luttes aboutissait en général à un statu-quo social, pacte de semi-colonisation, instaurant le paiement du tribut, de l'impôt, en échange d'une sorte de protectorat militaire ; pacte extorqué à une population indigène, laborieuse et productrice, par des occupants étrangers, ces peuplements de luxe si bien décrits par J. Gracq : « ... caste militaire paresseuse et violente, s'en remettant de son pain quotidien aux civils... flâneurs de l'Apocalypse vivant libres de soucis matériels au bord de leur gouffre apprivoisé... n'ayant plus commerce qu'avec quelques grandes incertitudes majeures et catastrophiques... »

Et en effet, les bénéfices tirés par le prédateur militaire de ces pactes de services mutuels ne sont pas destinés initialement à la capitalisation des terres ou des richesses, mais au ruineux et perpétuel perfectionnement de la machine de guerre, à la sophistication des systèmes d'armes, de fortification, à la préparation d'expéditions lointaines... Si nous faisons un bond à travers l'histoire, nous voyons que cette économie semi-coloniale, ce racket à la protection militaire, forme la base constitutionnelle des grands Etats modernes : les monarchies anationales qui ont gouverné l'Europe Occidentale jusqu'au XIX^e siècle n'ont finalement perpétué que cette procédure originale de la fixation des « peuplements de luxe », venus de l'Est et d'ailleurs, à la chute de l'Empire Romain. Par leurs mariages consanguins, leur culture élitistique, le choix d'un personnel militaire apatride, ces despotes plus ou moins éclairés témoignaient de leur indépendance persistante vis-à-vis de groupes ethniques et de territoires que seule l'illégalité de la force armée leur avait livrés. Au XIX^e siècle, Clausewitz voit encore dans l'invasion des territoires, « moins le désir de les conserver que d'y lever l'impôt... », d'y porter surtout ce qu'il appelle une intention négative, un préjudice général et durable. Ne nous étonnons donc pas que la fatalité de la défense militaire générale laisse indifférente une bonne partie des masses populaires jusqu'au XX^e siècle. Dans les pays neutres, on rencontre une même hostilité au problème des armées permanentes qu'à la diplomatie et à la politique d'Etat, leurs inévitables compléments ; c'est en Suède par exemple, le **förvarsnihilism**, le « nihilisme de

Paul VIRILIO, Vitesse et Politique, Ed. Galilée, 1977, 150 pages.

Après L'insécurité du territoire (voir ANV n° 17), une réflexion très originale et très éclairante sur la fonction de la vitesse dans notre monde : « La vitesse équivaut soudain à l'anéantissement du Temps : c'est l'état d'urgence... A côté de la richesse et de son accumulation, il y a la vitesse et son accélération, sans lesquelles centralisation et capitalisation auraient été impossibles. »

la défense », animé essentiellement par la Fédération de la Jeunesse Socialiste, un radicalisme anti-militaire qui interroge : « Est-ce que l'invasion de notre territoire par un autre peuple civilisé est une chose vraiment grave ? » (4). En fait, ils exprimaient là jusqu'à la veille de la dernière guerre la persistance plus ou moins occulte d'une situation semi-coloniale proche de celles de l'ancien régime ou de l'Antiquité ; les maîtres de l'Etat militaire n'avaient-ils pas toujours été des « étrangers » (en Suède, des Suédois à Charles XIV, alias maréchal de France Bernadotte !), qu'importait donc au peuple laboureux de changer de domination ?

(4) Mousson-LESTANG, 1974, in « Revue Historique ».

III. LA DEFENSE POPULAIRE PERD SES LIEUX

L'apparition des méthodes fascistes après la guerre de 1914 devait altérer le splendide isolement des « nihilistes de la défense » en retournant la proposition suédoise : peut-on encore parler d'une « civilisation commune » aux envahisseurs et aux autochtones dans le cas de guerre totale et alors que ce type de conflit a justement pour objectifs la destruction non seulement des corps d'armées mais celle des corps sociaux et territoriaux de l'adversaire, la ruine du milieu, des ressources, de l'identité et de l'honneur des populations civiles ? Nous n'avons pas assez mesuré les conséquences historiques considérables de cette radicalisation de la guerre industrielle, cette brutale rupture du statu quo social entre civil et militaire qui remplaçait le pacte de semi-colonisation millénaire par une colonisation totale, **ostkolonisation** revendiquée par les nationaux-socialistes allemands. Mais la guerre totale fut menée de part et d'autre, les Alliés avaient aussi une riche expérience dans le domaine de la violence économico-physiologique, un lourd passé d'ethnocides, d'esclavagisme, de colonialisme... Dès lors, la défense populaire perdait son caractère militaire pour s'assimiler à un état de survie précaire dans un habitat dévasté, elle devenait défense physiologique plus que mesure insurrectionnelle. Plus tard, le peuple vietnamien devait reprendre la formule, mais déjà de nouvelles réalités se faisaient jour, en particulier la nature des limites politiques et militaires de la défense écologique des populations, devant la pléthora et la puissance des systèmes de destruction mis en œuvre par les Etats militaro-industriels.

Mais là encore, un retour en arrière est nécessaire pour découvrir la tendance générale. Au XIX^e siècle, la résistance populaire espagnole menée contre l'assaut militaire napoléonien réunit déjà certaines caractéristiques de la guerre populaire moderne. **L'absolue déformation** de la défense espagnole crée ces conditions où la lourde machine de guerre française succombe « dans quelque chose de fluide et de vaporeux qui ne se condense nulle part en corps solide... » (Clausewitz) ; à la défense compacte succède une résistance sans corps. Ce NULLE-PART clausewitzien est essentiel : plus qu'à une résistance sans corps, on songe à une résistance

sans territoire, sur une terre rendue **inhabitabile** par le prédateur militaire. C'est déjà la fin de la défense civile sur place, la puissance mécanique des nouvelles armées d'Etat force le combattant espagnol à se retirer provisoirement du sol qu'il est censé garder. L'unité de temps et de lieu éclate, la guerre populaire n'est plus qu'une **guerre du temps**, une guerre de rendez-vous horaires. En effet, si le combattant espagnol n'est plus maître sur le terrain, il est encore maître de l'heure ; la vitesse et la facilité de ses déplacements lui permettent de choisir son moment, de ne se laisser acculer à aucun combat désespéré, de harceler, de surprendre et finalement de vaincre une armée napoléonienne, « gigantesque automate » ralenti par sa lourdeur logistique, dans un pays inhospitalier.

Quelque cent ans plus tard, la résistance du peuple vietnamien à l'assaut technologique américain est encore une guerre du temps ; mais elle ne peut plus être une guerre de rendez-vous militaires. Cette fois, le préjudice de l'agression équivaut à une pandestruction et c'est le corps social tout entier qui est contraint, pour survivre, à la disparition, à la fuite dans un nouveau peuplement souterrain. Cette forme de défense traduit la nouvelle et tragique impuissance des populations civiles ; terrées dans le sous-sol, elles arrivent difficilement à **refaire surface**, à **repeupler** leur territoire pour tenter une conclusion militaire victorieuse comme cela avait été encore le cas en mai 1954 avec Dien Bien Phu. En fait, le succès vietnamien ne reposait plus que sur **la durée** de la résistance physiologique des populations, leur degré d'acclimatation à un milieu devenu brusquement inconnu et mortel où, plus que de l'héroïsme, elles devaient développer une longue ingéniosité quotidienne, une lente patience. Paradoxalement, ce fut le peuple américain qui fléchit avant celui du Viet-Nam, lui qui vivait au soleil à l'écart des menaces matérielles immédiates. Quoi qu'il en soit, il fallut revenir aux méthodes de guerre classiques pour terminer le conflit et parvenir, par étapes, à un difficile accord. Apparente victoire politique du peuple qui n'était en réalité que la plus cruelle de ses défaites militaires : après plusieurs tentatives infructueuses, il était clair que la défense populaire ne parvenait plus à un assaut final des masses sur le « champ d'honneur », ce dernier et décisif assaut était réservé désormais aux seules élites militaires, à leurs véhicules techniques, comme nous l'ont révélé ces ultimes images filmées de la chute de Saïgon

où un char d'assaut nord-vietnamien défonçait les portes du palais du gouvernement déserté depuis longtemps...

Bien qu'exploitée et surexploitée depuis l'Antiquité par les « état-majors », la défense populaire s'affirmait donc à nouveau au Vietnam, comme une entité non-militaire, avec des moyens et des enjeux spécifiquement civils et non-violents. Au milieu d'une guerre écologique menée par les Américains comme une campagne de dératisation, le salut du peuple avait tenu à l'**assimilation absolue de sa substance à sa subsistance** (5). Les civils avaient conçu leur guerre comme une sorte de **révolution agraire** dont le but était la conquête topologique de leur propre sous-sol, ils avaient réussi à qualifier et à apprêter à la vie des espaces souterrains toujours plus vastes ; et c'est en faisant de cette aventure pionnière la première de leurs pratiques sociales que, tout en disparaissant de leur territoire, ils avaient pu finalement le conserver.

Déjà cependant, ces formes de luttes semblent périmentées par ce qu'implique de nouveau et de redoutable pour les droits civils la résistance mondialiste du peuple palestinien. Jusque-là, la défense du groupe se confondait avec celle de l'habitat légal : habitat comestible des campagnes ou productif des cités industrielles ; les « armes du peuple » n'étaient que la transgression de l'usage ordinaire des outils, du milieu, par exemple : embuscades, pièges, ou faux, haches, engins de chasse... et en milieu urbain, grèves, barricades... mais en inversant, il est clair que, pour l'indigène, la perte de son territoire signifie la perte de cet armement transgressif en même temps que celle de son identité juridique ; privé de son « arsenal de production », il cesse du même coup, d'être le partenaire économique du pacte de semi-colonisation militaire ; et en effet le but de la résistance populaire est de s'opposer à l'instauration d'un statut social imposé par la seule violence, celui d'**esclave meuble c'est-à-dire de marchandise**, une condition domestique guère supérieure à celle de la troupe animale. En fait, la prolétarisation militaire et ouvrière n'a fait que reproduire cette réduction progressive du campagnard déterritorialisé à la condition meuble ou immeuble, en des temps où 94 % de toute l'énergie produite et consommée sur la terre

(5) Du latin : **substare** « se tenir dessous », et **subsistere** « continuer d'être, durer ».

était obtenue par la force musculaire des hommes et des animaux... Les syndicats ouvriers ne s'y trompaient pas, eux qui recommandaient aux travailleurs d'entretenir soigneusement leur outil de production, comme si, dans leur esprit, il s'agissait là d'une dernière représentation du milieu originel garant de toute existence légale. C'est encore ce sentiment qui anime des luttes comme celle des travailleurs de Lip, leur attirant les réflexions ironiques de Raymond Barre, l'homme de la Trilateral, à propos de « leur attachement désuet à leur milieu de vie », leur inaptitude au changement, voire au déracinement de l'émigration. C'est ce même attachement écologique qui a fait triompher la Gauche aux dernières municipales, les autochtones se rendant compte obscurément qu'au travers du chômage et des licenciements collectifs, de la fermeture des entreprises, se jouait une tragédie autrement vaste, qu'un amalgame essentiel était en train de se défaire, perte de substance industrielle et économique de l'hinterland français qui devenait pour eux perte d'identité sociale.

A ce moment de l'histoire, le cas palestinien prend pour les populations un caractère prospectif ; nous voilà donc avec eux à l'étape suivante, étape que laissaient prévoir le work-house ou les camps de déportation nazis, voilà donc une nation devenue meuble toute entière, arrachée violemment à sa terre et jetée dans le transit des camps. Pour ses instigateurs, la défense du peuple palestinien ne peut plus être qu'une réflexion sur une **délocalisation nationale**, une schizophrénie spatiale que vient bientôt relayer la schizophrénie temporelle des éternels migrants. Il faut trouver ici des formes inédites de survie puisque le **terrain légal, le territoire politique**, ont entièrement disparu pour devenir les enjeux même de la lutte ; combat non pour défendre les frontières d'un milieu de vie mais pour arriver à en dessiner quelque part, alors qu'on voit se succéder les échecs palestiniens dans la conquête des lieux, à Damas, à Beyrouth... Où est l'ennemi ? qui est l'ennemi ? Pour le Palestinien, il n'est pas national, il s'est mondialisé. Rappeler ici les vieux clivages politiques ou idéologiques devient dérisoire, Russes, Américains, Allemands, Arabes ou Juifs font leur police ensemble. En 1977, lors de l'affaire de Mogadiscio, tout le monde finalement fut d'accord pour retirer au commando palestinien son dernier territoire politique pourtant si réduit : la **piste des aéroports mondiaux**, l'espace d'une migration devenue aérienne.

Ceux qui prétendent que le combat palestinien n'est pas une « défense populaire » ont raison, il est un assaut populaire devenu suicidaire parce qu'ils n'ont pas eu le choix : après leur disparition géographique, leur dernier objectif fut que le peuple palestinien ne disparaîsse pas des mémoires comme il avait disparu de la carte. S'ils avaient cessé d'être « légalement » des « habitants de la Terre », en tant que migrants ils possédaient encore un territoire : **celui des médias**. De la voie aérienne à la voie ferrée, de la route à la presse et à la télévision, il ne fallait plus que les vecteurs soient neutres. Ratzel le prétendait déjà au XIX^e siècle : « La guerre consiste à promener ses frontières sur le territoire d'autrui » ; alors on peut dire que les Palestiniens ont promené les leurs sous forme d'informations, sur le monde entier. Qu'ils fassent horreur ou soient bientôt une source d'exemple, désormais les Palestiniens sont les maîtres d'un empire audio-visuel, ils existent quelque part, identité précaire et fantasmatische, au fond de la mémoire de 4 à 500 millions de téléspectateurs, d'un Etat fondé sur des routes, des ondes, des images. Ils espèrent qu'au bout de cette conquête, ils parviendront à retrouver à la table de négociation le droit à la défense juridique, c'est-à-dire le niveau politique. On peut penser qu'ils se trompent et ne font, comme autrefois les Tupamaros en Uruguay, que précipiter en Europe et dans le monde le développement de la « doctrine de la sécurité » qui n'est justement qu'une procédure de disparition politique des peuples et des nations...

N'importe comment, la tragédie palestinienne est par sa forme et ses raisons profondes, riche d'avenir ; elle inaugure des temps où la défense sur place va devenir extrêmement difficile pour les populations civiles : en effet (et c'est un événement capital) la défense des autochtones n'est plus mêlée à celle des territoires nationaux ; tout au contraire, avec la dissuasion nucléaire, les peuples n'étaient déjà plus que les fragiles otages des systèmes d'armes (et non plus des armées)... jusqu'à la dissuasion, l'appui logistique était sur terre, maintenant il est en mer (les sous-marins nucléaires) et dans l'espace (les navettes), les continents ne sont plus que de simples escales, apothéose du système de délivrance de la guerre et ultime faillite des états-majors classiques devant le conseiller technique et l'ingénieur. Si pour Vauban, la guerre devait être « immédiatement superposable à toutes les parties habitables de l'univers », ceci est aujourd'hui bien changé

puisque la guerre est justement devenue l'hôte de toutes ses parties inhabitables. L'abandon des bases stratégiques avancées, la décolonisation, la latinisation des continents, le style même de la crise économique mondiale, ne sont que les épiphénomènes de cette « retraite militaire » d'un nouveau genre, en dehors de territoires devenus inutilisables en tant que supports des techniques de pointe, loin de populations laborieuses logistiquement dévaluées elles aussi (elles ne produisent plus que 1 % de l'énergie consommée sur terre) et proches de la perte de leur ultime identité d'otages nucléaires... Nouveau mondialisme qui n'est certes pas celui qu'attendaient les populations civiles ni même les armées des anciens conquérants mais qu'esquissait déjà au milieu du siècle la guerre totale, tant au plan des systèmes d'armes que des rapports « sociaux » entre les armées et les peuples. La récente aventure du satellite atomique russe tombé au Nord du Canada est le meilleur exemple de ce désintérêt des nouvelles élites militaro-industrielles envers les civils : les gouvernements n'ont même pas jugé bon d'alerter les populations concernées de la chute prochaine de l'engin sur leur territoire. Déjà en 1947, Henry Wallace affirmait à propos des escales de la marine de guerre américaine en Méditerranée, que l'assistance économique apportée par son pays aux populations riveraines « dépendait moins des besoins alimentaires des enfants grecs ou turcs que des besoins en carburant de la flotte des Etats-Unis ». Trente ans plus tard, le président Carter en lançant son « plan énergie » (avril 1977), dénonçait : « La plus grande opération de pillage de l'histoire, montée par les compagnies pétrolières contre le peuple américain ». Désormais, toutes les populations civiles, même celles des nations développées les plus puissantes, sont exposées sans défense au préjudice permanent, à la mise à sac des ressources mondiales.

IV. LA CONSOMMATION DE LA PROTECTION

On a pu constater ces dernières années, l'impuissance des hommes politiques à dénoncer le caractère suicidaire de la coalition nucléaire, cette nouvelle oppression techno-logistique qui, au gré de la course aux armements, à la cadence des nouvelles capacités des vecteurs, réduit à rien, ou à presque rien, le pouvoir des gouvernements et des individus. Le clivage ne se situe

plus entre la droite et la gauche, comme ont voulu nous en convaincre encore les leaders des grands partis, lors de cette misérable campagne électorale de mars 78, mais à l'échelle mondiale, entre les populations civiles et les représentants de la techno-structure militaire. Après les membres de la Commission Trilatérale prônant en 1975 la limitation de la croissance économique et celle des droits démocratiques, un groupe d'économistes américains va encore plus loin, en proposant la fondation aux Etats-Unis, d'un ETAT MINIMUM. Les auteurs de ce projet se baptisent eux-mêmes « anarcho-capitalistes » ou « libertariens » ; sous leurs défroques pseudo-révolutionnaires, ils ne font qu'entériner une situation de fait : la manœuvre qui conduit à abandonner les territoires et les bases avancées mène à renoncer un jour ou l'autre à la décision humaine au profit de **cette miniaturisation du champ politique qu'est l'automation de la dissuasion** (6). A l'armée du MINIMUM VITAL proposée par le général Gallois correspondra un ETAT POLITIQUE MINIMUM ; ils se confondront pour résoudre sommairement les problèmes devenus subsidiaires de la police sociale ou territoriale. Les dernières affaires allemandes nous donnent déjà une vision très claire de ce nouveau rôle dévolu aux Etats nationaux et à leur petit personnel militaire : devant l'ensemble des questions inédites posées aux démocraties par l'évolution de la stratégie mondiale, la pénurie et les dégâts créés par un pillage désormais sans limite, ils tenteront d'instaurer une nouvelle unanimousité du besoin, création d'un sentiment d'insécurité permanente qui aboutira à un nouveau type de consommation, la **consommation de la protection** devenant ainsi l'aboutissement de tout le système des échanges et des marchandises... l'apothéose du racket militaire.

En avril 1976, le président Giscard d'Estaing exposait clairement, dans un discours à l'Ecole Militaire, son projet pour la société française : « Nous avons besoin à côté des moyens suprêmes de notre sécurité (les forces nucléaires), d'une sorte de présence de sécurité, c'est-à-dire d'avoir un corps social organisé en fonction de ce besoin de sécurité ». En 1977, le terrorisme qui alimente providentiellement la répression internationale et les sys-

(6) « Vitesse et Politique », Paul Virilio, 4^e partie. Editions Galilée.

tèmes de délation de masse prônés par les divers médias audio-visuels, donnaient déjà un aperçu de ce type d'organisation « asociale », tandis qu'au niveau des gouvernements, les « états-majors de crise », improvisés en Allemagne, en France ou en Italie, devenaient la première figure du nouvel ETAT POLITIQUE MINIMUM.

Quant aux ARMEES MINIMUM, elles sont aussi au travail : en septembre 77, c'est « l'Opération Déméter », premières manœuvres militaires **en terrain libre**, en dehors des routes et des chemins, dans une région de 2.000 kilomètres carrés **de culture et de prairies** aux confins de la Beauce et du Perche. « **Création d'un nouveau type de relations sociales entre l'armée et les civils** », ont déclaré les spécialistes, réponse spectaculaire en tout cas, de l'armée aux « Amis de la Terre » (7) et à l'analyse militante des mouvements écologistes ou autres... on n'enferme pas les blindés dans les goulags ou les camps, même ceux du Larzac ! Mais cette nouvelle libération armée, c'est aussi la sortie des gardes-frontières allemands à Mogadiscio, celle du commando israélien à Entebbe, loin des murs de Berlin ou de Jérusalem, « droit de suite » militaire qui n'est plus qu'une poursuite policière mondialiste, un amalgame redoutable des violences militaires et judiciaires. La déterritorialisation puis la fuite éperdue des populations civiles dans les territoires des médias, cette facilité avec laquelle elles passent du « circuit sauvage » des motards de Rungis aux carambolages du samedi soir, du hold-up à la piraterie aérienne ou à l'enlèvement politico-crapuleux, toutes ces formes ultimes et dépravées d'une opposition populaire **qui ne se situe plus nulle part**, nous entraînent irrésistiblement de la perte du droit antique à la résistance armée sur place, à l'annihilation du droit contemporain à la défense judiciaire, c'est-à-dire à la définitive réduction des peuples au silence.

C'est cela qu'est venu rappeler Giscard d'Estaing en décembre 1977 à la conférence de Bruxelles, en suggérant la création d'un espace judiciaire européen ; ce nouveau **lebensraum** (8) que décemment un chancelier allemand

(7) La provocation des militaires est concertée, faut-il rappeler que DEMETER était le nom de la déesse grecque qui personnifiait la Terre ?

(8) Lebensraum : « espace vital ». Ce mot évoque un thème important de la propagande des Hitlériens (NDLR)

ne pouvait proposer lui-même à ses partenaires, peut être considéré comme l'esquisse du TERRITOIRE POLITIQUE MINIMUM de l'Europe... quelles frontières en effet, pourra atteindre désormais le dissident, quel refuge pour l'opposant social ou syndical, puisque le projet tend, comme on l'a vu avec l'extradition de maître Croissant, à supprimer l'ultime asile juridique ? La suppression des frontières nationales, l'hypercommunicabilité du monde, n'agrandissent pas l'espace de la liberté, mais signalent au contraire sa disparition, son effondrement devant l'expansion d'un pouvoir totalitaire bien tangible, un contrôle technique des sociétés toujours plus rapide et plus affiné. Ainsi, par étapes, se réalise le projet élaboré en 1973 par l'OTAN et son « Comité sur les défis de la société moderne », qui visait à la planification mondiale de la circulation des personnes comme des marchandises... En mars 1978, ce même OTAN intervenait directement dans l'affaire Aldo Moro... Simultanément, la torture remise à l'honneur en Amérique Latine, la scandaleuse exhibition des prisonniers de Turin, enchaînés dans une cage pendant leur procès, ne sont pas le fait du hasard, elles restituent en plein XX^e siècle l'image millénaire de l'homme-marchandise, dégradé et réduit à l'impuissance par le maître militaire... Au traitement social correspond le traitement territorial : à la télévision, un officier de la préfecture maritime de Brest parlait, à propos de la marée noire qui ravage la côte française, de la beauté du spectacle... Ainsi, comme au temps du fascisme, « l'évidence de la nature qui disparaît » redevient pour les élites guerrières « une expérience de l'art » et la catastrophe écologique, une simple lecture technique du pathos.

Paul VIRILIO (mars 1978).

(Sous-titres de la rédaction).

La stratégie "trilatérale"

L'existence d'une commission, appelée commission trilatérale, a été évoquée pour la première fois par la presse européenne dans un article du *Monde* de novembre 1976 : « Les pouvoirs économiques derrière Carter : une stratégie trilatérale ».

Aujourd'hui, cette existence est encore largement ignorée, alors que son apparition remonte à 1973. Ce défaut d'information tient à sa composition, à son caractère « privé », à la discréetion entretenu autour de ses travaux — qui contraste par exemple avec la publicité fracassante accordée à la « real politic » de Kissinger.

Officielle, dégagée de toute contrainte étatique ou gouvernementale, son influence en est d'autant plus décisive : en effet les politiques tant internes qu'internationales des gouvernements du bloc occidental s'inspirent directement de la « stratégie » préconisée dans ses rapports, sans pourtant qu'aucun pays s'y réfère officiellement.

Origines et composition

Crée en 1973, à l'instigation du banquier David Rockefeller, cette commission réunit des industriels, des personnalités scientifiques et universitaires, des hommes politiques des USA, d'Europe de l'Ouest et du Japon, d'où son nom de commission « Trilatérale ».

Sur le plan géographique, on retrouve là les trois grands pôles du monde capitaliste. Quant à sa composition, elle regroupe les principaux piliers de ce système ; l'absence de l'armée n'est qu'apparente, celle-ci étant largement représentée par les scientifiques et les industriels (cf. l'existence aux USA de l'énorme complexe militaro-industriel).

A titre d'exemple, on retrouve dans cette commission :

- Jimmy Carter, président des USA,
- Zbigniew Brzezinski, conseiller du président (à la base de cette commission),
- Walter Mondale, vice-président des USA,
- Samuel Huntington, auteur de « La crise de la Démocratie », membre du Conseil national de Sécurité (promoteur de la politique d'urbanisation forcée au Vietnam),
- Cyrus Vance, secrétaire d'Etat, administrateur d'IBM, de Pan-Am, du New York Times, de la fondation Rockefeller,
- Michael Blumenthal, secrétaire d'Etat au Trésor, président de Bendix,
- Arthur Taylor, ex-président de CBS, ambassadeur au Japon,
- Giovanni Agnelli, président de Fiat,
- Chuniro Fujini, président de Mitsubishi,
- Raymond Barre, Premier ministre français, etc.

Quant aux firmes dévouées à la cause de cette commission, comme de bienveillantes «marraines», elles sont nombreuses : parmi elles, General Motors, Exxon, Bendix, Coca-Cola, Dunlop..., et en France Paribas, P.U.K., Saint-Gobain, Compagnie Financière...

Historiquement, l'apparition de cette commission n'est pas fortuite : 1973 marque le début de la crise économique actuelle et les années 60 ont vu le développement d'une contestation de plus en plus organisée. Ce contexte va servir de base de départ aux « Trilateralistes ».

Economiquement, les USA ne peuvent et ne veulent plus supporter seuls le poids de la défense du monde capitaliste. Sans remettre en cause leur hégémonie, ils entendent élargir cette charge à l'Europe et au Japon. De plus, l'interdépendance

croissante de ces trois pôles a créé une communauté d'intérêts qui passe par les firmes multinationales (celles-ci contrôlent aujourd'hui un tiers de l'économie mondiale) : d'où le besoin de coordination, et surtout la possibilité de rationalisation de leurs politiques économiques.

Sur le plan politique, la consolidation de cette hégémonie passe par un renforcement du pouvoir et de la rationalité technocratique, qui sont pour eux l'essence même de la « démocratie ».

La crise de la démocratie

La stratégie développée par les Trilateralistes part du constat que le système est miné, autant de l'intérieur que de l'extérieur : ses institutions (Watergate) et ses valeurs (hiérarchie, croissance) sont sans cesse remises en cause.

Sur le plan interne, cette « crise de la démocratie » se traduit par :

- L'émergence de nouvelles couches sociales, de groupes formels (la gauche, les syndicats) ou informels (les Noirs, les mouvements de femmes) desquels naît une contestation croissante.

- L'importance et l'influence néfaste des mass media, qui s'organisent pour « résister à la pression des intérêts financiers et gouvernementaux ». Ils réussissent ainsi à « provoquer des attitudes défavorables à l'égard des institutions et un déclin de la confiance accordée aux gouvernements » (cf. le rôle de la presse dans l'affaire du Watergate).

- Le rôle de l'éducation, par l'université et l'école : elle permet l'accès à l'information et au savoir d'un plus grand nombre, ce qui donne naissance à la revendication, à la remise en cause du pouvoir, et en même temps fait apparaître au grand jour l'inadaptation du système (chômage). Les intellectuels sapent l'autorité en affirmant leur dégoût pour la « soumission des gouvernements démocratiques au capitalisme de monopole ». Les syndicats, les étudiants, les minorités et même les partis sont jugés « irresponsables » face à la rationalité qu'il faudrait mettre en place.

— L'absence de consensus social (notamment dans des pays comme la France et l'Italie) fait le jeu des partis communistes. D'ailleurs, si ces derniers arrivaient par la voie démocratique au pouvoir, alors la perspective trilatérale exige que soit remise en cause la légitimité de tels gouvernements.

Brzezinski voit une cause unique à ces différents constats : il l'attribue à un « excès de démocratie », celle-ci ayant dévié de ses origines. Pour lui, la démocratie ne doit pas être une diversification des centres de pouvoir réels dans la société — « l'une des sources les plus dangereuses du pouvoir populaire étant les media ». Une telle démocratie, conduisant à des « bavures » comme mai 68 ou le Watergate a, selon Huntington, quatre effets :

- 1) Une participation du peuple à l'activité politique : contestation, journaux incontrôlés...
- 2) Des dépenses et une intervention gouvernementales accrues dans la vie économique et sociale du pays.
- 3) Un gouvernement qui ne peut plus satisfaire la confiance du pays.
- 4) Comme résultat, une crise de confiance et une crise de gouvernement.

D'où la contradiction paradoxale entre une activité gouvernementale croissante (que l'on constate bien aujourd'hui, en France comme ailleurs) et une autorité qui va sans cesse en déclinant.

A toutes ces raisons internes vient s'ajouter le contexte international. Les membres de la commission trilatérale ressentent comme un défi l'émergence sur la scène internationale des pays du tiers monde. En effet, la défaite du Vietnam, l'apparition d'organismes structurés comme l'OPEP, l'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche comme à Cuba ou au Chili avec Allende : autant de faits qui ont ouvert des brèches dans la toute-puissance des Américains et de leurs alliés.

A ce défi s'ajoute la permanence de la « menace » idéologique des pays communistes, accentuée par l'apparition de l'eurocommunisme : ceci explique le veto de l'administration Carter contre

la participation gouvernementale des communistes en Europe.

Ainsi, un spectre semble hanter les coulisses de la Trilateral : l'« EXCES DE DEMOCRATIE ». Par opposition, la « démocratie bourgeoise » s'appuierait, elle, sur une autorité concentrée par une élite. Car, pour les Trilateralistes, « il y a des limites potentiellement désirables à l'extension de la démocratie ».

C'est bien alors la *notion même de démocratie* qui est remise en cause.

La réponse trilatérale

Les « élites » des démocraties industrielles, regroupées au sein de la commission, se fixent un double objectif : élaborer des stratégies communes pour la défense de leurs intérêts, et « remettre de l'ordre dans la maison » (« putting house in order »).

1. *L'élaboration de stratégies communes :*

Il s'agit de mettre en œuvre une « politique globale » des trois pôles du monde capitaliste, destinée à maintenir leur hégémonie. Plus clairement, il s'agit pour les USA d'emporter l'adhésion des pays européens et du Japon à leurs positions, sur le fondement d'une prévue communauté d'intérêts.

Or il est clair que cette communauté d'intérêts est pour le moins déséquilibrée et largement fictive, et ne se réalise que par le truchement des firmes multinationales, donc sous le contrôle américain.

A cet égard, l'exemple de l'Agence Internationale pour l'Energie est significatif : créée à la suite du quadruplement du prix du pétrole décidé par l'OPEP en 1973, elle visait à obtenir la formation d'un cartel des consommateurs, par l'alignement des pays européens sur les thèses américaines. Or les positions adoptées au départ par certains pays (cf. pour la France les thèses défendues par Michel Jobert) montraient à l'évidence des intérêts très différents de ceux des USA. Il apparaît

aujourd'hui que leur alignement n'a fait que renforcer leur dépendance vis-à-vis de ces derniers, et de leurs intérêts bien compris (entendons : les intérêts des grandes firmes pétrolières).

En résumé, l'*internationalisme du capital doit maintenant, pour se consolider, trouver une traduction au niveau politique* ; cette stratégie globale et rationnelle s'appuie sur un ciment déjà formé : l'existence d'une triangle géo-politique et d'un « *Establishment* » euro-américano-nippon.

2. « *Rémettre de l'ordre dans la maison* »

(Ou comment restaurer l'efficacité des démocraties libérales de type occidental ?)

Les trilateralistes veulent restaurer un certain « équilibre entre liberté et autorité ». L'absence d'un tel équilibre risquerait de rendre ces régimes ingouvernables, l'appareil politique échappant peu à peu au contrôle des élites traditionnelles. Pour eux, ce risque, de même que l'apparition d'une contestation organisée, sont des « effets pervers » de la démocratie. La « *démocratie bourgeoise néolibérale* » qu'ils préconisent « exige une certaine mesure d'apathie et de non-participation de la part de certains groupes et individus » (dixit Brzezinski).

La lutte contre l'excès de démocratie doit viser à *occulter la notion de lutte de classes* et à *éliminer toute participation populaire aux centres de décision*. Elle passe par un renforcement des institutions qui détiennent l'autorité, notamment de l'exécutif. Le pouvoir, adapté aux nouvelles structures économiques, doit être confié aux élites détentrices du savoir et du capital, qui tireraient leur légitimité d'un système de valeurs fondé sur la connaissance, la technique et la hiérarchie. Il s'agit en somme de transposer sur le plan politique la rationalité économique des firmes multinationales.

L'exemple de la politique nucléaire montre une application de ce principe : le pouvoir de décision appartient aux seuls « *nucléocrates* » (cf. l'ouvrage de Ph. Simonnot) et l'on ne s'embarrasse ni d'informer ni de consulter la population, qualifiant tout opposant d'irresponsable.

Pour parvenir à leurs fins, les trilateralistes n'hésitent sur aucun moyen : la censure de la presse à la source, le renforcement de l'autorité, une reprise en main de l'éducation...

Nul n'est besoin d'être devin pour découvrir, au-delà des mots, la véritable conséquence de tels objectifs : l'élimination de toute potentialité de contestation (on cherche à imposer aujourd'hui la notion de consensus social), et sa répression lorsqu'elle se manifeste (cf. la convention anti-terroriste européenne, laquelle vise à supprimer toute notion de délit politique).

Plus profondément, il s'agit également d'épurer les démocraties occidentales en exportant la répression dans les pays qui supportent le poids de notre croissance — et qui quelquefois ne veulent plus le supporter...

Cet engrenage, exporter la crise et la répression au-delà de nos frontières pour faire du bloc occidental une zone « propre », est très bien démonté par N. Chomsky, dans *L'archipel des bains de sang*.

Il faut voir dans cette « stratégie » plus qu'un simple projet : les membres de la commission trilaterale, déjà détenteurs du pouvoir économique, ont aujourd'hui investi le pouvoir politique (cf. l'équipe Carter aux USA ou Raymond Barre en France).

Par ailleurs, leurs théories commencent à s'imposer : ainsi la campagne politique de Carter était essentiellement axée sur un renforcement de l'exécutif et un resserrement des liens entre pays occidentaux.

Cette stratégie consacre l'avènement d'une rationalité et d'un centralisme technocratique, avec un pouvoir de plus en plus concentré et exempt de tout contrôle, aux dépens de l'aspiration à une véritable démocratie où les décisions seraient prises à la base.

Le mot « *démocratie* », dans la bouche des « grands seigneurs du capitalisme » ne manque pas de saveur.

Romain Granjon,
André Magnon-Pujo.

DÉFENSE NATIONALE et DÉFENSE du SOCIALISME

Cet article n'est en fait que le résultat d'une réflexion collective entamée au cours du Forum « Pour une défense populaire non nucléaire », organisé à Paris en novembre 1977 (voir ANV n° 27). Il vise à faire le point sur l'état actuel de la réflexion dans ce domaine, peu travaillé par les forces de gauche...

La discussion était suscitée par la perspective — avortée depuis — d'une victoire électorale de la gauche ; elle a montré combien il était urgent d'approfondir la réflexion dans ce domaine trop longtemps sous-estimé. Les limites de cet article reflètent fatalement les limites de la réflexion en l'état actuel du débat. Elles appellent à leur dépassement.

ANS l'histoire récente — au moins depuis la première guerre mondiale — la défense nationale n'a jamais été associée à la défense d'un projet de société socialiste. La notion de « patrie », en particulier, a conditionné les masses populaires au détriment de l'esprit de coopération ou du sentiment de solidarité internationale. Aujourd'hui, les travailleurs se sentent moins concernés par la notion d'intérêt national supérieur ; ils sentent davantage que l'enjeu de leur lutte est d'instaurer une nouvelle société qu'il s'agira de défendre contre la réaction interne et contre les appuis qu'elle trouvera dans la politique internationale qui n'est autre que celle des multinationales.

C'est dans ce nouveau contexte économico-politique que resurgit le thème de l'indépendance nationale avec un nouveau contenu possible : anti-impérialiste et même anti-capitaliste, à condition d'en définir exactement le sens et les limites dans le temps et l'espace.

Toujours est-il que la période de transition au socialisme autogestionnaire ne sera pas, en elle-même, un facteur de désarmement : la difficulté résidera donc dans la nécessité de traduire dans les faits, immédiatement, la volonté de désarmement (nucléaire, mais aussi non-nucléaire), alors que ni la bourgeoisie intérieure, ni l'environnement international impérialiste ne resteront sans réa-

gir devant le développement du socialisme autogestionnaire. On constate dès maintenant, par la fuite des capitaux, que la menace sera d'abord économique et financière ; mais elle peut aller, si besoin est pour étouffer l'expérience, jusqu'à l'affrontement militaire (cas du Chili).

Il faut donc penser la défense en termes à la fois *internes* et *externes* : établir une dynamique politique assurant le «consensus» d'une majorité sociale à l'intérieur et réorienter, dès le départ, les rapports extérieurs pour éviter l'isolement.

Il ne fait pas de doute qu'une expérience socialiste autogestionnaire suscitera une réaction internationale. La première condition de sa défense consiste donc à créer les conditions politiques et idéologiques permettant à une majorité d'exprimer sa volonté de se battre pour construire une société socialiste. On pose donc ainsi, dans la pratique, la question de l'autodéfense populaire. Mais le bloc social intéressé à la transition saura-t-il maintenir dans le temps une cohésion politique suffisante pour permettre la construction solide de cette défense ? Il faut que cette défense ne soit pas seulement celle des «acquis économiques», mais soit liée à un projet de société qui assure le pouvoir aux masses, y compris dans l'exercice de la défense de leurs conquêtes. L'organisation de l'auto-défense est, par elle-même, un facteur de diffusion du pouvoir.

Impératifs internationaux d'une défense populaire

La France est dans une situation d'interdépendance économique qui rend vulnérable la vie économique d'une expérience de transition. Cette situation de dépendance, résultat de la division internationale du travail, doit être combattue de telle façon que, pendant la phase de transition, les besoins vitaux des travailleurs soient assurés. Garantir l'autonomie de subsistance, l'auto approvisionnement pour assurer les besoins élémentaires, c'est une nécessité de la politique de défense populaire. C'est une manière de répondre à la guerre déjà commencée par l'impérialisme qui veut imposer, par la division internationale du travail, la dépendance économique de différents pays par rapport aux plus forts.

La satisfaction des besoins élémentaires passe aussi par le maintien des lignes d'approvisionnement du pays en matières premières : en pétrole, en minerai de fer notamment. Se pose alors le problème des fournisseurs : aux relations privilégiées avec l'Arabie Saoudite et l'Iran, il est nécessaire de prévoir une substitution progressive par d'autres pays comme l'Algérie (pour le pétrole et le gaz) ou la Pologne (pour le charbon). Bien sûr, simultanément, se pose la question de la modification, elle aussi progressive, de notre consommation énergétique. Enfin, on peut envisager, à la lumière des expériences

passées (Chili, Yougoslavie) d'utiliser les contradictions internes entre pays capitalistes et entre les blocs.

Défense populaire et alliances

La menace vient, pour l'extérieur, de l'alliance entre pouvoir économique des multinationales et pouvoir militaire de l'alliance atlantique.

Il y a contradiction entre l'appartenance à un bloc et la possibilité de construire librement le socialisme autogestionnaire. En conséquence, il faut remettre en cause la politique des blocs et lutter pour leur dissolution.

Il faut redéfinir le terme même d'« alliance » : aujourd'hui, il n'existe que de fausses alliances puisqu'elles sont toutes dominées par un pays qui utilise ses moyens pour imposer son hégémonie sur les autres. Le refus de l'hégémonie par un membre de ces alliances entraîne une rupture (Chine, Yougoslavie). Il serait donc nécessaire de définir de nouvelles conceptions des alliances et des rapports internationaux.

Comment sortir du bloc auquel on appartient ?

Une fois admis qu'il est nécessaire de sortir du « bloc », la question se pose des moyens à mettre en œuvre pour s'émanciper de sa tutelle multiforme. Trois orientations complémentaires se dégagent :

— rechercher des alliances avec les forces anti-impérialistes du Tiers-Monde : soit avec des mouvements de libération, soit avec des forces politiques au pouvoir qui refusent, au moins partiellement, la logique actuelle de la division internationale du travail. Il faudrait établir avec ces pays des rapports nouveaux, en particulier pour les aider à recouvrer leur autonomie vivrière et à développer des industries utiles;

— établir des rapports étroits avec les forces populaires des pays capitalistes, en particulier de ceux qui appartiennent à l'OTAN. Une expérience socialiste dans un pays actuellement membre de l'Alliance peut être un élément de contagion favorisant les forces socialistes dans les autres pays. D'autre part, la mobilisation de ces forces dans leurs pays respectifs peut constituer une force de dissuasion pour les bourgeoisie au pouvoir dans ces pays qui auraient envisagé d'intervenir plus ou moins directement ;

— ne pas éluder la question des liaisons de type militaire : en particulier, celles qui concernent les forces démocratiques internes aux forces armées des différents pays, comme aussi les forces anti-impérialistes (1). En même temps, il faut remettre totalement en cause le commerce des armes du pouvoir actuel.

(1) Faut-il préciser que le Forum où se sont exprimées ces idées regroupait des militants partisans d'une « défense populaire » qu'elle soit armée ou non-violente ? Le débat reste ouvert, comme en témoigne cette phrase qui est loin de faire l'accord de tous ! (NDLR).

La meilleure politique de défense est celle qui réalise une véritable dissuasion d'origine populaire. Les moyens que la Yougoslavie a mis en œuvre pour défendre son expérience socialiste mériteraient une réflexion approfondie. Ses relations avec le Tiers-Monde (les « non-alignés »), sa capacité d'utilisation des contradictions entre les blocs, ses

lien militaires avec l'extérieur, son système de défense interne (armée professionnelle + milices populaires bien armées), tout cet ensemble constitue une expérience d'une richesse exceptionnelle (2).

(2) A ce sujet, voir l'intéressant article consacré à « la défense populaire yougoslave », par Michel Vincent, dans le n° 29, de la revue *Faire*.

On le voit : notre interrogation militante n'en est qu'à l'état d'ébauche. Elle est surtout interrogation et ouverture de pistes. C'est un appel à approfondir notre réflexion.

Bernard RAVENEL.

Autogestion et socialisme, n° 40, mars 1978. 25 francs.

Elections : piège ou médiation ? dialogue entre F. GUATTARI, J. JULLIARD et G. LAPASSADE.

R. LOURAU : Quelles nationalisations ? ou la courbure de la politique instituée.

R. CHAPUIS : Autogestion nationale ou socialisme autogestionnaire.

G. FUCHS : Le P.S. et l'autogestion.

Y. BOURDET : « L'autogestion nationale » selon le PCF ou les aventures d'une « idée creuse ».

Autogestion ou réciprocité, entretien avec S.C. KOLM.

Communes : le temps de l'autogestion ? - Enquête de VIDEO-OO.

Actualité de l'autogestion : Chroniques, comptes rendus, livres reçus, revue des revues.

RAPPEL :

N° 37-38 - avril 1977 : Dixième anniversaire de la revue - Bakounine et l'autogestion - Conseils ouvriers et autogestion en Europe de l'Est.

N° 39 - septembre 1977 : Afrique noire : des communautés de base au socialisme autogestionnaire.

Abonnement (4 numéros) : France 75 F, Etranger 85 F.

MOUVEMENT POUR LE DESARMEMENT, LA PAIX ET LA LIBERTE M.D.P.L / M.C.A.A.

Le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté lutte contre la force de frappe, le militarisme, l'impérialisme et le fascisme, et propose le non alignement en politique internationale. Adresse de son local parisien :

M.D.P.L. - 8, villa du parc Montsouris
75014 PARIS

Entrée : 8, rue Deutsch de la Meurthe.

Permanence : lundi, mardi et mercredi de 14 à 21 h.

Le M.D.P.L. propose du matériel d'information, et de diffusion pour l'animation de soirées, débats, réunions, etc.

- un montage audio-visuel : le commerce des armes et la militarisation (durée 35 mn). Location : 50 F + port.
- un film : Vivre sous les bombes, de Roger PIC (16 mm sonore, 30 mn) - La résistance populaire et la défense civile de la République Démocratique du Vietnam.
- Un numéro spécial sur la Force de Frappe : 6 F + port.
- Une brochure de présentation du M.D.P.L. : 1 F.

Se renseigner au Secrétariat administratif national :
M.D.P.L. - B.P. 2135 - 34026 MONTPELLIER.

sortir de l'Alliance Atlantique

Claude BOURDET est surtout connu des lecteurs d'ANV pour sa lutte contre l'arme nucléaire (voir ANV 17 et 23). Mais il se bat aussi depuis des années contre la politique des pactes militaires, et donc pour que la France sorte de l'Alliance Atlantique. Il explique cette position dans son dernier livre *L'EUROPE TRUQUEE* (1), dont nous extrayons ces quelques pages, avec son autorisation. On trouvera également dans cet ouvrage, outre l'argumentation qui nous est familière contre la force de frappe, un vigoureux réquisitoire contre la fausse Europe qui se construit en ce moment, Europe « germano-américaine » qui n'a rien à voir avec l'Europe non alignée que nous continuons à souhaiter.

(1) Seghers, 1977, 235 p., 32 F.

L'action « anti-pactes »

Si nous admettons que la lutte contre les pactes militaires doit constituer un objectif primordial pour tout esprit soucieux de paix et d'indépendance, il faut encore se demander si nous devons, à l'ouest, avoir comme

objectif la liquidation simultanée des pactes Atlantique et de Varsovie ou s'il faut consacrer nos efforts à l'élimination du seul pacte Atlantique. Très souvent on entend en effet l'argument : « Si les pays occidentaux abandonnent sans contrepartie l'Alliance Atlantique, plus rien ne poussera l'Union soviétique à supprimer le pacte de Var-

sovie ; il faut donc le conserver provisoirement, comme une contrepartie négociable, et s'efforcer d'amorcer une négociation pour la suppression simultanée des deux institutions, etc. ».

Cette formule, en apparence logique, constitue en fait une évasion. En premier lieu, si nous considérons que les pays neutres ou neutralistes se défendront mieux que les pays atlantiques dans le cas d'une guerre éclatant dans les conditions de confusion qui seront celles d'un conflit réel, si nous admettons que la dissuasion réelle, pour un agresseur putatif, ne provient pas des pactes mais de l'*incertitude* où cet agresseur se trouvera quant aux enchaînements possibles suivant toute guerre locale provoquée par l'invasion d'un de ces pays, il est clair alors que nous n'avons aucun besoin du pacte Atlantique, même si le pacte de Varsovie devait subsister tel quel.

En second lieu, il n'est pas vrai que la dissolution ou le début de désagrégation du système atlantique serait sans effet à l'Est. Le système de Varsovie est mal supporté par la totalité des petits pays socialistes : la Roumanie s'en est déjà en partie détachée ; la Tchécoslovaquie y a été de nouveau enfermée de force ; la Hongrie et la Pologne elles-mêmes utiliseraient le relâchement du système atlantique pour regagner une part de liberté. Il a d'ailleurs été constant d'observer au cours des dernières années que la tendance de l'un des pactes au relâchement ou bien au durcissement provoquait très vite une évolution comparable dans l'autre alliance. Il n'y a pas de raison pour que cette correspondance cesse d'exister. Enfin, personne n'imagine que la désagrégation du pacte Atlantique se ferait en un seul jour. Le processus commencera par le retrait d'une puissance, par le relâchement de la participation d'une autre : tout ceci provoquera aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest un mouvement international

donnant tout le temps nécessaire pour la correction ou bien pour l'accélération du processus.

En troisième lieu, il est illusoire d'espérer qu'une vraie négociation globale « Atlantique-Varsovie » puisse s'établir d'elle-même. L'URSS a souvent manifesté son désir d'une telle négociation, espérant pouvoir y trouver une solution pour l'Allemagne. Mais jamais l'Ouest n'y a été favorable. De plus, l'orientation actuelle des rapports américano-soviétiques tend à laisser chaque « grand » maître dans son camp. En tout cas, c'est en poussant à la désagrégation de l'OTAN qu'on aura les plus grandes chances d'obliger les membres les plus « durs » de l'Alliance, Allemagne de l'Ouest et Etats-Unis, à chercher un autre système de sécurité et à envisager des négociations avec l'Est pour l'abolition des pactes militaires.

En quatrième lieu, l'argument souvent entendu selon lequel il est plus facile d'agir dans le sens de la détente au sein de l'Alliance qu'à l'extérieur est contredit par toute l'expérience récente. Au contraire, quand l'Alliance apparaissait homogène, tous ses partenaires, à part les Etats-Unis, se trouvaient ligotés. A partir du moment où l'un d'eux, la France, a pris, dans un certain nombre de domaines, des positions plus autonomes, il s'est produit une contagion parmi les membres restés fidèles au Pacte, qui ont tendu à affirmer en plusieurs occasions leur esprit d'indépendance. Il s'agit là d'un phénomène courant dans la vie des groupements : les « scissionnistes » ont souvent plus d'influence à l'intérieur d'un groupe que les éléments restés fidèles ; c'est un peu la parabole de la brebis égarée...

Devant le nouveau Yalta

Il faut, pour terminer, voir comment l'actuel rapprochement américano-soviétique affecte cet ensemble de rapports. Les Pactes (Atlantique et de Varsovie) ont, de manière évidente, dans le nouveau climat, encore moins de justification qu'hier, si c'est possible, et ce qui précède devrait disposer de l'argument suivant lequel ils pourraient de nouveau en avoir une. Mais le souci de maintenir envers et contre tout les deux systèmes militaires dans cette nouvelle période s'explique assez bien : leur rôle véritable, qu'ils n'ont jamais cessé de laisser voir en filigrane, se révèle plus nettement, et est maintenant accepté au moins tacitement par les dirigeants des deux camps.

Comme l'a souligné dans de nombreux exposés et articles le professeur Galtung*, le dispositif Atlantique et le dispositif de Varsovie ont toujours eu aussi un objectif intérieur : maintenir chaque camp dans l'obéissance vis-à-vis de l'ordre capitaliste d'une part, de l'ordre communiste soviétique de l'autre. Sans doute, cela est apparu de manière plus évidente et grossière à l'Est en 1956 et 1968. Mais à l'Ouest, l'intervention britannique en Grèce en 1945-1946 n'était pas différente, et la répression française en Algérie a toujours été présentée par Paris comme « liée au système de sécurité atlantique ».

De plus, les interventions indirectes comme celles télécommandées par les Américains en Grèce en 1967, et à

Chypre en 1974, se placent dans le même cadre ; enfin, si en Europe de l'Ouest un pays se met à glisser vers un socialisme autre que de façade, tout fait penser que non seulement les Etats-Unis, mais l'ensemble de l'OTAN consacreron au sabotage de cette expérience autant de soins qu'il en fut consacré au sabotage de l'expérience Allende. Que cela se fasse souvent par d'autres moyens que les chars est simplement un signe de la plus grande habileté des Occidentaux — et aussi de la moins grande détermination montrée jusqu'ici par les révolutionnaires de nos pays...

Ce qui est nouveau, c'est que, dans le cadre du « Yalta tacite » préparé peu à peu depuis 1962 et finalement entériné par Kissinger-Brejnev, chaque camp accepte (même s'il fait mine de protester) que le dispositif militaire de l'autre serve essentiellement à maintenir le statu-quo intérieur ; ce faisant, les deux camps sont protégés des conséquences des subversions de l'ordre de l'un d'eux, dans lesquelles l'autre pourrait se trouver involontairement entraîné.

Claude BOURDET.

* Johan Galtung, professeur à l'université d'Oslo, titulaire de la chaire de Recherche sur les conflits et sur la paix ; notamment dans « East-West Cooperation and Security, a skeptical Contribution ». *Journal of Peace Research*, Oslo University Press, 1975.

Sous-développement et Tiers-Monde : pour une approche hétérodoxe

Un grand nombre de pays n'appartiennent ni au groupe des pays capitalistes développés ni à celui des pays « socialistes » planifiés ; la majorité d'entre eux sont des Etats qui ont succédé aux anciens empires coloniaux : habituellement, pour les désigner, on utilise le vocable de « Tiers-Monde », expression créée par le démographe français Alfred Sauvy, par analogie au Tiers-Etat de 1789. Si cette appellation contribue à les situer dans l'espace économique mondial, elle reste cependant trop vague pour faire oublier une autre dénomination plus réaliste malgré son contenu péjoratif, celle de « pays sous-développés » — pays qui ont la

caractéristique commune, quoique à des degrés variables, d'être privés des avantages et des inconvénients秘és par l'industrie moderne. C'est d'ailleurs justement à cause des connotations morales dont elle est imprégnée que certains experts ont préféré substituer à la notion de sous-développement celle de « pays en voie de développement ». Cette expression, à son tour, a été critiquée car elle masque le processus dit de « développement du sous-développement ».

L'évolution du revenu national par habitant justifie précisément cette critique. En effet, si l'on compare l'évolution de cet indice

du revenu (en dollars) de 1950 à 1972 (soit avant la « crise » du pétrole) on constate les faits suivants : aux Etats-Unis, le revenu par tête passe de 2 500 à 5 000 dollars, dans l'Europe des Six de 1 010 à 3 100 dollars, au Japon de 420 à 2 500 dollars ; de façon générale, l'ensemble des pays capitalistes développés ont bénéficié d'une assez nette croissance (de 1 370 à 3 378 dollars).

A l'inverse, on s'aperçoit qu'en Afrique, le revenu par habitant passe, pour la même période, de 120 à 200 dollars, en Amérique du Sud de 300 à 600, au Moyen-Orient de 220 à 450, enfin en Asie (Japon exclu) de 120 à 300.

Proportionnellement, dans les divers pays du monde, la croissance du revenu est comparable ; par exemple, c'est le doublement pour les Etats-Unis et c'est également le doublement pour l'Amérique du Sud. Mais, alors que la notion de pays en voie de développement laisse sous-entendre un resserrement des écarts, on constate au contraire que l'écart entre les niveaux de vie réels s'est accru dans le monde et que, par conséquent, cela entraîne un déséquilibre plus prononcé. En 1970, l'écart entre le revenu moyen par habitant du Tiers-Monde et celui des pays développés est passé de 1 à 14 contre 1 à 9 vers 1950.

Plutôt que d'analyser d'un point de vue statistique détaillé le sous-développement du Tiers-Monde, nous essayerons de situer de manière très générale les approches du phénomène. Ceci nous amènera à constater leur inadéquation et leur insuffisance respectives, et donc à proposer une approche que l'on pourrait qualifier d'« hétérodoxe ».



Lorsque l'on examine les discours politiques et économiques des experts et des gouvernements, force est de constater que deux façons divergentes d'appréhender le phénomène du sous-développement se disputent le terrain des analyses théoriques et des solutions concrètes.

La première, que l'on qualifiera d'approche fondée sur la « dyna-

mique des institutions et relations internationales » repose sur deux postulats. L'un « positif » : le sous-développement serait dû principalement à une conjugaison de phénomènes qui ont épargné les pays aujourd'hui développés ; l'autre « normatif » : les solutions passent par un aménagement de l'ordre économique mondial qui obéirait à de nouvelles règles.

En ce qui concerne la conjugaison des phénomènes, on invoque traditionnellement les facteurs *climatiques* qui auraient des conséquences évidentes sur l'agriculture, considérée de ce fait comme inapte à produire les surplus nécessaires à l'industrialisation ; les facteurs *historiques*, signifiant par là que les effets de l'ère coloniale ont constitué un frein à l'avènement d'une élite locale qui aurait pu éviter un commerce désavantageux ; les facteurs *sociologiques* et *ethnologiques*, qui expliqueraient le fait que les systèmes sociaux traditionnels soient incapables de générer les « mentalités » propices et indispensables à tout processus de développement industriel ; enfin, les facteurs *économiques* qui, dans cette optique, décrivent plus qu'ils n'expliquent les effets pernicieux résultant des autres facteurs — on cite habituellement les mécanismes qui entretiennent le « cercle vicieux du sous-développement » : une démographie « galopante », l'insuffisance des investissements, l'absence de progrès technique...

Plus récemment, cette même approche a appréhendé le maintien de l'état de pauvreté des pays du Tiers-Monde par rapport

aux pays occidentaux, en se référant au « désordre économique mondial ». Cette situation serait due à une détérioration des termes de l'échange, aux conséquences des déséquilibres monétaires mondiaux, à l'insuffisance de l'aide apportée par les pays riches, insuffisance entretenu par un déséquilibre de rapports de forces, enfin à la « crise du pétrole » qui a encore appauvri les pays du Tiers-Monde non producteurs.

En ce qui concerne les solutions, ce même courant de pensée a toujours plaidé pour le système des *aides* : aide par le biais des organismes internationaux (les fonds provenant d'un pourcentage du revenu national des pays riches) ; aide par le biais des relations bilatérales. Diverses modalités ont été utilisées : aides sous forme de prêts sans intérêt, aides en nature, aide par envois de techniciens... Devant les résultats souvent décevants, certains préconisent une rénovation de l'aide dans le cadre des nouvelles normes proposées pour aboutir au « nouvel ordre économique mondial ». En fait de normes, il s'agirait d'un « rééquilibrage » des échanges notamment par une régularisation des cours des matières premières, par le système des préférences généralisées (c'est-à-dire le fait que les productions des pays pauvres puissent accéder, et sans droit de douane, sur les marchés des pays industrialisés) ; d'un rééquilibrage des activités par la valorisation sur place des matières premières et les transferts de technolo-

gie, enfin d'un effort de solidarité financière internationale. Telles seraient les nouvelles normes à atteindre grossièrement.

En clair, les solutions comme les analyses de ce type d'approche sont sous-tendues par ce que ses partisans appellent la « dynamique des relations économiques internationales ». Qu'en est-il de l'autre approche ?

La seconde approche peut être qualifiée de vision fondée sur une « problématique de fonctionnement du système capitaliste à l'échelle mondiale ». Elle repose elle aussi sur deux postulats. L'un « positif » : le sous-développement est essentiellement un produit du développement ; l'autre « normatif » : les solutions passent par une transformation radicale des structures économiques des pays riches et du même coup des échanges mondiaux.

L'analyse attachée à cette approche s'est toujours polarisée principalement sur le constat et l'explication des échanges inégaux entre pays riches et pays pauvres. Cette inégalité est inscrite dans le fonctionnement même du commerce mondial qui obéit largement (pays de l'Est mis à part) aux lois du capitalisme. Celles-ci, dans le domaine de l'échange, peuvent être ramenées à une exigence fondamentale : conquérir des marchés susceptibles de produire des débouchés aux industries des différentes nations capitalistes et ainsi de « réaliser » les profits indispensables pour opérer l'accumulation requise par les nécessités impérieuses de la

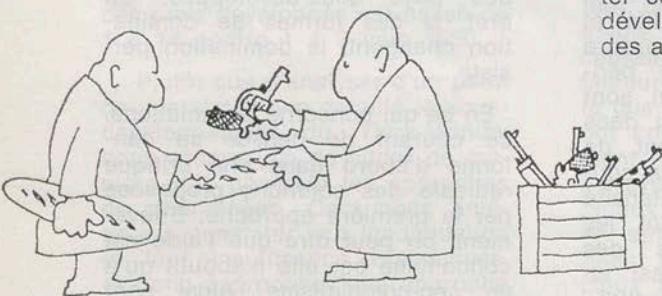
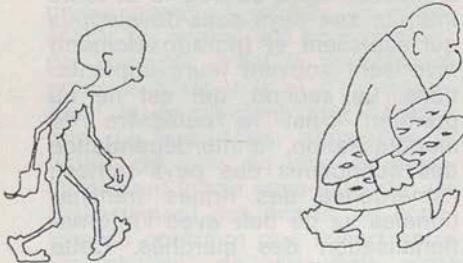
concurrence à l'échelle mondiale. Cette exigence fondamentale, qui est essentiellement une exigence économique, va régir en dernière instance les formes de rapports politiques et sociaux entre les nations commerçantes. Ces rapports sont forcément inégalitaires puisqu'initialement, dès le début du processus, les pays du Tiers-Monde, par définition, sont dépourvus des moyens imposés par toute production concurrentielle. Il y a donc un centre mondial des échanges (les pays riches) qui impose des formes de rapports d'échange, en fonction des nécessités de rentabilité et de développement de son propre système productif, à des périphéries (pays pauvres) qui sont soumises dans le temps et dans l'espace à l'épanouissement de ces nécessités vitales. Cette soumission, bien sûr, est d'intensité variable ; elle varie suivant les conjonctures économiques des pays du centre, mais aussi en fonction des réactions rares, quoique violentes, des pays de la périphérie. Deux exemples illustrent cette variation d'intensité : la crise qui secoue les pays industriels, et la crise du pétrole suscitée apparemment par les pays de l'OPEP.

Plus récemment, cette approche s'est « actualisée » pour intégrer dans son analyse, toujours selon la même problématique, deux phénomènes : le premier, c'est la domination des firmes transnationales, c'est-à-dire des firmes qui se singularisent par leur puissance économique, en ce sens que cette puissance leur permet

d'imposer leurs stratégies et leurs intérêts aux pays sous-développés qui subissent et (paradoxalement) favorisent souvent leurs implantations. Le second, qui est lié au premier, c'est le caractère de mondialisation, d'interdépendance des économies des pays riches : l'émergence des firmes transnationales va de pair avec l'internationalisation des marchés. Cette internationalisation va engendrer une lutte plus sévère entre les pays du centre et il résultera de cette guerre économique latente une exploitation plus vigoureuse des pays sous-développés. En bref, si des formes de domination changent, la domination persiste...

En ce qui concerne les solutions, ce courant de pensée se cantonne d'abord dans une critique radicale des solutions proposées par la première approche. Brièvement, on peut dire que l'aide est condamnée car elle n'aboutit qu'à un néo-colonialisme. Ainsi sont remises en cause les aides bilatérales (surtout lorsque la nation aidée est une ancienne colonie), les aides par le biais des organisations internationales puisque celles-ci sont dominées par les représentants des pays riches. A cet égard, l'échec du dialogue Nord-Sud et de la IV^e CNUCED sont particulièrement significatifs.

En fait, la seule vraie solution passe par une transformation radicale des structures des échanges mondiaux. Il s'agit donc de transformer les structures économiques des pays du centre et des pays de la périphérie qui les ont reproduites. Cela ne sera pos-



Dessin de KONK



sible que lorsque l'appareil d'Etat des pays riches du centre et des pays capitalistes de la périphérie ne sera plus dominé par la fraction hégémonique des classes dominantes ; car c'est cette fraction de classe, qui par son pouvoir, d'une part produit l'idéologie dominante dans laquelle baignent les relations économiques et politiques sur les plans nationaux et internationaux et, d'autre part (ce qui va de pair), rentabilise ses propres intérêts.

Comment pouvons-nous interpréter ces deux approches du sous-développement, tant sur le plan des analyses que des solutions ?

La première approche, tout d'abord, paraît globalement superficielle. Elle n'est pas en mesure de saisir la portée des contraintes et contradictions imposées par le fonctionnement du capitalisme mondial. Elle repose trop sur la primauté du « politique » qui serait le déterminant fondamental des relations économiques internationales. Dès lors, les solutions qu'elle propose, dans le droit fil de son analyse, brillent quelque peu par leur naïveté pour ne pas dire leur hypocrisie. En effet, penser et souhaiter que les normes avancées dans le cadre du Nouvel

Ordre Economique Mondial seront capables d'améliorer le sort des pays pauvres, c'est témoigner d'une confiance naïve en la stratégie des gouvernements des pays riches qui, même s'ils veulent aboutir à des relations plus égali-taires, ne semblent pas avoir les moyens de leurs bonnes intentions, eu égard aux intérêts qu'ils défendent.

La seconde approche apparaît nécessaire mais insufisante. Nécessaire, car elle est la seule à ce jour, à pouvoir montrer, de par sa problématique, les articulations et surtout les contradictions profondes inhérentes au fonctionnement du capitalisme mondial. Cependant, à notre avis, elle confère un pouvoir explicatif exorbitant à la base économique du système, puisque dans sa logique même, c'est l'économique qui pré-détermine l'idéologique, le politique et le social. A cet égard, il se trouve que si l'aspect économique est fondamentalement nécessaire à la compréhension intégrale du phénomène de sous-développement, il ne peut prétendre tout expliquer, donc tout « solutionner ». La progression du revenu national par tête n'est pas supérieure dans les pays du Tiers-Monde qui commercent et sont aidés par les pays de l'Est et qui ont adopté un régime semblable. De plus, on ne peut que constater la permanence du sous-développement dans ces pays. Les solutions proposées par certains tenants de cette seconde approche sont donc pour le moins incertaines eu égard à la modicité des résultats concrets.

Reconnaitre la nécessité de ce type d'analyse tout en l'élargissant pour dépasser et surmonter ses insuffisances, telle est ce que l'on pourrait appeler une approche hétérodoxe. Reste à circonscrire l'élargissement de l'analyse et des solutions.

Sur le plan de l'analyse, il paraît opportun d'admettre l'existence possible d'une dimension politique explicative qui soit autre que le reflet de la dimension économique (qui bien entendu reste essentielle). Cette reconnaissance est d'autant plus plausible qu'il existe dans les pays du Tiers-Monde une spécificité locale, spécificité faite des particularismes nationaux et ethniques. Dès lors, il est quelque peu illusoire d'appliquer strictement un schéma d'analyse conçu à l'origine pour expliquer une réalité différente de celle qui imprègne les pays sous-développés. Il ne s'agit pas de sombrer dans un pragmatisme obscur, mais d'intégrer ces particularismes dans l'analyse, quitte à la rendre moins « carrée ». Ce qu'elle gagnera en extension, elle ne le perdra pas en contenu. Il s'agit de voir concrètement quels seraient les prolongements d'une telle démarche analytique.

A l'heure actuelle, on ne peut que constater l'existence d'une volonté politique potentielle à l'intérieur des différents pays du Tiers-Monde. Cette volonté politique s'exprime de manière contradictoire. Il reste à la canaliser. Dans quel sens ? Sans pouvoir s'affranchir totalement à court terme des contraintes et des domi-

nations générées par le processus de transnationalisation du capital et par le caractère inégalitaire de la division internationale du travail, il semble possible (toujours dans les interstices du système à court terme) qu'une volonté politique (convergence des volontés politiques nationales) s'infiltre dans les interstices du système pour résister aux injonctions (conscientes ou inconscientes) des stratégies impérialistes et tente à l'intérieur de ce bloc de pays du Tiers-Monde un processus de développement autonome. Quel est exactement le champ du possible dans cette perspective de « développement autonome » ?... D'un point de vue externe et en se référant à Samir Amin, on peut faire valoir deux directions complémentaires. La première est celle de l'*entraide mutuelle*. En effet, les pays du Tiers-Monde, largement pourvus en ressources naturelles, le plus souvent exploitées au profit exclusif des pays riches, pourraient échanger entre eux les matières premières nécessaires à leurs projets nationaux de développement autonome. Par le biais d'accords d'*entraide mutuelle* (accords de commerce et accords de paiement multilatéraux), les pays du Tiers-Monde auraient la possibilité de court-circuiter les intermédiaires du centre, c'est-à-dire les pays riches qui contrôlent les marchés et les facilités de paiement. La seconde est celle de l'*inflexion de la division internationale du travail par la nationalisation des firmes* qui exploitent les matières premières, et de façon plus générale, qui exploi-

tent l'ensemble des richesses nationales ; par la régulation des flux d'exportation et la réduction du niveau des importations exigées par la stratégie interne de développement. Mais il est bien évident que ces nationalisations et ces régulations devraient obéir à des considérations d'opportunisme, quitte à faire des concessions politiques provisoires, voire même idéologiques, de façon à ne pas s'attirer de représailles désastreuses et de manière à ne pas se priver de futurs débouchés.

D'un point de vue interne, le fardeau des contraintes externes étant allégé, il est possible de « cultiver » les spécificités nationales. Prenons l'exemple de la Chine. L'essentiel ne réside pas dans les justifications idéologiques du type de développement adopté, mais plutôt dans la considération des contraintes et des atouts locaux ou nationaux qui font que le type de développement choisi était le seul possible si la Chine voulait à tout prix se dégager des obstacles imposés par la division internationale du travail. Quoi qu'il en soit, si un pays actuellement sous-développé arrive à se libérer des contraintes externes et opte pour une stratégie nationale de développement autonome (ce qui est préférable à l'autarcie, quant aux sacrifices de tous ordres qui en résultent) l'important pour lui n'est pas de s'enfermer dans un mimétisme quel qu'il soit, mais de promouvoir en son sein des structures politiques économiques et sociales qui puissent leur contenu et leurs for-

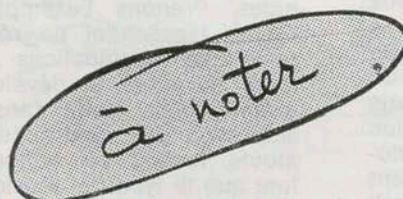
mes dans ce qui constitue sa propre spécificité, à condition bien sûr que les avatars du colonialisme ou du néo-colonialisme aient été définitivement éliminés.

Finalement au simplisme de la première approche en termes de dynamique des relations internationales, aux insuffisances et quelquefois au dogmatisme de la deuxième approche en termes de problématique de fonctionnement

du système capitaliste, une approche hétérodoxe, alimentée par un élargissement et un dépassement de cette deuxième approche plaide pour un « pragmatisme » fait de solutions nationales plutôt que pour un mimétisme dans les stratégies de développement. Si l'on adhère à cette « hétérodoxie » on ne peut que regretter le faible nombre de pays du Tiers-Monde qui s'en inspirent. On peut bien entendu la condamner par « idé-

logisme » ou parce que ses propres intérêts sont en jeu. Quelle que soit l'analyse adoptée, il ne faut jamais perdre de vue la gravité du phénomène de sous-développement. Au nom de l'humanisme, tout court, on est en droit de revendiquer des solutions urgentes.

Olivier GOUEDARD-COMTE.



nouvelles diverses

L'IRG (Internationale des Résistants à la Guerre tiendra sa conférence triennale en Catalogne, à 20 km de Barcelone, du 10 au 15 juillet, sur le thème « Vers la libération ». Groupes de travail sur : Stratégie de changement, Libération du militarisme, Décomposition de l'Etat-Nation. Renseignements : WRI Triennial Committee, 6 Apollo Place, London SW 10 (Grande-Bretagne).

Projet de création d'un chantier autogéré sur la région d'Yvetot. Contacter Sylvain Lecointre, Saint-Arnoult, 76490 Caudebec-en-Cau.

Un lecteur d'ANV vient de réaliser un dossier sur **Famine et dominations en Afrique Noire**. Au moment où l'on redoute une nouvelle famine au Sahel, Hervé Derriennic analyse les causes réelles de ces famines qu'on met trop facilement au compte des « sécheresses ». Un ouvrage de 300 pages à commander pour 45 F (+ 3,90 F de port) aux éditions L'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, 75006 Paris.

POUR UNE NOUVELLE CULTURE POLITIQUE

Ce livre-manifeste de Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret (1) a été publié à la fin de 1977 pour contribuer à la stratégie politique d'une gauche promise à la victoire. Pour contribuer à sa stratégie économique, S.C. Kolm avait écrit, selon des perspectives assez voisines, « La transition socialiste » (2). Bien des analyses de cet ouvrage demeurent utiles (on y devine comment il serait possible de se préparer beaucoup mieux que cette fois-ci à une expérience socialiste !), même si la possibilité en France d'une politique économique de gauche est remise à un avenir dont certains commencent à désespérer : ça se comprend !

Eh bien, lire « Pour une nouvelle culture politique » un 20 mars de défaite, ça vous remonte sacrément le moral. Certes, les auteurs, jeunes militants du P.S., attendaient la victoire. Certes, on peut lire ce livre en y découvrant un peu tristement les raisons de l'échec. On peut aussi se consoler en y apercevant que l'accès au gouvernement aurait probablement empêché la gauche d'évacuer définitivement ses vieux schémas. Mais surtout,

(1) P. Rosanvallon et P. Viveret, Coll. Intervention, Seuil, 1977.

(2) S.C. Kolm, « La transition socialiste. La politique économique de gauche », Cerf, 1977. Voir compte rendu dans ANV 27.

on y rencontre un vrai projet politique de gauche, qui vous donne envie d'espérer et de lutter.

Nourris d'une étonnante connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier, au confluent de recherches et d'aspirations contemporaines (Castoriadis, Illich, Lefort, Gauchet, Morin... ; autonomie, autogestion, écologie...), les auteurs s'attaquent à notre imaginaire social : ils y font un grand nettoyage de printemps et nous montrent comment, à condition de « libérer la pratique des entraves du dogme », une expérimentation multiforme peut repeupler cet imaginaire de toutes sortes de références nouvelles. Avec les anciennes débarrassées de leur gangue (Marx notamment, point de passage obligé, mais aussi Proudhon, Jaurès, Gramsci et — 10 ans déjà ! — mai 1968), elles tissent la trame d'une invention politique avide de changement social, mais qui ne tient pas à se réveiller au Goulag.

Tant pis pour le lecteur ! Son désir de changement doit être éprouvé par un réexamen de l'histoire du mouvement ouvrier, en commençant par l'une de ses fins possibles, le cancer stalinien.

Révolution et totalitarisme.

Car le Goulag et les hôpitaux psychiatriques soviétiques, le déroulement des révolutions cambodgienne et éthiopienne, et même les exemples chinois et cubain, obligent à poser la question — scandaleuse — d'un possible rapport entre le projet révolutionnaire et le phénomène totalitaire. « L'idée de la Révolution, comme événement absolu, fondation d'un monde dans lequel les hommes domineraient entièrement les institutions..., dans lequel le Pouvoir se dissoudrait dans le flux des décisions collectives et la loi dans le flux des volontés, d'où le conflit serait éliminé, cette idée a partie liée secrètement avec la représentation totalitaire », écrit Claude Lefort (3).

Il faut oser découvrir et pourchasser les germes totalitaires dans le discours et dans le processus révolutionnaire si l'on ne veut pas laisser à la droite libérale un atout décisif (apparaître la seule garante des libertés, quand bien même celles-ci ne seraient que « formelles » pour tous ceux que le capitalisme tient en laisse) ; surtout parce que le silence qu'on prétend imposer sur ce sujet tabou est déjà secrètement totalitaire : il est complice de

(3) Citation, p. 23, de : « La question de la Révolution », Esprit no 9, 1976.

ce terrible réflexe de gauche qui identifie la vérité (incontestable) dans la dénonciation de l'injustice avec une « vérité » (totalitaire) quant aux moyens de la combattre. Admettre qu'il vaut mieux se taire sur le Goulag que « faire le jeu de la droite », c'est déjà préférer la raison d'Etat (fût-elle la « raison ouvrière » d'un Etat « ouvrier ») à la discussion des voies et moyens du socialisme. Il faut pourtant bien admettre qu'aucune révolte contre l'injustice n'a jamais suffi pour engendrer une société juste. Le révolutionnaire le plus authentique (et Marx fut certainement l'un de ceux-là) n'a pas nécessairement le savoir d'une telle société ; il a encore moins le pouvoir de la planifier ; et l'on peut s'interroger sur la logique militaire qui conduit à attribuer aux chefs d'une insurrection victorieuse contre l'ordre établi le droit souverain d'en établir un autre.

Considérons donc en face ces germes totalitaires, capables de transformer en cauchemar tant d'espérances militantes :

— Le projet d'une société totalement réunifiée, sans divisions ni conflits. Marx, notamment, croit à l'avènement possible d'une société apolitique, où le « gouvernement des hommes » céderait la place à la seule « administration des choses ». Lui qui dénonçait de façon si convaincante la description bourgeoise d'une société unifiée, masquant la réalité du conflit de classes, n'a pas soupçonné les possibilités inquisitoriales que permettrait de développer son acte de foi en la future société sans classes : n'importe quel gouvernement teinté de marxisme a pu se croire autorisé à décréter la fin officielle des conflits internes, puis le crime ou la folie de ceux qui, par un signe quelconque d'opposition, montraient qu'ils n'avaient pas compris ce décret.

— Le rôle déterminant de l'Etat. Ce projet de réunification totale aurait pu rester (ou pourrait redevenir) un rêve heureux si on n'avait cru trouver le programme et l'instrument de sa réalisation : pour supprimer les bases du conflit social, il suffirait d'en effacer la cause, c'est-à-dire l'existence d'une classe sociale exploiteuse, en collectivisant les moyens de production. Et quel « deus ex machina » se présente pour exaucer immédiatement le vœu de tout un peuple ? L'Etat, bien sûr, qu'il suffit donc de conquérir. Porteur d'une telle espérance, « l'Etat ne peut que s'autonomiser par rapport aux classes sociales qui lui ont confié ce rôle et étende sans cesse son emprise sur l'ensemble de la société civile et de la société politique » (4). « Etat-de-la-classe-ouvrière », il

abolit la division de la société en classes, devient donc Etat-de-l'unique-classe-des-travailleurs, représentant du peuple entier, bref le tout de la société.

Qui détient ce pouvoir d'Etat, miraculeux instrument du Bien supérieur et définitif ? Un parti, en fait une nouvelle classe de fonctionnaires (5). Il faut bien être fou pour s'y opposer : selon les apparences, puisqu'on fait obstacle au bonheur du peuple ; en réalité, puisqu'on conteste le pouvoir d'une classe qui ne vit que du pouvoir, et dont le pouvoir absolu tient à l'idéologie de la disparition des classes. A moins d'admettre pratiquement la faillite de son discours, il ne lui reste d'autre issue que l'élimination des insensés, par la force et la terreur. Seul peut la retenir un consensus non-violent.

— La légitimation de la force pour plier la réalité sociale au discours révolutionnaire. L'affaire est dans le sac : quelques idéologues en uniforme lèvent la dernière barrière et vous invitent à entrer au Goulag.

La culture politique dominante et ses représentations du changement

Mais comment a-t-on pu tomber si bas ? Et si nos représentations du changement social visaient elles-mêmes trop bas, si notre imaginaire politique se révélait terriblement sommaire, comme l'imaginaire médical et policier que nous découvre Michel Foucault ? Car il y a un rapport entre notre pratique politique et nos représentations, et le concept d'idéologie ne suffit pas à en rendre compte. Nos deux auteurs préfèrent parler en termes de « culture politique », « osmose... entre des éléments de théorie, d'idéologie, de mythes, de pratiques, d'événements-références, de langage populaire, etc... » (6).

Ainsi, il existe en France une culture politique de gauche, porteuse d'un désir de changement social ; elle y est même dominante, dans la mesure où la droite ne se survit qu'en intégrant dans son discours des éléments de cette culture. Elle situe elle-même sa date de naissance à la Révolution de 1789 qu'il s'agit toujours d'« étendre »

(5) On n'a rien écrit de plus vigoureux sur ce sujet que « L'analyse de la bureaucratie », dans « Critique de la philosophie politique de Hegel », K. Marx, 1842 (un Marx qu'on trouvera ensuite bien trop « jeune » !)

(6) P. 62.

(au droit de propriété par exemple) ou d' «achever». Un peu plus d'un siècle plus tard, le mouvement ouvrier français — devenu majeur — épousait donc la République, héritière de la Révolution, avec laquelle il avait déjà flirté en 1848: une génération d'instituteurs avait préparé, Jaurès bénit ce mariage, somme toute bien accordé.

Lennui, c'est qu'avec la République on se mit à convoiter aussi son Etat. Le divorce de 1920 et la liaison avec la culture révolutionnaire russe, la pratique centraliste du PCF et l'accord général sur un modèle de planification centralisée, n'ont pas réduit, à gauche, la « demande d'Etat ». Moralité : en 1968, les grandes composantes du mouvement ouvrier français sont toutes « social-étatiques », c'est-à-dire partagent une culture politique dont « les pratiques et les représentations convergent vers l'image d'un centre de la société et du changement social qui se trouve être l'Etat » (7).

Au fil de ce parcours beaucoup trop sommaire, on perçoit mieux ce que les auteurs entendent par culture politique : une longue histoire de rêves et de luttes, de succès partiels et d'espoirs déçus, un syncrétisme idéologique et la référence à quelques pages de gloire (1789, 1848, 1936...), capable de mobiliser les énergies autour d'un projet commun. Que la culture dominante à gauche soit « social-étatique », cela nous conduit à interroger ces espoirs déçus et ces pages de gloire : l'amertume que nous laissons les premiers, l'image complaisante que nous renvoient les secondes paralyse peut-être notre imagination.

Nous verrons que l'espérance et la pratique socialiste ont longtemps emprunté d'autres chemins qui peuvent être aujourd'hui rouverts, et qu'il existe dans notre histoire des points d'ancrage possibles pour une nouvelle culture politique. Pour nous inviter à la désirer, les auteurs nous proposent un dernier catalogue des idées reçues dans l'actuelle culture politique dominante. Elle parle :

— d'inversion : « Ce monde est à l'envers, il faut le remettre à l'endroit » (8) ;

— de changement simple : « S'il ne s'agit au fond que de remettre les choses en place, de rétablir un ordre et une rationalité là où le capitalisme a organisé le désordre et l'irrationalité, l'objet du changement est

(7) P. 33.

(8) Citation, p. 13, de G. Marchais, introduction à « Changer de cap » (Programme du PCF, Ed. sociales, 1971).

simple, et relativement simples aussi sont les nouvelles formes de gestion et d'organisation à promouvoir » (9) ;

— de réunification de la société par l'Etat, pour que la société réunie puisse se passer d'Etat ;

— d'achèvement de la démocratie, rendu possible par un progrès économique non contesté.

On a vu le danger du projet de réunification, surtout par recours à l'Etat. Croire que la croissance des forces productives est forcément source de progrès social, ne pas contester sérieusement la « démesure de la production institutionnelle » (10), c'est favoriser l'emprise de l'appareil d'Etat (on le voit bien dans le cas du nucléaire), mais pas la justice ni la démocratie. Quand la gauche admettra-t-elle que le développement des moyens de production n'est pas une simple question technique ? L'exode rural, le travail à la chaîne, le règne de l'automobile... sont-ils socialement neutres ? Pourquoi le souci des équilibres écologiques, l'attention aux ressources non renouvelables, la mise en évidence des effets pervers d'une pratique quantitativiste de l'enseignement ou de la médecine, vous font-ils automatiquement suspecter d'apolitisme, vous mettent en marge de la gauche traditionnelle ?

C'est que vous soulevez alors un tas de problèmes, qui compliquent la représentation d'un changement simple. Vous brouillez la merveilleuse perspective d'une inversion de l'ordre établi, revanche du Peuple sur l'Histoire : comment mobiliser les masses » si la nationalisation des entreprises ne suffit pas à libérer leurs ouvriers, si « on peut inverser une 'structure'... la faire occuper par d'autres hommes ou d'autres classes sociales, sans pour autant modifier le rapport aux institutions » (9) ? A vous écouter, il ne serait plus possible de « faire basculer à un moment donné l'histoire autour d'un événement-couperet, la Révolution... » (11).

Vous portez le fer dans la blessure d'une gauche trop souvent vaincue ou manipulée, dont l'aspiration au changement s'est tellement concentrée qu'elle en oublie « le problème des moyens à mettre en œuvre pour le réaliser » (12). S.C. Kolm soulignait le fréquent dédain des militants et hommes politiques de gauche pour les problèmes de gestion économique ; P. Rosanvallon et P.

(9) P. 14.

(10) P. 29.

(11) P. 26. Cf. F. Furet « Au centre de nos représentations politiques », *Esprit* no 9, 1976.

(12) P. 16.

Viveret font apparaître que la politique (comme discussion des choix collectifs, avec les conflits que cela suppose) n'a pas chez eux sa véritable place. En postulant souvent que « chaque homme serait prêt à reconnaître spontanément l'existence de l'autre, dès lors que seraient abolis les rapports d'exploitation » (13), ils font preuve d'une perception unidimensionnelle de la réalité conflictuelle, qui ne peut conduire qu'à des stratégies dogmatiques. Refusée en théorie (ou idéalisée, ce qui revient au même), la politique resurgit dans la pratique sous des formes dégénérées : empirisme, opportunisme, rivalités auto-destructrices, cynisme ou, à la limite, système policier.

Pouvoir, conflit, démocratie

Au postulat qui lie la fin des conflits à celle de l'exploitation, à la conception leniniste de l'exigence démocratique comme simple moment de la lutte des classes, les auteurs substituent la proposition suivante : « Le problème du pouvoir se pose à tout individu et à tout groupe et ne peut être réductible aux phénomènes d'exploitation économique. Autrement dit, le fait d'être ou d'avoir été exploité ou dominé ne constitue en soi aucune garantie de non-domination d'autres individus ou d'autres groupes si les ex-dominés viennent occuper une situation de pouvoir quelle qu'elle soit » (14).

Il y a ambivalence de chaque individu, groupe ou classe dans son rapport au changement social : même si « en-deçà d'un certain seuil, qu'il s'agisse de subsistance économique, d'étoffement culturel ou d'absence de pouvoir », l'absence de choix les empêche de manifester leur liberté, et donc leur ambivalence, cela ne veut pas dire qu'elle n'existe pas. Lorsqu'il obtient une part de pouvoir, le proléttaire doit aussi « choisir constamment entre son désir d'hégémonie ou de domination, ou son désir de voir l'autre affirmer son autonomie ou sa différence ». On sait quel choix a fait généralement Staline. A trop sous-estimer cette liberté, on justifie une « dictature du prolétariat » qui, comme tous les pouvoirs absolus, corrompt absolument.

La démocratie ne s'accorde pas des représentations trop simples de l'homme, et encore moins du purisme qui (comme Rousseau) ne laisse le choix qu'entre

un régime idéal introuvable et le despotisme arbitraire, ou (comme Engels) entre Babeuf et Napoléon. « Le totalitarisme est souvent un monstre fécondé par un idéalisme vexé des résistances que lui oppose la réalité... Penser la démocratie positivement, c'est rompre avec ce fantasme de la société idéale. La démocratie n'est pas un idéal historique, mais une pratique difficile... La lucidité démocratique consiste d'abord à rompre avec cette pensée d'une société sans division, qui abolirait la distance entre son intérieur et son extérieur, pour n'être plus que pure transparence ».

« Deux hypothèses peuvent nous guider dans cette réflexion : 1) il ne peut y avoir de fin de la démocratie et du politique, entendu précisément comme sphère de conquête et d'exercice de la démocratie ; 2) la démocratie suppose qu'une société assume une certaine forme de division et de conflit, et qu'elle renonce par conséquent à donner une forme institutionnelle à ses tentatives d'unification globale du corps social » (15).

Au contraire, la société politique sera d'autant mieux fondée que seront levés les obstacles à « l'affrontement de projets, d'intérêts et de désirs divergents, voire contradictoires ». Il s'agit de « considérer la lutte et une certaine forme de division, comme productrices... d'autonomie pour l'ensemble des parties en présence », par opposition aux conflits destructeurs de cette autonomie, qui cherchent leur conclusion dans l'anéantissement de l'adversaire. La démocratie consiste à rechercher constamment « un type de conflit producteur, susceptible d'être négocié, au détriment des conflits destructeurs, sources d'aliénation et de régression » (16).

En revalorisant ainsi la politique, on lui ôte paradoxalement la prétention de prendre en charge toute la vie sociale jusqu'au point de vouloir lui imposer son bonheur » (17). Alors qu'au contraire les représentations qui limitent la politique à la prise du pouvoir d'Etat la chargent « d'un formidable investissement psychologique et idéologique... Ne disposant plus d'autre principe qu'elle-même, ne se rapportant plus à des valeurs morales qui l'interrogeraient et la critiquerait, l'action politique... devient fin et peut s'autoriser dès lors n'importe quels moyens pour atteindre ses objectifs » (18).

(13) P. 19.

(14) P. 21.

(15) P. 26.

(16) P. 102.

(17) P. 103.

(18) P. 26.

En quête d'une nouvelle culture politique

Admettons qu'il faille une alternative au social-étatisme. Mai 68 a ouvert une « brèche » et puis « la religion des références a pris fin dans un effondrement international où l'URSS se compare allègrement au Chili et où la Chine révèle des structures autoritaires profondes » (19). La CFDT a développé le thème de l'autogestion. A travers nombre de tentatives (« phénomène communautaire, écoles parallèles, restaurants, librairies, tentatives de radios libres, renaissance indéniable du mouvement des coopératives ouvrières...») tout un nouveau langage apparaît, refusant les classifications et les codes hérités d'une vie politique centrée sur le couple revendication sociale - débouché politique étatique » (20).

Mais que sont ces tentatives et ce nouveau langage en face du réflexe séculaire de « demande d'Etat », de l'implantation hégémonique du social-étatisme dans le mouvement ouvrier (de Guesde au Programme commun en passant par 1936 et 1945) ? Avant de songer aux moyens de propager une nouvelle culture politique de gauche, il convient de se demander si une telle conversion mentale est seulement envisageable, si l'on peut repérer dans le passé socialiste un substantiel courant non étatique. Car il est tout bonnement impossible d'implanter une culture politique contre l'histoire.

Or, ce courant a existé, surtout dans le syndicalisme révolutionnaire, et il a même fortement contesté les tendances au réformisme étatique jusqu'à la guerre de 14. Il est particulièrement intéressant de considérer les conditions de sa naissance et de sa disparition. Le syndicalisme du XIX^e siècle fut longtemps animé par une classe ouvrière hautement qualifiée, souvent proche de l'artisanat et aspirant à l'autonomie. Son mot d'ordre est l' « association » « à la fois conçue comme une stratégie et comme une solution immédiate ». « Nous n'avons d'espérance qu'en nous-mêmes », proclamait le cordonnier Efrahem (21).

Cependant, le développement de l'industrie va progressivement former une nouvelle classe ouvrière qui, tout en étant qualifiée, est employée par de grandes compagnies... Cette nouvelle classe ouvrière, principalement

incarnée par les mineurs et les cheminots... se sent impuissante devant la force des grandes compagnies. C'est pourquoi elle se retournera, presque naturellement, vers l'Etat comme arbitre dans les conflits. Après 1880 surtout, elle cherchera dans la République un statut protecteur... » (22).

Ce second courant finira par l'emporter, comme le social-étatisme allemand, mais la base économique de cette victoire est claire : triomphe du capitalisme industriel, déqualification et incapacité croissante des ouvriers à maîtriser l'outil de production. L'apogée de l'étatisme dans la gauche française, entre 1945 et 1968, correspond au règne de l'économisme, c'est-à-dire à la domination du champ social par la structure et le langage économiques. Ce règne n'est pas fini (qui est à l'Elysée, qui est à Matignon ?), mais il est contesté. En même temps se développe un courant autogestionnaire, héritier de l'associationnisme : l'histoire du second fait bien voir comment les revendications du premier sont liées à une transformation profonde du système industriel (structure hiérarchique de l'entreprise, gigantisme de certaines unités, travail à la chaîne, productivisme).

Pour l'heure, « nous avons à résoudre un double problème.

Le premier, théorique et stratégique, consiste à déterminer sur quelles bases une culture politique socialiste, centrée sur le thème de l'autogestion, peut se constituer sans risque de rechute totalisante et totalitaire.

Le second, politique et culturel, vise à faire converger des formes culturelles nouvelles et dispersées en une même culture politique.

L'enjeu est de taille. La crise du social-étatisme peut en effet fort bien déboucher sur la renaissance d'une idéologie de droite structurée que nous commençons aujourd'hui de voir se reconstituer après une longue éclipse historique. Si la gauche socialiste, par incompréhension du champ ouvert par les nouveaux mouvements de contestation et d'expérimentation, se contente d'un renforcement organisationnel et de l'adoption d'une idéologie justifiant cette organisation, elle se réduira rapidement, sur le plan culturel, à n'être qu'un simple enjeu entre le social-étatisme et une idéologie de droite reconstituée » (23). On voit l'actualité du propos !

(19) Citation, p. 75-76, du journal « Libération », Dictionnaire de l'année 1976-77.

(20) P. 78.

(21) P. 42.

(22) P. 43.

(23) P. 78.

Le problème théorique et stratégique correspond d'abord à la reconstruction de la société politique, « lieu d'expression et de discussion des choix collectifs ». La conquête permanente de la démocratie suppose que la société politique favorise un débat continual, qui dépasse le seul processus électoral, et respecte le corps social pour ce qu'il est, « un tissu de collectivités et de groupes, souvent en conflit, et non pas une poussière d'individus isolés » (24). De cela, un grand parti moderne, « troupe montant à l'assaut du pouvoir pour se partager les dépouilles...», entrepreneur général des nombreux et variés problèmes à résoudre, présents et à venir » (25) est difficilement capable. Les auteurs reprennent à ce propos les intéressantes suggestions d'Ostrogorski, mais reconnaissent que, pendant pas mal de temps encore, il faudra « faire avec » ce type de parti.

Il s'agit également de reconstruire la société civile, « lieu des rapports sociaux et des rapports de travail ». On affronte là aussi le problème de l'hyperindustrialisation, dont l'Etat moderne est le produit. « Seul celui-ci est en effet en mesure de faire face à la centralisation croissante des tâches qu'entraîne la mise en œuvre d'outils de grande dimension, de technologies dangereuses nécessitant le renforcement du contrôle social, la correction et la régulation des innombrables dysfonctionnements et frustrations qu'entraîne pour les groupes sociaux un tel mode de croissance ». Comment rétablir le réseau des instances locales absorbées par l'Etat ? « Directement, et non après un illusoire détour étatique » : il est possible d' « expérimenter dans la société capitaliste des formes d'organisation en rupture avec le système », de « définir et pratiquer des alternatives porteuses de nouveaux rapports sociaux » (26), même si l'on encourt les sarcasmes des dogmatiques.

On en vient ainsi au problème politique et culturel : sur quelles pratiques de quels militants peut se bâtir la nouvelle culture ? Quels sont les agents du changement ? Le livre-manifeste décrit ce qu'ils devraient être : « agents de la révolution quotidienne », « militants de l'instituant plutôt que de l'institué », « entrepreneurs d'une société autogérée ». Nous en connaissons tous quelques-uns. Mais quelques hirondelles font-elles le printemps ?

(24) P. 139.

(25) Citation, p. 133-134, de Ostrogorski, « La Démocratie et les Partis politiques », Paris, 1912.

(26) P. 110 à 114.

Question décisive, à laquelle un tel livre ne peut fournir de réponse (il peut seulement en appeler une). Question qui me permet pour finir d'évoquer les écueils (réformisme, gauchisme) auxquels les marxistes orthodoxes ne manqueront pas de vouer les auteurs. Si ce terrorisme verbal est inacceptable, ces écueils ne sont pourtant pas purement imaginaires et notre tradition socialiste n'a pas tort de nous prévenir contre eux. Les auteurs eux-mêmes rappellent opportunément l'échec du mouvement coopératif au XIX^e siècle.

La question peut se formuler ainsi : si la culture politique est ce qu'ils en disent, un changement de culture ne se décrète pas, pas plus que l'autogestion ; il est possible simplement de discerner s'ils sont réalisables, ou plus exactement, jusqu'où on peut aller trop loin dans leur sens. A manquer d'audace, on conforte le dogmatisme, tandis que la témérité naïve envoie au casse-pipe ou à une récupération peu glorieuse. Quelle heure est-il donc ? Dans la conduite du changement social, la structure économique n'est certes pas motrice, ni même bonne conseillère : comme une horloge, elle marque pourtant bien, je crois, la limite présente du changement, la plus extérieure, et la plus lente à reculer.

Nous sommes tous convaincus des méfaits de l'hyper-industrialisation, des bienfaits de l'écologie, de la nécessité de transformer radicalement les rapports de travail. Mais si nous essayons d'atteler concrètement notre désir de changement au système productif, nous nous apercevons combien il nous tient aux tripes, combien la peur de manquer (sur laquelle s'est bâtie notre civilisation) nous en rend esclaves.

Parce que nous sommes peut-être plus ambivalents encore que ne le soupçonnent les auteurs, face au risque de perdre ou gagner le pain, il serait intéressant d'interroger plus avant les mécanismes de défense qui ont forgé conjointement le système industriel et la culture politique social-étatique, pour mieux gérer la « transition socialiste » vers la nouvelle. Interrogation d'abord pratique, ainsi que le souhaitent les auteurs : les belles âmes révolutionnaires ont tout à gagner à l'expérimentation, jusque et y compris dans les « enfers » de la production. Interrogation collective, car s'il faut revaloriser la fonction d'entreprise contre un « socialisme de rentiers », l'entrepreneur social isolé est bien en peine de contester le système productif. On rejoint ainsi le principal enjeu politique actuel : faire communiquer et s'associer la multiplicité des expériences et des luttes.

François-Xavier VERSCHAVE.

ACTUALITÉ : IRLANDE et ITALIE

2 "points chauds" de la violence ...

IRLANDE :

La PAIX par les femmes ?

En été 1976, l'Ulster sombrait dans le terrorisme : 1 600 morts depuis 1969. Dix fois plus de handicapés à vie ; une vie matérielle très dure et une vie économique catastrophique : 11 % de chômeurs (25 % dans certaines villes), dix à douze mille émigrés rien que pour 1976.

Le mardi 10 août 1976, une voiture folle dont le chauffeur (appartenant à l'IRA) vient d'être tué par une patrouille britannique fauche une jeune mère et ses trois enfants sur un trottoir dans le ghetto catholique de Belfast. Deux enfants sont tués, la mère et l'autre enfant sont à l'hôpital. A l'endroit de l'accident, un millier de femmes du quartier se rassemblent spontanément dans la soirée, en guise

Il m'est demandé ici de parler des PEACE PEOPLE (les gens de la paix) d'Irlande du Nord. Je ne suis en rien une spécialiste de ce pays, mais mon oreille s'est dressée au soir du 14 août 1976, rappelez-vous, quand l'information par les ondes nous a appris la nouvelle du premier rallye contre la violence et pour la paix. Quelques jours plus tard, je me suis sentie interpellée quand Mairead Corrigan et Betty Williams, aujourd'hui prix Nobel, ont demandé une solidarité « au-delà des mers ». Aussi mon essai de cerner la question aura surtout valeur de témoignage après deux voyages en Ulster (janvier et octobre 1977).

de protestation. Le lendemain, le troisième enfant meurt. Le soir, amenée à la télévision locale, Mairead Corrigan, la tante des enfants, pleure son indignation et demande aux jeunes de ne plus s'engager dans l'IRA tandis que Betty Williams, qui a vu l'accident, prend sur elle de faire du porte à porte pour obtenir des réponses à cette simple question : « Etes-vous contre la violence ? Voulez-vous vivre dans la paix ? » C'est à son tour de se présenter le jeudi 12 à la station locale de télévision avec 6 000 «oui» ! Elle s'écrie en montrant les signatures : « Il faut faire quelque chose ! Je suis le porte-parole de beaucoup de femmes... » et convoque un rassemblement pour la paix le samedi suivant. Le vendredi 13 a lieu l'ensevelissement

des trois petites victimes, et la rencontre des deux femmes. Voulant consoler Mairead, Betty lui dit : « Vous allez voir, vos neveux ne seront pas morts en vain ! »

Déjà les journalistes de près et de loin sont là. La manifestation du lendemain se précise. Elle aura lieu dans le quartier où est arrivé l'accident, à Andersonstown, où habite Mairead et où Betty est née. Ce jour-là, on évalue à plus de dix mille les femmes de tous âges qui se mirent en marche, souvent accompagnées de leurs enfants ou de leur mari ; venues de plusieurs quartiers de Belfast, elles portent des banderoles indiquant leur provenance (ce qui signifie en clair si on est protestant et gardé par

l'UDA, ou catholique et contrôlé par l'IRA, ou d'un quartier mixte plus aisné.

Les protestants ont loué des bus pour venir dans ce lieu gardé par les « provos » et la marche se déroule vers la lisière du quartier protestant où attendent les bus du retour. Tout a été si vite ! Les provos ne disent rien. Personne ne sait que Mairead est allée voir discrètement la mère du jeune chauffeur abattu. Il n'y a pas de discours, seulement quelques prières, et ce sentiment extraordinairement nouveau d'avoir réussi ce tour de force d'être ENSEMBLE.

Le soir, Betty et Mairead décident de voir le jeune journaliste qui leur a proposé de les aider. Cieran McKeown arrive le dimanche chez Betty. Ces trois personnes qui ne se connaissaient pas il y a peu, se font confiance et forment un trio bien décidé à ne pas laisser retomber l'émotion provoquée par les événements de ces derniers jours, et à convertir cette lame de fond en mouvement. Il faut du courage, car déjà une bonne dizaine de groupes ou mouvements pour la paix ont existé en Ulster... et le trio le sait comme tout le monde. Une femme, deux femmes, une marche, un homme, les PEACE PEOPLE étaient nés.

Mairead était secrétaire dans une entreprise de bière. C'est pourquoi la critique l'a accusée de « travailler », comme Betty, « à la solde des Britanniques ». Célibataire de 33 ans, elle passait son temps libre dans une association de laïcs catholiques. Elle est allée jusqu'à s'occuper de cent cinquante gosses à la fois, sans oublier les handicapés, et à promouvoir une école maternelle. La formation de Mairead passe par sa foi personnelle. En 1972, elle fit partie, avec un pasteur de Belfast, d'un voyage à Bangkok où se réunissait une des divisions

POUR S'Y RETROUVER UN PEU

I.R.A. : Irish Republican Army

Constituée en 1916.

Divisée en deux depuis 1969 :

- Les provisoires ou « Provos », qui mènent la guérilla,
- les officiels, partisans du combat politique.

U.D.A. : Ulster Defence Association

Groupes protestants armés, officiellement reconnus.

EIRE : Irlande du Sud (indépendante depuis 1920).

ULSTER : Irlande du Nord (500 000 catholiques, 1 000 000 de protestants).

de travail du Conseil oecuménique des Eglises. Entre 1972 et 1974, son association était la seule qui avait le droit de visiter le camp d'internement de Long Kesh. Avec ses amis, Mairead essayait de convaincre les prisonniers politiques des deux bords que l'on n'arriverait à aucune solution avec l'escalade de la violence, et de les persuader de changer de vie à leur sortie de prison.

Betty, 36 ans, deux enfants, vit le problème de la mixité car son mari est protestant. Comme il est marin et la plupart du temps absent, Betty travaille « pour se garder l'esprit actif ». Comme Mairead, c'est presque quotidiennement qu'elle est confrontée aux problèmes du terrorisme. Elle a su aussi ce que l'on pouvait ressentir en étant arrêtée. Un jour, alors qu'un soldat britannique avait été atteint à ses côtés, elle s'est penchée sur cet homme, ne voyant qu'un mourant à ses pieds. Mais dès que l'armée eut emporté le mort, les gens de la rue voulurent lyncher Betty, parce qu'elle avait voulu porter secours à un soldat britannique... « La paix avec la justice », tel est le slogan de

l'IRA. « Justice ça, dit Betty, quelle dérision ! »

Cieran, 34 ans, a cinq enfants. Journaliste, il avait fait des études de philosophie et avait été en son temps président de l'Association des étudiants irlandais, qui recouvre toute l'île. Il avait fait partie de cette minorité d'étudiants qui, en 1968, avaient choisi la non-violence, inspirés par Gandhi et Martin-Luther King. Car les études de Cieran l'ont amené au respect de la vie, cette vie qui n'a plus aucun prix en Ulster. En 1974, il travaille au sein d'une action communautaire de quartier. Puis il laissera son métier, comme Betty et Mairead, pour s'investir totalement dans le mouvement. La critique dont furent l'objet les « leaders » des Peace People en France a voulu constamment ramener leur action à une histoire sans lendemain et sans projet politique. Or, un projet politique, ils en avaient un si on prend le mot « politique » dans son vrai sens : œuvrer dans le sens du bien commun. Bâtir une société nouvelle en supprimant les causes de la violence n'était pas une idée neuve pour Mairead, Betty et Cieran, mais cette fois,

ils étaient ensemble pour agir. Cieran écrivit très vite la déclaration du Mouvement. Elle était lue désormais à chacun des rallyes qui se poursuivirent tous les samedis dans des villes différentes, puis en Irlande du Sud, puis à Londres le 27 novembre 1976. Il faut noter que les autorités britanniques n'avaient plus permis de manifestations au sujet de l'Irlande depuis 1968 !

Des dizaines de milliers de personnes marchèrent de Hyde-Park à Trafalgar Square, avec quelques délégations étrangères (nous étions vingt-quatre Françaises). A la tribune siégeaient la femme de l'ambassadeur assassiné à Dublin en juillet 1976, et les représentants des Eglises catholique, protestante et anglicane, alors qu'en Ulster, les Eglises, critiquées par McKeown, n'avaient pas voulu apporter de soutien officiel. Joan Baez chantait et faisait chanter la foule, et les leaders parlèrent chacun à leur tour, malgré les violentes oppositions de groupes nationalistes, et des « provos » qui scandalisaient « Troops out » ou « l'Anglais dehors ». Après cela, le trio partit pour la Norvège recevoir le prix populaire organisé par les journalistes de ce pays. Ce fonds financier permit au mouvement de continuer à s'organiser un peu.

Le trio désirait surtout que les « groupes de paix » prennent très au sérieux leurs responsabilités et créent leur travail propre. Cette décentralisation sur place d'une part, et la dimension internationale d'autre part ont inévitablement donné une image de flou, sinon de désordre, sauf pour les abonnés au journal du mouvement, « Peace by Peace » qui fit le lien dès octobre 1976. Les 2-3 avril 1977, la conférence d'Enniskillen nomma un exécutif. Puis McKeown fut invité à la conférence internationale pour la Paix tenue en Ulster à Derry, à laquelle était représenté le MAN. Et la

première grande assemblée générale du mouvement se réunit à Belfast les 7-8-9 octobre 1977, à la veille de l'annonce du prix Nobel.

L'exécutif est alors composé de seize personnes (huit femmes, huit hommes) qui, pour la plupart, ont appartenu ou font encore partie d'organisation pacifistes. Ceux-ci, grâce au fonds norvégien, ont acheté une maison à Belfast qui est un outil de travail. Mais essayons de préciser ce qu'est ce travail.

A part le labeur de fourmi que font tous les groupes de rencontres systématiques à tous les niveaux, le mouvement s'est organisé en commissions dont les actions les plus marquantes sont :

1) Aide aux victimes de la violence.

a) Les prisonniers. Huit personnes des Peace People visitent tous les jours les cinq prisons.

b) Les familles de prisonniers.

c) Les détenus sortants qui veulent se réinsérer ou fuir.

d) Les personnes arrêtées pour interrogatoire : n'ayant pu obtenir le droit d'être présents aux interrogatoires de la police ou de l'armée, les **Peace People** ont distribué un memento rappelant les droits des citoyens devant la loi.

e) Les sinistrés du logement (reconstruction et réaménagement).

2) Destruction des barrières psychologiques.

Minicars de la paix. Centres sociaux, échanges culturels, et surtout cours donnés dans les écoles des deux bords (catholiques et protestantes) pour détruire les mentalités formées par deux histoires différentes. Aider les jeunes à se sortir des organisations terroristes.

3) Lutte contre le chômage.

a) Prêts à la création de petites fabriques locales. Marchés locaux et

A LIRE

★ Sur le Peace People :

Richard DEUTSCH, Le landau écrasé (préface de Joan Baez), Ed. du Dauphin, 1977, 255 pages.

Ouvrage très documenté, écrit par l'ancien correspondant du « Monde ».

Le Prix de la Paix, brochure du Peace People, en vente à « Réforme », 55, avenue du Maine, 75014 Paris (4 F franco).

★ Sur l'ensemble de la question irlandaise :

Les vrais et faux combats des Irlandais, Notre Combat, n° 96 (avril 1977), 7 F, 49, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris. Article assez complet, très critique sur les Peace People.

recherches outre-mer (bois, verre, cuir). La question m'a été posée tout récemment : peut-on avoir un débouché en France ?

b) Apprentissage de jeunes et formation au besoin à l'étranger (Norvège).

4) L'impression, puis la diffusion du magazine du Mouvement.

Il se veut non seulement un organe interne, mais aussi une ouverture sur les autres mouvements non-violents et le tiers monde. La vente au porte à porte est souvent un travail dangereux mais un contact essentiel assuré par des équipes spécialisées.

L'assemblée d'octobre a voté une série de rapports recouvrant ces points et a décidé qu'elle ne serait pas un parti politique (tout en se reconnaissant une force politique) et n'en soutiendrait pas un, mais elle pousse ses membres à s'engager dans des activités qui ont pour but de supprimer les sources de violence et de conflits.

Voyons maintenant un peu les critiques qui ont été faites au mouvement, et dont certaines sont tombées à la lecture des faits. Mairead Corrigan, Pat Knox et Steve McBride ont répondu eux-mêmes au cours de leur séjour à Paris en avril.

1) Le Mouvement dénoncerait particulièrement la violence de l'IRA : non, il dénonce toutes les violences, d'où qu'elles viennent. Il se trouve seulement que c'est le terrorisme de l'IRA qui a le plus frappé cette dernière année. Les **Peace People** aimeraient bien le retrait des troupes, mais alors que le terrorisme s'arrête !

2) Le Mouvement serait subventionné par la Grande-Bretagne : non ! Les comptes sont à la disposition de tout le monde...

3) Les bons sentiments ne suffisent pas : mais il faut bien plus que des bons sentiments pour rencontrer les autres en bravant les barrières idéologiques ! Et les actions des terroristes, ne sont-elles pas chargées de tout un contenu émotionnel ?

4) Il n'y a pas d'analyse politique. Nous avons montré le contraire. La solution du problème irlandais ne pourra venir que des Irlandais eux-mêmes s'ils peuvent se tenir sur un terrain où n'éclateraient pas des bombes.

« Car les Français généralisent hâtivement quand ils parlent de colonialisme britannique, me disait par ailleurs un avocat (qui défend des paramilitaires des deux bords). Ce n'est pas si simple ! En Algérie, les colons étaient une classe distincte de la population. Ici, tout le monde, catholique et protestant vit, tant bien que mal, ensemble depuis des siècles. Et depuis la campagne pour les Droits civiques, tout le monde a, en principe, les mêmes droits. Les Anglais auraient bien voulu lâcher l'Ulster en 1920 ! Mais la tendance unioniste les a retenus par les basques. Et maintenant, que faire ? On cherche à rouver un Parlement régional, plus représentatif que l'ancien, comme le demandent l'Ecosse et le Pays de Galles. Faire partie d'une fédération paraît idéaliste. S'unir avec le Sud ? Mais on ne peut pas dire que l'Eire fasse envie, enfermée dans son catholicisme étroit (pas le droit au divorce). Devenir un pays indépendant ? Mais l'image de l'Irlande du Sud n'est pas tellement réussie ! Les gens imbriqués en Ulster constatent qu'il leur faut vivre ensemble une identité nord-irlandaise,

mais ils ont peur de la vivre seuls... Une seule chose est absolument sûre : c'est que les gens des deux bords réclament que cesse la violence. Car le présent est clair, sinon l'avenir. Cela signifie : vivre les problèmes un jour après l'autre, prendre les plus aigus à bras le corps : la reconstruction et la situation pénitentiaire. Les gens arrivent de plus en plus à se mélanger en faisant ce travail. Alors, de cette prise de faits concrets l'avenir se dégagera, nous sera donné. » (oct. 77.)

Sans nul doute, le peuple de la Paix se fraie un chemin en Ulster. Sans nul doute, les récentes déclarations de personnalités irlandaises montrent que l'horizon est un petit peu moins bouché. Mais on ne peut défaire en un jour ce qu'ont accumulé des siècles de haine.

Claude RICHARD-MOLARD.

ITALIE : TERRORISME et STRATÉGIE NON-VIOLENTE

La forte augmentation de la violence politique enregistrée ces derniers mois, l'installation du terrorisme — comme protagoniste stable — sur la scène politique italienne, ont modifié en peu de temps les principales « équations » sur lesquelles se définissait le jeu politique et se modelaient les équilibres traditionnels.

Au moment où nous écrivons (décembre 77) tout semble indiquer que la spirale terrorisme-répression a déclenché et fait progresser un processus de niveling : la politique « tout court » se ramène à la « politique de l'ordre public ». Ces derniers mois est apparue de plus en plus évidente la tendance de l'accord des Six (1) à se définir non en fonction d'une politique générale de gouvernement, mais en fonction de la « lutte contre le terrorisme et la criminalité ».

(1) Les Six Partis de l'arc constitutionnel, à l'exclusion de l'extrême-droite, de l'extrême-gauche et du Parti Radical.

qui s'est déjà abattue ou va s'abattre sur le pays. Désormais s'est mis en marche un jeu complexe d'actions et de réactions dans lequel l'action terroriste se trouve amplifiée d'un commun accord par les forces politiques et par les **mass media** dans le but d'instaurer une « politique de l'alerte sociale », qui crée un état généralisé d'« insécurité collective » et met les citoyens sur la voie obligée de la demande d'un « Etat fort ». Au fond du tunnel, le spectre de la « germanisation », de la destruction rapide des principales garanties constitutionnelles avec l'aval et la participation active des partis de l'« arc constitutionnel ».

La « politique de l'alerte sociale », il faut le dire, est une politique efficace, généralement vouée à la réussite. En fait, elle s'appuie traditionnellement sur les peurs, le rationnel, mais le plus souvent l'irrationnel, de la petite bourgeoisie et sur ce qu'il y a quelques temps Pietro Ingrao a défini comme

Les effets sont sous les yeux de tous : une spirale de lois répressives l'**« illusion répressive »** amplement diffusée dans les classes populaires : les classes subalternes inclinent, dans les confrontations avec les diverses formes de « déviance » vers une attitude ambivalente.

D'une part, elles ont tendance, héritage d'une culture paupériste millénaire, à se solidariser avec le déviant (brigand ou terroriste) parce que la transgression est perçue comme un outrage ou une attaque contre les classes dominantes et « leurs » lois. D'autre part cependant, face à la criminalité politique ou civile, elles ont toujours peur d'être assimilées au déviant par les classes dominantes, peur que la répression implique aussi les classes subalternes : de là vient l'**« illusion répressive »**, la tendance à devancer la classe dirigeante en demandant « plus de répression ». L'existence d'une majorité favorable à la peine de mort, révélée par de récents sondages, s'explique probablement sur la base de tels mécanismes.

Dans ce nouveau développement, les forces (toujours plus restreintes) qui se battent encore avec acharnement pour une expansion des aires de liberté doivent probablement refaire leurs comptes : il faut se demander si, dans ces conditions, une politique seulement « garantiste », purement défensive, a quelque chance de succès ; s'il ne faut pas, à la défense intransigeante des espaces restants de liberté, adjoindre de nouvelles initiatives politiques qui soient en mesure de s'opposer à la « politique de l'alerte sociale », et donc modifier ce qui risque de devenir une position d'arrière-garde destinée à être bouleversée par les événements et, au plus, à se réduire à un témoignage moral.

La spirale terrorisme-répression.

Aujourd'hui, comme c'est facile à vérifier par la simple lecture des journaux, les interprétations du phénomène terroriste et plus généralement de la violence politique abondent. Toutefois, il ne semble pas possible d'échapper à la désagréable impression que même les plus intelligentes réflexions, même les analyses des journalistes et des experts les plus sérieux commencent à tourner à vide : à ne pas saisir les dimensions les plus importantes du phénomène. Nous disposons d'un grand nombre de diagnostics sur la naissance de la violence politique : depuis les théories structurelles qui se réfèrent à des degrés divers au marxisme, jusqu'aux interprétations socio-psychologiques qui proposent les modèles de la « privation relative » ou de la « frustration-agression », en passant par les analyses politologiques qui expliquent la violence comme le produit de l'incapacité du système politique à canaliser les tensions : l'explosion de la violence sera donc d'autant plus probable que le conflit entre partis sera plus réduit.

Toutes ces interprétations, à des degrés divers, peuvent nous aider à comprendre quelle combinaison de facteurs politiques, économiques, culturels peut déterminer l'explosion du phénomène. Toutefois, si elles peuvent expliquer la genèse de la violence, personne ne dit ce qui arrive quand la violence s'est enracinée dans la société et commence à manifester de façon durable ses effets sur le système politique, sur les rapports entre partis et entre l'opinion publique et les partis.

Entendons-nous : nous ne voulons pas du tout affirmer que ces analyses et ces interprétations sont inutiles. Tout au contraire : la détermination d'un diagnostic exact est toujours la condition indispensable d'une thérapie adé-

quate. Mais les thérapies, surtout celles qui ont une incidence sur la mise en ordre d'une société (par exemple, reconstruction du lien entre marché du travail et institutions scolaires) requièrent au moins deux choses : des conditions politiques appropriées et des temps non brefs de réalisation.

Les conditions politiques : il est possible que, sur la base d'un bon diagnostic, un gouvernement d'alternative de gauche puisse prendre une série (complexe) de dispositions qui finiraient par éliminer le phénomène en surmontant les conditions structurelles et psychologiques de la violence. Il est possible par exemple de reconstituer un rapport physiologique entre système politique et société civile tel que, en augmentant le niveau du conflit entre les partis, les tensions se recalculent dans le système politique et que celui-ci recommence à fonctionner comme instrument de résolution pacifique des conflits sociaux.

Mais une Grande Coalition « imparfaite » comme actuellement (ou parfaite demain, avec l'entrée du PCI au gouvernement) est en elle-même une condition politique qui rend difficile, sinon complètement improbable, l'adoption opportune de thérapies adéquates.

La durée de réalisation : il paraît clair, une fois que la violence s'est enracinée dans une société, que même l'éventuelle adoption de thérapies adéquates, si les conditions politiques le permettent, ne garantit pas du tout une cessation immédiate du phénomène. Il faut prévoir qu'un certain temps s'écoulera entre le moment de l'élaboration des décisions, le moment de l'exécution et le moment où les décisions commencent à produire des effets visibles sur la société et sur les « perceptions » des divers groupes sociaux. En d'autres termes : si par hypothèse le chômage intellectuel et l'état de désagrégation du Midi étaient les deux

principales causes socio-économiques de la violence, même le meilleur gouvernement du monde ne pourrait les surmonter du jour au lendemain. En outre, en admettant qu'après un certain temps et un certain nombre d'efforts on réussisse, il n'est pas dit que cela influe immédiatement sur les attitudes et les comportements des groupes sociaux qui, aujourd'hui, par désespoir, s'accrochent à la lutte armée. En attendant, la spirale d'escalade continue à produire ses effets selon un mouvement circulaire de ce genre : violence → « politique de l'alerte sociale » → accroissement de l'insécurité collective → introduction de normes plus répressives → accroissement général de la répression → probable accroissement ultérieur de la violence.

Comme dans les processus d'escalade entre deux Etats qui, à partir d'un certain point, s'engagent dans une course aux armements qui se termine avec la guerre (même au-delà de la volonté des protagonistes), ainsi ce type d'escalade peut conduire, comme débouché naturel, à l'Etat autoritaire. A moins que, naturellement, on n'introduise rapidement des mesures qui permettent une désescalade, c'est-à-dire une inversion de tendance, une réduction nouvelle et progressive des niveaux de tension sociale et de violence.

Acteurs politiques, tactiques, stratégies.

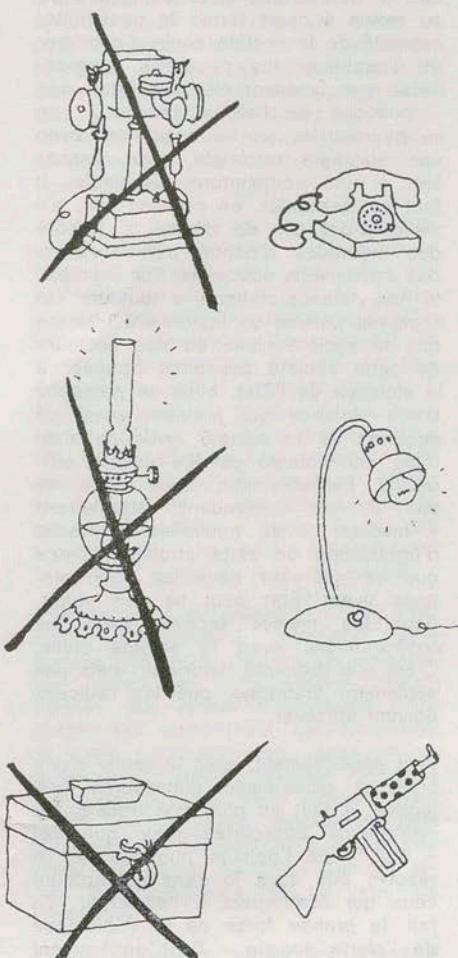
Le terrorisme remplit une fonction à l'intérieur du jeu politique : il sert à détourner l'attention des problèmes de la gestion du pouvoir dans la société, il permet de reconstituer une partie au moins du consensus perdu et d'élargir ultérieurement le pouvoir politique au moyen d'un accroissement du niveau de répression.

Mais les choses ne sont pas aussi simples. Parce que les terroristes ont aussi leur stratégie, ils misent eux aussi sur une augmentation de la répression (les terroristes de droite parce qu'ils veulent évidemment l'Etat autoritaire, les terroristes « de gauche » parce qu'ils le considèrent comme la condition nécessaire pour pousser les masses à la rébellion et à l'insurrection révolutionnaire). On délimite ainsi une objective convergence stratégique entre les terroristes et les partisans de l'Etat fort: les uns et les autres veulent la même chose, le perfectionnement de l'Etat autoritaire. Les premiers, les terroristes, le veulent comme objectif tactique (l'Etat autoritaire comme antichambre de la révolution) et les seconds, évidemment, comme objectif stratégique (aidés en cela par la violence de la droite néo-fasciste).

Mais le jeu est encore plus complexe parce qu'y participent aussi, outre les terroristes et les partisans de l'Etat fort, beaucoup d'autres acteurs avec des stratégies différentes et parce que le même acteur modifie ou peut modifier sa propre stratégie au gré des situations.

Le cas italien est exemplaire, puisque tous les partis de l'arc constitutionnel, certains activement, d'autres récalcitrants, contribuent à la « politique de l'alerte sociale »; mais il serait simpliste et erroné de soutenir qu'ils veulent tous la même chose. En réalité il s'agit d'acteurs différents dont la convergence partielle cache des divergences stratégiques profondes. Ainsi, certains secteurs démocrates-chrétiens, opposés au compromis historique, espèrent que la réduction de la politique à la « politique de l'ordre public », servira à user les positions et la crédibilité du PCI pour le repousser enfin, sur la base de rapports de force électoraux plus favorables, dans l'opposition. D'autres partis,

favorables à l'entrée du PCI dans le gouvernement agissent pour que cette entrée se fasse au terme d'une stabilisation sociale garantie par de hauts niveaux de répression et avec le renoncement à toute velléité réformatrice.



D'autres encore, comme le PSI, opposés au compromis historique, mais incapables de proposer une alternative, vont à la remorque des initiatives des deux principaux partis sur la base du calcul, peu clairvoyant, que s'étant montrés récalcitrants ils pourraient apparaître aux yeux de l'opinion publique comme le parti qui s'est battu jusqu'à la fin pour empêcher les mesures répressives. A l'intérieur même du PCI, plusieurs lignes se confrontent: de la position de ceux qui veulent aller au gouvernement à « tout prix » à la position de ceux qui cherchent à réagir contre une politique estimée suicidaire.

Et naturellement, personne n'a qu'un seul atout dans son jeu: les stratégies de rechange ne manquent pas. Avec l'évolution de la situation même les secteurs opposés aujourd'hui à l'entrée du PCI dans le gouvernement pourraient accepter cette solution comme un moindre mal si la gauche se montrait encore plus disposée qu'elle ne l'est actuellement à payer le prix de mesures plus répressives (à condition que pendant ce temps ne se réalise pas un reflux électoral d'une certaine importance vers la droite).

Le résultat final cependant, si on accepte l'interprétation proposée, c'est que ou bien la spirale terrorisme-insécurité collective-répression est désamorcée d'une manière ou d'une autre, ou bien elle tend à produire quand même un perfectionnement de l'Etat autoritaire (dans le cas italien, avec ou contre le PCI). Si le processus d'escalade décrit correspond à la réalité, les commentaires des journalistes et des intellectuels démocrates (outre ceux de beaucoup de dirigeants des partis de gauche sincèrement opposés à la continuation de la spirale répressive) risquent de se réduire à un témoignage impuissant face à un processus qu'il est impossible d'arrêter.

Un défi à la non-violence.

Les radicaux (2) ont aujourd'hui un devoir ardu ; et cela d'autant plus que, au moins par certains aspects, la nouvelle conjoncture ne les trouve pas du tout préparés. Les radicaux ont depuis toujours parié sur la maturité de la société civile et ont construit toute leur action politique sur l'idée d'une inadéquation et d'une incapacité du système politique italien (à cause de son fonctionnement et des caractéristiques des acteurs politiques) à exprimer politiquement cette maturité. Dans la bataille sur le divorce, il faut le rappeler, seuls les radicaux, à l'intérieur de l'organisation pour le divorce, étaient pleinement convaincus qu'il fallait aller au référendum et que le référendum serait gagné parce que la société était beaucoup plus mûre et « moderne » que ne le croyaient les dirigeants des autres partis de gauche, PCI en tête.

Même la bataille pour l'avortement et aujourd'hui celle des neuf référendums (3) sont la conséquence de ce « pari » de fond : il faut donner la parole, attribuer plus de poids politique à la société civile, riche de poussées progressistes, avant qu'un système de partis immobiliste et fondé sur le « mal-governo » puisse en détruire la capacité d'expression. Ce pari reste encore

valable et doit rester, comme il l'a toujours été, l'hypothèse de fond sur laquelle prend corps, constamment, la stratégie radicale.

Toutefois, il faut admettre que, dans certaines situations, une « conjoncture » défavorable peut compromettre au moins à court terme la possibilité/capacité de la société civile d'exprimer et d'expliquer les poussées progressistes que pourtant elle possède : une « politique de l'alerte sociale », en se heurtant et en se combinant avec une stratégie terroriste, peut donner lieu à une conjoncture semblable. Il faut se demander, en premier lieu, s'il ne convient pas de découvrir, à côté des méthodes d'action traditionnelles, des instruments nouveaux. Par exemple, la non-violence radicale a toujours été comprise comme un instrument efficace que la société civile ou des secteurs de cette société pouvaient opposer à la violence de l'Etat. Mais en présence d'une violence qui provient aussi de secteurs de la société civile, la stratégie non-violente est-elle encore efficace ? Probablement, mais dans ce cas il faut cependant littéralement « inventer » de nouvelles méthodes d'application de cette stratégie, parce que ce qui vaut dans les confrontations avec l'Etat peut ne pas valoir, dans les mêmes termes, dans les confrontations avec la société civile. C'est une difficulté théorique, mais pas seulement théorique, que les radicaux doivent affronter.

Plus généralement, avec la venue d'une situation généralisée d'insécurité collective, il faut au plus vite trouver les instruments appropriés pour que cet « état » de l'opinion publique ne se résolve pas dans le sens qu'espèrent ceux qui contribuent à l'alimenter. En fait, la grande force de la « politique de l'alerte sociale » tient entièrement dans le fait que, contraints dans une situation de peur, les citoyens, par

absence totale d'alternative, demanderont « plus de répression ». Dans une telle situation, il devient nécessaire de passer à l'offensive, il devient indispensable d'offrir au moins une espérance d'un débouché différent à l'insécurité collective en mettant en œuvre des initiatives permettant de desserrer la tension et de réduire les espaces ouverts à la violence.

La carte sur laquelle il faut miser est encore, comme toujours quand on se bat pour une expansion des aires de liberté, celle d'une intense mobilisation des citoyens sur les batailles politiques spécifiques ; ce qui est, soit dit en passant, très différents des appels du PCI à la « vigilance » contre le terrorisme, appels qui peuvent amorcer des processus produisant des effets contraires, en augmentant au lieu de diminuer l'insécurité collective, en alimentant un climat de chasse aux sorcières (c'est encore le spectre du modèle allemand qui revient) et de délations collectives.

Une mobilisation contre l'insécurité collective.

Les radicaux, évidemment, depuis longtemps, ont agi pour la mobilisation des citoyens avec la récolte des signatures et avec la défense des neuf référendum aujourd'hui : une action qui est l'instrument essentiel, la pré-condition indispensable, pour donner corps à beaucoup d'autres projets d'intervention. Comme toujours dans ces conditions, le recours à la volonté des citoyens est, par lui-même, un puissant instrument pour canaliser directement le dissensément et/ou le consensus social de manière pacifique ; il peut donc contribuer à la désescalade des processus du type décrit ici.

(2) Radicaux : dans la politique italienne, ce mot n'évoque rien de semblable aux « radicaux » français. Il désigne la nébuleuse de mouvements sociaux regroupés autour du « parti radical », d'orientation libertaire et non-violente (voir ANV no 8).

(3) Les 9 référendum : en Italie, la loi permet à des citoyens de proposer des référendum s'ils récoltent 500 000 signatures en 6 mois. Le Parti Radical se sert de cette possibilité pour proposer des référendum sur divers points concernant l'avortement, le financement des partis, la drogue, les prisons, l'objection de conscience, les asiles psychiatriques, etc...

Si les forces disponibles le permettent, il faut cependant que le parti radical sache jouer en même temps sur les autres tableaux. La violence politique est aujourd'hui le plus souvent, exclusivement, la **violence urbaine**. La raison en est claire : comme le brigandage est une forme de violence (organisée) propre à une société agricole, ainsi la violence urbaine est une forme de violence propre à la société industrielle car c'est dans la ville et à travers la ville que se déroulent ses processus sociaux fondamentaux. Il faut mettre au point une stratégie d'intervention sur la ville et sur ses contradictions : plus des **contre-pouvoirs** se créent dans la ville, plus on peut restreindre l'espace de la violence. Et les contre-pouvoirs sont associables autour d'une pluralité de thèmes, de la défense des consommateurs aux luttes pour l'habitat (réquisition des logements libres), fermeture des centres historiques au trafic automobile, lutte pour les services d'assistance aux enfants et aux vieux et beaucoup d'autres thèmes sur lesquels, en différents endroits et avec de terribles difficultés (et sans coordination suffisante) travaillent aujourd'hui déjà de nombreuses associations radicales.

Il s'agit donc de pousser, en collaboration avec les forces syndicales et d'autres formations politiques de gauche disponibles, à travers une mobilisation politique constante, à la recomposition du tissu urbain. Et la mobilisation pacifique des citoyens, grâce à l'activation de tous les canaux possibles en dehors des partis et des institutions apparaît aujourd'hui d'autant plus nécessaire que s'effilochent, s'usent et perdent crédibilité les arènes institutionnelles de la participation « protégée et subalterne ».

Quelques propositions d'intervention.

Il faut naturellement adjoindre à ces initiatives toutes les batailles traditionnelles du Parti Radical pour la démocratisation, la démilitarisation et la syndicalisation des corps de police et pour la plus complète et immédiate information de tous les citoyens sur les chefs d'accusation des personnes arrêtées pour délits politiques (car l'information est la précondition indispensable pour un contrôle démocratique réel et non fictif).

Dans le but de recomposer le tissu urbain, il est possible, mais dans le cadre d'une lutte pour une vraie démocratisation de la police, de formuler des propositions destinées à rétablir les conditions de sécurité et d'ordre démocratique (ce qui est tout autre chose que l'**'ordre public'**). Il est possible de penser à des institutions qui ont fait leurs preuves dans les pays anglo-saxons comme, par exemple, « l'agent de quartier » affecté durablement à une zone restreinte de la ville, donc « connu » par les habitants de la zone qui peuvent s'adresser à lui en cas de besoin.

Même dans ce contexte, il faut examiner l'opportunité d'engager une grande campagne contre les armes à feu : retrait des ports d'armes, reconversion des usines d'armement, lutte contre les complicités qui favorisent le trafic clandestin, etc., sans croire, évidemment, pouvoir bloquer de cette façon la violence, mais en cherchant plutôt des solutions alternatives (aux demandes de répression) à l'insécurité collective. Et en comptant sur les effets psychologiques de ce type de campagne.

Une campagne contre les armes à feu peut rencontrer les résistances de certaines couches sociales — par

exemple, certaines catégories de commerçants — mais peut être cependant accueillie favorablement par de très larges secteurs de la population ; d'un autre côté, elle peut exprimer et relancer le pacifisme et la non-violence radicale sur le terrain de la « politique interne ».

Dans le rapport désormais fameux de la « Trilateral » sur « La crise de la démocratie », Samuel Huntington et les autres auteurs du rapport concluent en optant pour une reconstitution des modèles d'autorité partout érodés en Europe ces dernières années. La thèse de fond, qui a trouvé un écho impressionnant dans les événements politiques les plus récents en Europe et dans le climat de « restauration » qu'elle est en train de vivre, est que « trop » de démocratie est périlleux pour le bon fonctionnement du système démocratique lui-même. Les radicaux ont toujours inspiré leur action de l'hypothèse exactement inverse : que la démocratie se défend et se renforce en élargissant les espaces existants de démocratie et de liberté au lieu de les restreindre. Aussi pour cela, en liaison avec d'autres secteurs de la société civile et de la société politique (par exemple, certaines forces syndicales) les radicaux peuvent aujourd'hui, en mobilisant leur propre « fantaisie » politique et leurs propres capacités, contribuer à imposer dans le pays une bataille pas nécessairement perdue d'avance, contre les tendances autoritaires en jeu.

D'après Angelo PANEBIANCO

Dans « Argumenti Radicali » n° 5
(déc. 77 - janv. 78)

Revue de recherche théorique et politique du Parti Radical,
via dell'Auro, 3, 20121 Milano.
Abon. 15 000 lires par an.

Traduction et adaptation :
Jean-Paul Regourdal.

nous avons lu...

Billy, francarabe, par Michel MICHEL, Ed. Ouvrières, coll. « Jeunes Travailleurs », 160 pages.

Billy francarabe ! Titre étrange, recouvrant en son insolite la réalité quotidienne de milliers de garçons et de filles qui vivent « à la française » dans leur « peau d'arabe ».

L'histoire authentique de Billy commence dans la lumière du désert. Elle se poursuit dans le sinistre bidonville de la Courneuve pour s'achever dans une cité de transit. Jusqu'à 14 ans, Billy concilie, sans problèmes apparents, les contrastes, les contradictions et les inédits de sa vie. Avec son adolescence, tout son passé se charge de menaces ; il lui remonte en images troubles et en désirs inquiétants.

Ses cheveux, sa peau, son nom, sa religion, sa race... tout le harcèle. Différent, il veut cependant devenir **comme les autres**, il se doit d'être comme eux sous peine de dérive ! C'est pour Billy, comme pour des milliers de gosses de migrants, la seule possibilité d'exister dans un monde où la différence enfonce les pauvres et les mal-nantis dans la classe toujours renaissante des parias.

Le lecteur assiste au fil des pages à l'insoutenable inventaire des échecs, des désillusions, des bravades qui mènent « l'innocent » Billy de la maison à l'usine, du travail au sana, de la maladie à la prison, en attendant l'inévitable.

L'histoire de Billy n'a rien d'exceptionnel. Elle est celle de milliers de migrants, de ceux qui commencent à former un sous-prolétariat de jeunes particulièrement meurtris dans le plus profond d'eux-mêmes.

Cette histoire est d'ailleurs « agrandie » et comme projetée sur le grand écran du monde par des notes nombreuses et riches qui, à elles seules, constituerait presque un fascicule ; ces notes remettent Billy dans son contexte culturel : islamique, méditerranéen, français.

Elles permettent de saisir Billy et ses frères dans leur condition de jeunes travailleurs au point où les détresses, les hésitations, les « bavures » de Billy se transmuent en questionnement de nos conduites, de nos racismes latents, de nos volontés de construire un monde où toutes les fleurs — fussent-elles du désert — aient le droit de s'épanouir et de nous enivrer.

Michel FIEVET.

Le chômage créateur, par Ivan ILLICH, Ed. du Seuil, 1977.

La grande force d'Ilich, c'est son regard libre, non idéologique, sur notre monde. Regard qui permet une critique « radicale ». Ce regard, comme celui de ces hommes qui nous invitent à « danser notre vie », il l'a cherché ailleurs que dans le monde occidental. Nous ne savons plus « voir ». Comme Garaudy ou Lanza del Vasto, Ilich a découvert dans les pays du tiers monde ou chez les pauvres du quart monde, que nous étions loin de la vraie vie : les vrais vivants sont ces pauvres qui savent encore construire leurs maisons de leurs mains, accoucher chez eux, fêter le Feu et leur Sexe dans la danse et le chant. La « convivialité » leur est naturelle.

Quant à nous, nous sommes des « petits hommes » qui préfèrent la radio au chant, le supermarché au potager et se prostituent en vendant leur force de travail, leurs cervaux, à défaut de leurs corps (Lanza).

Dans son dernier ouvrage, il dénonce la « civilisation de la marchandise » qui a développé en nous une attitude de dépendance, atrophiant notre propre « capacité de créer des valeurs de subsistance » : nos corps oublient des gestes de vie millénaires. Comme des animaux enfermés dans un zoo, nous ne savons plus nous nourrir par nous-mêmes, nous soigner nous-mêmes, vivre par nous-mêmes. Nous nous jetons dans les bras de nos gardiens, médecins, professeurs, psychologues, orientateurs, organisateurs. Ce sont des professionnels : ils savent.

Pire : ces gentils organisateurs de notre société acceptent la critique et nous préparent de meilleurs produits, de meilleures conditions de vie et de travail. Merci, monsieur le gardien, de repeindre les barreaux de ma prison.

Comment donc œuvrer pour la reconstruction conviviale ? Comment être les déserteurs et les insoumis de notre société d'abondance ? Partout fleurissent des expériences où des outils conviviaux sont expérimentés : coopératives agricoles, coopératives de consommateurs, lieux communautaires. Mais qu'est-ce qui freine ce mouvement de vie ? Qu'est-ce qui peut débloquer nos gestes et nos paroles ? Ilich reste silencieux sur ce point. Il affirme que nous avons perdu l'usage de la « parole conviviale ». Le mot standardisé, conditionné par les mass media l'a remplacé. A quand un essai d'Ilich sur la parole conviviale ? Qu'enfin à son chant les hommes se lèvent.

Emmanuel DAUBLAIN.

Le réveil indien en Amérique latine, textes réunis par Yves MATERNE, postface par Michel de CERTEAU, Ed. du Cerf, Paris, 1977, 130 pages. 31 F.

Va-t-on enfin prendre les Indiens au sérieux ? Va-t-on enfin entendre leur cri ? Va-t-on enfin prendre conscience du génocide physique et culturel dont ils sont victimes depuis quatre siècles ? Pour avoir animé, de 1969 à 1972, un mouvement de solidarité avec les Amérindiens, particulièrement de Guyane-Cayenne et d'Amazonie, je sais combien la plupart de nos contemporains, déformés par le cinéma et la télévision, ont du mal à voir les descendants des premiers habitants du continent américain autrement qu'à travers les images de western. Les Indiens du sud et du nord de l'Amérique, appartiennent, pense-t-on, au passé. On n'imagine pas, on ne veut pas imaginer qu'ils puissent être des hommes du vingtième et du vingt-et-unième siècles.

Mais la libération des peuples ne peut venir que d'eux-mêmes, et le peuple vaincu d'Amérique enfin se redresse et parle. Du nord au sud de l'Amérique, de l'est à l'ouest, les différentes nations et tribus reprennent des forces pour résister aux brutalités et à l'oppression qui sont leur lot. Elles se concertent, s'organisent : en septembre dernier, deux cent cinquante délégués des nations indiennes d'Amérique se sont réunis au Palais des Nations à Genève, pour s'expliquer sur la scène internationale.

A cette rencontre de Genève, 70 % des délégués venaient d'Amérique du Nord. Mais d'autres assemblées ont eu lieu et ont lieu en Amérique du Sud et en Amérique Centrale, tel ce premier Parlement Indien d'Amérique du Sud qui s'est tenu au Paraguay en octobre 1974, ou encore ces « Assemblées des Chefs Indiens du Brésil ». Ce sont, justement, les déclarations issues de ces rencontres d'Amérique du Sud, que Yves Materne a rassemblées en un livre très émouvant qu'on aimerait voir lu par beaucoup.

Les groupes révolutionnaires de l'Amérique du Sud et d'ailleurs rejettent parfois le réveil indien : « Toute la paysannerie et tout le prolétariat d'Amérique du Sud sont exploités, disent-ils. Il ne s'agit donc pas de faire surgir des particularismes, mais d'organiser, au contraire, l'union de toutes les composantes du peuple pour qu'elles vien-

nent à bout de l'opresseur ». Mais ce que nous disent les Indiens, en plus de la dénonciation des crimes dont ils sont les victimes, c'est qu'ils ont une culture riche, pleine d'originalité en ce qui concerne notamment le rapport à la nature et l'organisation du pouvoir dans la société. Comme le souligne Michel de Certeau dans sa postface, les Indiens proposent d'autres modèles de société pour d'autres types de développement, et par conséquent, ils sont tout désignés pour nous aider à accomplir la révolution de l'autogestion. Ils font bien partie de notre avenir...

C. D.

Guide pratique de l'écologiste, par Laurent SAMUEL, Ed. P. Belfond, 1978, 254 pages. 42 francs.

Cinquante-trois millions de Français. Cinquante-trois millions d'écologistes en puissance. Centrales nucléaires, autoroutes, camps militaires, usines polluantes... Partout en France, comme dans les autres pays d'Europe, la population se mobilise contre des projets dangereux et inacceptables. Sur le terrain et dans les urnes, le mouvement écologiste est maintenant une force politique avec laquelle il faut compter. Les écologistes ne se bornent pas à contester le béton, l'atome ou les fumées d'usine. Ils mettent aussi en cause le productivisme, le centralisme, la déshumanisation, la militarisation de la société industrielle. On ne fera pas le socialisme avec les mêmes outils que le capitalisme.

Laurent Samuel expose les différentes formes non-violentes de la lutte écologiste : manifestations, réunions, recours devant les tribunaux, boycotts, réductions d'impôts, refus des examens radiologiques et des vaccinations obligatoires... sans oublier la participation aux diverses consultations électorales.

Ce guide est le reflet d'une écologie refusant le sectarisme, la crispation, le marginalisme. Objectif : d'abord éviter l'irréparable. Il n'y a pas de planète de rechange.

Dieu est noir, par Bruno CHENU, Ed. du Centurion, Paris, 1977, 320 pages. 48 F.

L'histoire des peuples du Tiers-Monde est une histoire meurtrie. Ayant bénéficié de conditions naturelles plus favorables, ayant développé en priorité des techniques de conquête, la civilisation occidentale, prétendant être la civilisation, leur a imposé son ordre, qui a été globalement un ordre meurtrier : la colonisation de l'Amérique du Sud a tué trente millions d'Indiens ; la traite des Noirs a fait au moins vingt millions de victimes directes... et le génocide n'est pas fini, notre richesse reposant toujours sur l'écrasement des peuples du Tiers-Monde.

Composante essentielle de cet ordre de mort : la religion chrétienne, que les pouvoirs occidentaux avaient faite leur et qu'ils imposèrent à ceux qu'ils conquirent, afin qu'ils se conforment à notre façon d'être et qu'ils se tiennent tranquilles ! De là à penser que le Christianisme est la religion des Blancs, il n'y a qu'un pas et c'est celui que franchissent un certain nombre d'hommes et de femmes du Tiers-Monde, qui se tournent vers l'Islam ou choisissent les voies de l'athéisme.

D'autres, cependant, restent chrétiens malgré tout, tels ces théologiens noirs des Etats-Unis, qui se manifestent depuis une dizaine d'années et qui proclament que « Dieu est noir » parce que son action dans l'histoire, c'est la libération des peuples opprimés, et que le peuple noir est le symbole de ceux-ci.

Dieu, noir ? L'affirmation ébranle. Peut-être faut-il, pour la comprendre, relire l'histoire des Noirs d'Amérique, une histoire qui est une accumulation de souffrances et d'humiliations : les razzias en terre d'Afrique, les transports par « négriers » où la moitié des Noirs mouraient avant d'arriver en Amérique, la vie d'esclave puis la ségrégation... Et, là-dessus, là-dedans : la religion chrétienne, que les oppresseurs blancs « offrent » à leurs victimes.

Dans son livre, admirable tant par la somme des connaissances exposées que par son style alerte, Bruno Chenu reprend, justement, toute l'histoire de ce peuple qui a reçu « une double ration de souffrance ». Il rappelle les tenants et aboutissants de la traite et de l'esclavage

comme système total dans le sud des Etats-Unis. Il analyse le Christianisme original, celui des sermons et des Negro Spirituals, qui est né progressivement de la douleur et du génie noirs affrontés au racisme blanc. Puis il en arrive aux grands combats de ces dernières années : le soulèvement non violent avec Martin Luther King, l'enthousiasme suscité par Malcolm X et les Musulmans Noirs, la revendication du Pouvoir Noir, l'essai de lutte armée tenté par les Panthères Noires... Et c'est au bout de tout cela, seulement, qu'il en vient à la présentation de cette théologie qui affirme « Dieu est noir », aboutissement de tout cela.

Cette théologie, comment la résumer ? Le Christ des Blancs était, reste oppresseur. Or, ce n'est pas celui que nous révèlent les Evangiles et l'histoire des hommes, serviteur souffrant et libérateur. L'histoire du peuple noir, en revanche, dévoile un Christ « noir » parce qu'opprimé... le Christ vrai. Pour vivre du Christ, il faut, par conséquent, devenir « noir » comme le Christ, c'est-à-dire être vraiment aux côtés des humiliés et des exploités, et en finir avec tout le discours occidental sur Dieu lié à la « blancheur ».

Evidemment, l'annonce de la « négritude » de Dieu n'est pas très facile à accueillir pour nous Occidentaux. Mais si nous avons rencontré Dieu dans les larmes, le sang, les luttes, comme hier les Hébreux compagnons de Moïse, comme les Chrétiens martyrs de tous les temps et de tous les lieux... peut-être que nous en viendrons à dire, nous aussi : « Dieu est noir ». De toutes façons, Bruno Chenu pose cette question fondamentale à laquelle il n'est pas possible d'échapper : de quel Evangile, de quelle libération les Chrétiens vont-ils témoigner en cette fin de vingtième siècle ? Dans la réponse qu'ils donneront l'avenir des hommes est en jeu.

Christian DELORME.

Deux dossiers intéressants :

★ La revue mensuelle « Informations catholiques internationales » publie une enquête de Marlène Tuininga sur « Ecologie et non-violence : vivre autrement ». Numéro 523, 15 février 1978, 7,50 F. I.C.I., 163, bd Malesherbes, 75849 Paris cedex 17.

★ Le mensuel des « Groupes T.C. » **Notre combat**, a publié un numéro spécial sur « Evangile, socialisme et non-violence », n° 101, janv. 1968, 7 F. 49, rue du Fg-Poissonnière, 75010 Paris.

Le collectif d'Anciens engagés, récemment créé, publie un bulletin où il rend compte de ses activités et ouvre quelques dossiers brûlants : les accidents militaires, l'aumônerie militaire, par exemple.

On y lit aussi des témoignages d'anciens engagés racontant ce qu'ils ont fait...

Abonnement : 36,00 F par an.

Adresse : Jean-René QUINARD, Le Cun,

La Blacquererie, 12230 La Cavalerie.

Reconversion :

Parmi les arguments que l'on oppose aux partisans d'une réduction des fabrications d'armes, le plus souvent avancé par les travailleurs est celui de l'**emploi**. Les délégués syndicaux d'une grande firme aéronautique anglaise (Lucas Aerospace, 80 000 travailleurs), ont pris le problème à bras le corps. Considérant que « le désir de travailler à des productions socialement utiles est maintenant très répandu dans l'industrie », ils ont élaboré tout un plan de **reconversion** des fabrications militaires de leur entreprise. C'est un document très intéressant qu'il faut diffuser parmi les syndicalistes français :

— d'une part pour s'opposer à toute tentative de Lucas de faire fabriquer par leur filiale française (Auxilec) ce que les ouvriers anglais refuseraient,

— d'autre part pour inciter les syndicats français à élaborer des plans analogues.

Dossier **Reconversion**, 10 pages, 3 F. MIR-IRG, rue L-Namèche, 37, 5000 Namur (Belgique).

alternatives non violentes

ABONNEMENTS

France : 35 F - Etranger : 40 F - De soutien : 60 F.

Belgique : 240 FB - Suisse : 20 FS - Par avion nous consulter

Chèques, mandats C.C.P. 2915-21 Lyon.

Adresse : B.P. 28 - 69341 LYON Cédex 2

Comité de Rédaction : Christian DELORME, Georges DIDIER, Christian MELLON.

Directeur de Publication : Georges DIDIER.

Dépôt légal : 2^e trimestre 1978 - Commission Paritaire n° 54.286
Imp. Reynaud, 10, rue du Soleil, Saint-Etienne

L'abonnement (1 an) vaut pour six numéros. Précisez toujours à partir de quel n° vous désirez commencer.

Restent disponibles :

N° 20-21 Une non-violence politique (6 F)

N° 23 La gauche et la force de frappe (5 F)

N° 26 Non-violence aux Etats-Unis (5 F)

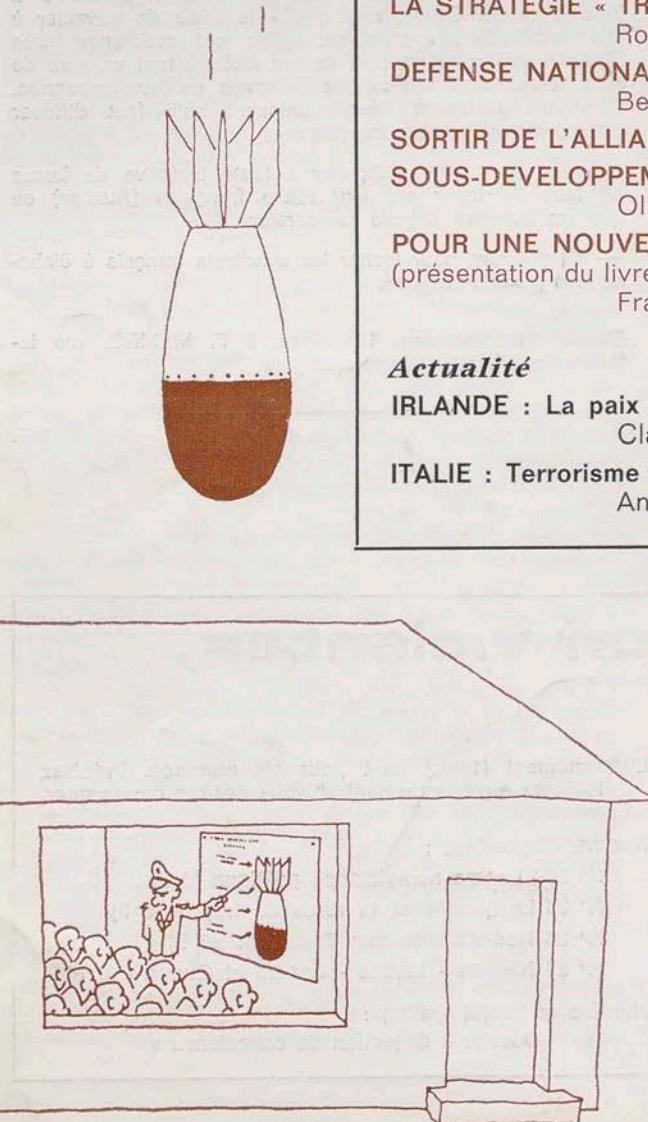
N° 27 Malville - Larzac - Gandhi et Guevara (6 F).

Numéro en projet (juillet) :

Dossier « Objection de conscience »

sommaire

DE YALTA A SALT 2 - Dominique THEVENON	1
POUR SUIVRE LA COURSE... - Christian MELLON	7
Entretien avec Pierre NAVILLE	16
DEFENSE POPULAIRE ET LUTTES ECOLOGIQUES, - Paul VIRILIO	22
LA STRATEGIE « TRILATERALE » Romain GRANJON et André MAGNON-PUJO	28
DEFENSE NATIONALE ET DEFENSE DU SOCIALISME Bernard RAVENEL	32
SORTIR DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE - Claude BOURDET	35
SOUS-DEVELOPPEMENT ET TIERS-MONDE Olivier GOUEDARD-COMTE	37
POUR UNE NOUVELLE CULTURE POLITIQUE (présentation du livre de Viveret et Rosanvallon) François-X. VERSCHAVE	43
 <i>Actualité</i>	
IRLANDE : La paix par les femmes ? Claude RICHARD-MOLARD	49
ITALIE : Terrorisme et stratégie non-violente Angelo PANEBIANCO	53



Numéro 28
Mai - Juin 1978